

La fin de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Parole donnée...

On entend beaucoup, ces temps-ci, M. Chirac faire référence aux valeurs françaises traditionnelles en général, à l'honneur et à la dignité en particulier. C'est bien compréhensible, même s'il y a quelque paradoxe à exploiter dans le cadre de la campagne électorale la libération des trois otages français qui étaient détenus au Liban. Ne nous dit-on pas que la date de leur élargissement, à quatre jours du second tour, est tout à fait fortuite ? Qu'elle n'a pas été choisie par le gouvernement mais par Téhéran, sinon par les ravisseurs eux-mêmes ? Serait-ce bien digne et bien honorable, dans ces conditions, que d'accepter que des terroristes s'engagent dans la vie politique française, qu'ils influencent d'une manière ou d'une autre le choix par les Français de leur président ?

Un événement encore plus récent, mineur en apparence, soulève des interrogations du même ordre : le retour en France du capitaine Dominique Prieur, cet agent des services français compromis dans l'opération malencontreuse qui se solda en 1985 par le sabotage du « Rainbow Warrior » dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Aux termes d'un accord négocié par M. Chirac avec les autorités néo-zélandaises sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, les deux agents français capturés en Nouvelle-Zélande et condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation à cette opération anti-Greenpeace avaient été libérés en juillet 1986. En échange de quoi les autorités françaises s'étaient solennellement engagées à maintenir les deux officiers sur une base située sur l'atoll polynésien de Hao, pendant trois ans.

Un premier accord avait été porté à l'accord entre Paris et Wellington lorsque M. Chirac, prétextant des raisons de santé, autorisa le commandant Alain Mafart à revenir à Paris pour suivre les cours de l'École de guerre. Avec le retour du capitaine Prieur en France, cet accord, naguère présenté comme une grande victoire de la diplomatie chiracienne, est réduit à l'état de chiffon de papier. Et la parole de la France à un simple bavardage de circonstance.

Le gouvernement ne manquera pas de mettre en avant l'état du capitaine Prieur, qui attendrait un enfant pour... le début de l'an prochain. On se gaussera aussi des protestations indignées et passablement hypocrites de Wellington, mais on ne nous fera pas croire que l'état du capitaine Prieur soit que son sort fut réglé à quarante-huit heures du second tour, au prix de nouvelles difficultés pour la France dans une région où elle en a déjà beaucoup.

La mesure décidée unilatéralement par le premier ministre sera, il est vrai, bien accueillie par un électoral militaire dont on dit qu'il n'est pas resté insensible à la rhétorique d'un Jean-Marie Le Pen. D'autant qu'elle permet de remettre sur le tapis l'affaire Greenpeace, l'une des plus sombres pages des années « actives » du septennat de M. Mitterrand. Il n'empêche : les valeurs françaises chères à M. Chirac paraissent en l'occurrence céder devant l'urgence de faire fi de tout bon...

(Lire nos informations page 34.)

M 0147 0607 0 4,50 F
3790147004500 05070

M. Chirac mobilise ses partisans à Paris pour accroître ses chances face à M. Mitterrand

Une manifestation était prévue, le vendredi 6 mai, en fin d'après-midi, place de la Concorde, à Paris, à l'initiative de personnalités proches de la majorité, auxquelles se sont joints les comités de soutien à M. Jacques Chirac. Toutefois, le premier ministre lui-même, qui devait être reçu à Clermont-Ferrand par l'ancien président Giscard d'Estaing, n'envisageait pas d'être présent à cette manifestation destinée à favoriser un ultime sursaut en sa

faveur, à quarante-huit heures du second tour de l'élection présidentielle. M. Mitterrand, lui, tenait une ultime réunion à Toulouse. Les dernières heures de la campagne ont été dominées par les retombées du drame d'Ouvéa - qui a fait vingt et un morts. La libération des otages français de Beyrouth, elle, a été l'objet d'une satisfaction largement partagée, bien que le PS ait posé la question du prix payé pour ce retour.

- Lire également
- Les socialistes et la « troisième force » Page 9
- M. Chirac à Marseille Page 10
- « Electeurs », par Philippe Boucher Page 12



La libération des gendarmes d'Ouvéa a fait vingt et une victimes

La présidence au poker

par Jean-Marie Colombani

« On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs » : l'oraison funèbre prononcée par M. Charles Pasqua après l'intervention militaire d'Ouvéa restera dans les annales de la République. Elle traduit un état d'esprit, une certaine idée de la politique. Les œufs cassés sont au nombre de vingt et un, que M. Jacques Chirac trie ainsi : deux soldats « français » et dix-neuf « Canaques », encore que le premier ministre s'interroge sur le point de savoir si ces dix-neuf-là sont bien des hommes comme les autres.

L'omelette n'est-elle qu'électorale ? C'est bien là l'essentiel ou, comme dit M. Raymond Barre, « le plus triste ». Si ces événements laissent un goût amer, c'est qu'il est difficile de résister à l'idée que l'on a cherché à faire voter, en métropole, avec le sang d'Ouvéa. Il est difficile de résister à l'idée qu'en quarante-huit heures, M. Chirac a voulu jouer la présidence au poker.

La politique des coups - des « coups de théâtre », dit M. Jospin - l'emporte sur la politique tout court. Raymond Aron reprochait naguère à M. Valéry Giscard d'Estaing de méconnaître que l'histoire est tragique. Il faut craindre que M. Chirac ne sache pas que l'histoire existe sans lui, et qu'elle existera après lui. A Ouvéa, l'autorité de l'Etat était en jeu, c'est vrai, après l'odieuse assassinat de quatre gendarmes par des militants indépendantistes, lui aussi tristement destiné à poser sur les élections locales. Mais elle peut chercher sa voie dans la négociation plutôt que dans la force. Le premier ministre a paru considérer que l'histoire se résume en une seule date, une date-butoir, le 8 mai.

L'horizon ainsi borné évite d'ouvrir les yeux sur ce qui se passera le 9. La France continuera, bien sûr. Mais quelle France ? Une France otage, isolée, divisée ? Si l'on en croit la réaction de ses alliés, la France risque d'être isolée dans deux régions du

monde décisives pour elle, le Proche-Orient et le Pacifique. Elle sera prisonnière, pendant quelques mois, des engagements pris par M. Chirac au Proche-Orient. Elle est prisonnière, en Nouvelle-Calédonie, non pas d'une famille politique, d'un parti, d'une faction de « rebelles », comme dit M. Giraud, mais d'un homme et des intérêts qu'il représente, M. Jacques Lafleur, le régent du territoire. Y aurait-il eu drame à Ouvéa si le gouvernement avait su résister au chantage de ce député qui menaçait de quitter le RPR si les élections régionales - scrutin qui a mis le feu aux poudres - n'étaient pas organisées avant, ou le même jour (le 24 avril), que le premier tour de l'élection présidentielle ? Or la paix civile passait en Nouvelle-Calédonie par le maintien du statu quo, c'est-à-dire d'un équilibre institutionnel et politique (statut Fabius-Pisani) qui camouflait une partition de fait entre le sud de l'île contrôlée par les Blancs, l'intérieur et les îles gérées et dirigées par les Noirs.

(Lire la suite page 10.)

Une France à aimer

par ANDRÉ FONTAINE

COMMENCÉE dans l'apathie, la campagne électorale s'achève dans la passion, une partie du pays retrouvant à cette occasion son goût, aussi ancestral que suicidaire, pour la guerre civile. La libération des otages du Liban, dans ce climat nausabond, apporte un soulagement d'autant plus profond qu'on n'osait plus y croire, et que, Jean-Marie Le Pen mis à part, tout le monde y applaudit.

Il n'en va pas de même de celle des gendarmes d'Ouvéa, payée d'un prix qui fait craindre le pire pour la suite et qui, allégrement, dès maintenant, le soupçon : le bémol apporté par Raymond Barre à la satisfaction officielle est significatif. Et l'on ne saurait oublier qu'avant le massacre de quatre militaires français, à la fin avril, il y a eu l'acquiescement, par la cour d'assises de Nouméa, en octobre dernier, des mépris pour avoir tué à Hienghène, en décembre 1984, dix Canaques. L'avocat général avait requis contre eux des peines de neuf et de sept ans de réclusion. Comment des gens qui se sentent méprisés, tenus

en citoyens de seconde zone, n'en auraient-ils pas éprouvé un sentiment de révolte ? « Les nations, comme les hommes, meurent d'imperceptibles imperfections », dit Giroudoux dans la *Guerre de Troie*. Cette imperfection-là n'était pas précisément imperceptible.

Qu'il s'appelle Mitterrand ou Chirac, l'élu du 8 mai ne saurait oublier en tout cas que sa charge lui fait un devoir de protéger toutes les populations qui vivent sous le drapeau français. Ce qui implique que personne ne puisse avoir le sentiment que, un quart de siècle après l'indépendance de l'Algérie, il subsiste, sur une terre qui relève de la République, une situation coloniale. Tout pousse à craindre, à défaut, que les rapports entre les diverses communautés du territoire ne cessent inexorablement de se dégrader, comme on l'a vu, comme on le voit encore, en bien des points de la planète, dès lors que des populations appelées à vivre au contact n'éprouvent plus l'une pour l'autre que méfiance et peur.

(Lire la suite page 12.)

Jean-Paul II en Amérique latine

Le neuvième voyage du pape dans le sous-continent PAGE 6

La tension en Pologne

L'état se resserre autour des grévistes de Gdansk PAGE 5

Le retour des otages

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington PAGES 3 et 4

Commerce extérieur : + 1,8 milliard

Excédentaire pour la première fois depuis quinze mois PAGE 29

Le Monde

SANS VISA

■ Québec, Montréal, même pays. ■ Escalas. ■ La table. Pages 17 à 20

En raison de l'actualité, le page « Jeux » sera publiée demain (numéro daté 8-9 mai). En revanche, nous publions aujourd'hui (page 28) la grande grille de mots croisés qui paraît habituellement le samedi.

Le sommaire complet se trouve en page 36

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

Mai 1968 : il y a vingt ans la révolte étudiante ébranlait la société française. A l'occasion de ce vingtième anniversaire, le Monde publie un numéro spécial des Dossiers et Documents de douze pages, reprenant de nombreux articles publiés pendant les événements ainsi que des analyses sur leurs conséquences.

par Bruno Frappat

Récréation pour une nation lassée de solennité, révolte autoritaire, parenthèse ludique sans lendemain, prurit momentané, mime infantile, des vraies révolutions, logomachie sans référence, ouvriérisme de salon : les appréciations méprisantes (sécourantes ?) sur mai 68 n'ont pas manqué, sur le moment. Et,

depuis vingt ans, elles n'ont fait que se conforter à l'observation du retour au réel, la crise - la vraie, celle qui dure depuis quinze ans - ayant permis de remettre les utopies au magasin des accessoires pour temps d'opulence.

Peut-on, deux fois dix ans après le « grand chambardement », porter un regard serein sur ce qu'on appela alors - faute d'y rien comprendre - les « événements » de mai avant de s'en tenir à l'expression de « mai 68 », à la fois vague et percutante ? Dès le 6 juin de cette année-là, Edgar Morin écrivait dans le Monde : « Il nous faudra des années et des années pour comprendre ce qui s'est passé. » En 1988, en écho, lui répond la perplexité de René Rémond lorsque celui-ci évoque, dans un ouvrage rétrospectif, « l'énigme que la crise de 1968 continue

d'être pour les historiens et les observateurs (1) ».

Enigme par ses causes, étrangeté par son déroulement - cet emballement inattendu qui, d'immense revendication des étudiants de Nanterre réclamant de recevoir des filles, à la grève générale, fit vaciller le pouvoir de de Gaulle, - et, enfin, mystère de son incidence sur l'évolution ultérieure de la société. Si énigme il y a, c'est peut-être parce que nous avons encore le nez dessus, bien que nous affections d'avoir l'esprit ailleurs - à la Bourse plutôt qu'à l'Odéon - et de ne plus rien attendre des leçons de mai 68.

(Lire la suite page 14.)

(1) Mai 68. Publications de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine. Nombreuses illustrations, 304 p., 250 F.

Cartier



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les Joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

HÔTEL GEORGE V, 31 AVENUE GEORGE-V. PARIS 47.23.54.00
HÔTEL HILTON, 18 AVENUE DE SUFFREN. PARIS 45.66.50.69

Etranger

La libération des otages français détenus au Liban

● Paris affirme n'avoir rien cédé aux ravisseurs ● Téhéran salue l'« attitude positive » de la France à son égard

M. Chirac a été entendu à Téhéran. Quelques heures seulement après que le premier ministre eut remercié l'Iran pour son intervention directe en faveur de la libération des otages français au Liban et annoncé que le rétablissement de relations normales avec ce pays pouvait être envisagé, le gouvernement iranien a salué l'« attitude positive » de Paris envers la République islamique.

« En tenant compte de l'évolution intervenue dans les relations entre les deux pays depuis la nomination de M. Chirac et l'attitude positive de la France à l'égard des conditions libanaises, l'Iran a demandé aux Libanais d'aider la France », en vue de la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, a ainsi déclaré, jeudi 5 mai, le vice-premier ministre iranien, M. Alireza Mousavi. Et celui-ci d'ajouter que Téhéran répondrait ultérieurement à « la demande française de rétablissement des relations diplomatiques » [rompues en juillet dernier à l'initiative de Paris].

Les dirigeants iraniens confortent ainsi leur réputation de ticsiens, cherchant d'une part à inverser les rôles et à placer la France en position de demandeur, alors que, en l'occurrence, la décision de rompre est venue de Paris et que Téhéran a été réellement affecté par cette rupture. Et ce, à un moment où l'Iran cherche par tous les moyens à sortir de son isolement. Nécessité d'autant plus d'actualité que les récents revers que la République islamique

subit dans la guerre du Golfe la placent en position de faiblesse.

M. Mousavi a, d'autre part, joué sur un registre abondamment utilisé par les Iraniens depuis des années : Tablier sur les rivalités politiques françaises, tantôt d'utiliser les difficultés de la cohabitation en partant du principe que M. Chirac — pourtant l'un des architectes de l'aide militaire à l'Irak — était plus favorable à Téhéran que M. Mitterrand.

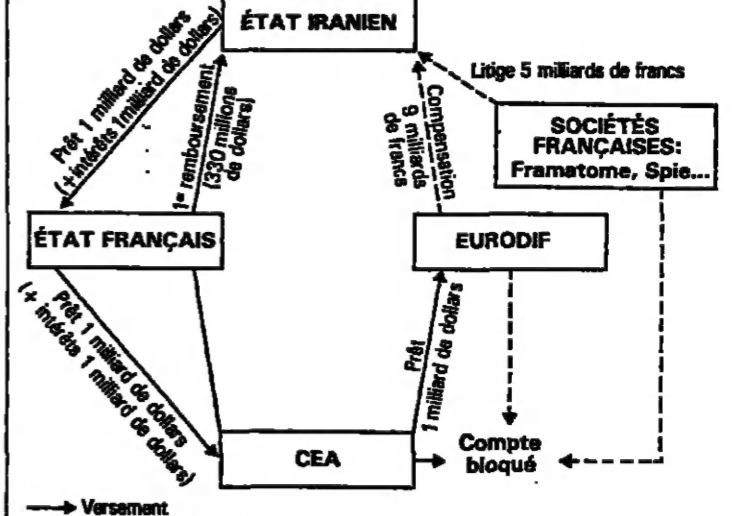
On peut imaginer la surprise de M. Mousavi s'il a entendu le propos du chef de l'Etat, vendredi sur RMC, dénonçant l'utilisation d'armes chimiques par Bagdad. Cette utilisation « et le massacre des populations kurdes soulèvent le cœur », a déclaré M. Mitterrand, qui a ajouté que cela « pourrait repousser le problème de nos amitiés ». Il a toutefois tempéré ses paroles en soulignant que « si l'Irak était enfoncé, les réactions en chaîne dans tout le monde arabe iraient jusqu'aux rivages de l'Atlantique ».

La persévérance iranienne à « favoriser » M. Chirac paraît toutefois quelque peu hasardeuse à la veille d'une élection pour laquelle tous les sondages donnent M. Mitterrand comme vainqueur. On ne cache d'ailleurs pas, parmi les négociateurs franco-libanais — membres de ce qu'il est convenu maintenant d'appeler « l'équipe Marchiani », (1) qui a mené les tractations à Beyrouth — que les incertitudes liées à l'échéance du 8 mai ont joué un rôle

Le contentieux franco-iranien porte sur plusieurs milliards de francs

Les participants français à la négociation ayant permis la libération des trois otages du Liban se sont-ils engagés à des « contreparties » vis-à-vis de l'Iran et de la Syrie ? S'ils l'ont fait, ils n'ont pu que laisser dans le flou, apparemment de bonne source, la « cuisine », c'est-à-dire le détail des sommes à payer... par le prochain gouvernement ! Et le flou est vaste puisque les estimations varient du simple au triple. Seule chose à peu près sûre, le contentieux s'élève à plusieurs milliards de francs.

Les sommes en jeu sont, en effet, énormes et les dossiers fort compliqués. Premier en liste : le contentieux opposant depuis 1979 la France à l'Iran au sujet du prêt de 1 milliard de dollars consenti en



de la violence

Le conflit libano-irano-iranien est devenu une véritable guerre de tranchées. Les combats se poursuivent sans interruption, avec de lourdes pertes de part et d'autre. Les civils sont particulièrement touchés.

Les réactions à l'étranger

Critiques et demandes d'éclaircissement de Londres et de Washington

Au soulagement général enregistré, jeudi 5 mai, dans les principales capitales occidentales après la libération des trois otages français au Liban s'ajoutent, partout, les mêmes interrogations mêlées d'inquiétude sur les conditions de cette libération.

Dès jeudi, M. Jean-Benoît Raffard, ministre des affaires étrangères, a reçu pendant une demi-heure au Quai d'Orsay les ambassadeurs de quatre pays — Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest et Italie — pour les informer de ces conditions. Il leur a communiqué, indiqué-t-on de source française, toutes les informations dont dispose la France sur les circonstances de la libération des otages et sur le processus utilisé. L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Joe Rodgers, avait auparavant été reçu par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. La conversation, selon le porte-parole de l'ambassade américaine, a porté sur « les circonstances entourant la libération des otages français et sur la question des otages encore en détention ».

« La Suisse ». Mais, sous le titre « La joie et la honte », le quotidien *24 Heures de Lausanne* consacre un éditorial très critique à l'événement. Cette joie, dit-il, n'est que l'émotion d'un jour, celle de ceux qui ont été enlevés, ces hommes qui étaient devenus les enjeux de la plus basse politique. Il faut maintenant se demander à quel point le bon vouloir de Jacques Chirac peut-il apporter à celui-ci le bon million de suffrages qui semblait devoir lui manquer dimanche prochain ? « La Libre Belgique (centre droit) estime « vraisemblable que, d'une manière ou d'une autre, l'affaire des otages sera exploitée politiquement ».

« A WASHINGTON. — Il n'en reste pas moins, souligne notre correspondant à Washington, Jan Krausz, que l'administration américaine s'est efforcée de tempérer ses réactions en formulant ses critiques au conditionnel. Après s'être déclarés « heureux » pour les anciens otages français, le porte-parole de la Maison Blanche a domé le ton en ajoutant : « Nous espérons qu'aucun marché du type que nous condamnons dans notre propre politique à l'égard du terrorisme n'a été conclu ».

« A BRUXELLES, le *Soir* s'interroge : « A-t-on pour Jacques Chirac ? Voilà un événement extraordinaire, heureux qui peut bouleverser nombre de données politiques... Ce brusque succès gouvernemental de Jacques Chirac peut-il apporter à celui-ci le bon million de suffrages qui semblait devoir lui manquer dimanche prochain ? »

« A BONY, le gouvernement ouest-allemand a officiellement exprimé, vendredi 6 mai, sa « joie et satisfaction » pour la libération des otages français du Liban. Son porte-parole, M. Friedhelm Ost, a souligné que le gouvernement espérait que les autres étrangers encore détenus au Liban verront aussi la fin de leur souffrance » et remercié le président Mitterrand et le premier ministre Jacques Chirac pour leur évocation du sort de ces derniers à l'occasion de la libération des Français.

« A ROME, les médias italiens soulignent à la fois le succès, les ombres et les connotations électorales de cet événement. « *Khrometyri a voté Chirac* », assure *La Repubblica*, en ajoutant : « Une fois de plus, il a joué la carte des otages à la veille d'élections dans un pays occidental ».

« A MADRID, où de nombreux journaux espagnols soulignent la concordance de vues entre MM. François Mitterrand et Jacques Chirac à propos du terrorisme, la libération des trois otages français est ressentie comme un succès du gouvernement Chirac. Le quotidien *El País* va plus loin en estimant qu'il s'agit d'un « succès personnel » du ministre Charles Pasqua. Pour *Dia Rio 16* (indépendant), « Jacques Chirac renabilise politiquement la libération » (des trois otages).

« A CENEVE, tous les journaux de Suisse romande ont fait leur « un » sur la libération des otages français. « *Le plus beau cadeau* »,

« A MOSCOU, l'agence Tass a très brièvement annoncé la libération des trois Français. « Nous sommes satisfaits de la libération des otages français, mais nous nous souvenons que la situation au Liban reste grave ».

MM. Carton, Fontaine et Kauffmann demandent qu'on n'oublie pas les autres captifs occidentaux

Lors de son arrivée à Villacoublay, jeudi 5 mai, Jean-Paul Kauffmann a évoqué le souvenir de son ancien compagnon de détention, Michel Seurat, mort en captivité, comme il l'avait déjà fait quelques heures plus tôt au micro de RTL (le Monde du 6 mai). « D'une certaine façon, c'est-il dit, un peu honte d'être là aujourd'hui... »

« D'abord et avant tout, ma pensée va à Marie Seurat, sa femme, et à ses deux filles. »

« Michel, au début, prenait la situation avec une certaine philosophie : il prenait des notes, il écrivait. Et puis, il disait : « Moi, je suis prêt à attendre trois ans pour revoir mes deux filles... Je lui disais : « Mais, trois ans ! tu es fou, tu te rends compte ? Trois ans ? »

« Et puis c'est lui qui a disparu. On l'a vu pour la dernière fois le 28 décembre 1985. Il n'arrivait plus à tenir debout. Il a été transféré dans un endroit à côté de notre cellule. Et puis on l'a entendu pendant encore quelques jours, il toussait effroyablement. C'est quelque chose de terrible (...).

« Il aurait pu mourir auprès des siens et puis il est mort tout seul. C'est quelque chose d'affreux. Je ne peux pas l'oublier... »

« Il ne faut pas oublier les autres otages étrangers », a-t-il souligné, en citant notamment le nom de Terry Waite.

« Nous avons vécu un cauchemar vingt-quatre heures sur vingt-quatre. J'ai eu des chaînes aux pieds avec mes compagnons depuis février 1987. On n'a pas vécu, on a survécu », a enfin déclaré Jean-Paul Kauffmann qui a toutefois estimé « qu'ils ne revenaient pas des camps de la mort ».

M. Mitterrand a rendu visite aux otages libérés

M. François Mitterrand a rendu visite, le jeudi 5 mai, aux ex-otages, MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, à l'hôpital du Val-de-Grâce, où ils ont été admis en observation pour quarante-huit heures, immédiatement après leur retour en France à l'issue de trois ans de détention au Liban.

de la violence

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS

Proche-Orient

La libération des otages français détenus au Liban

Le pourquoi, le comment

« A tous ceux qui seraient prêts à récupérer cette libération à des fins partisans, à tous ceux qui déjà crient : « c'est grâce à moi, c'est grâce à lui », à tous ceux qui voudraient dès maintenant demander le pourquoi, le comment, le combien, à tous ceux là je dis : ne faites pas aux ravisseurs le cadeau de divisions entre Français » : cette adjuration de M. Michel Rocard, qui s'exprimait le jeudi 5 mai à Paris au cours d'une réunion préfectorale, pourra-t-elle retenir longtemps les interprétations variées, questions et doutes qui se font jour, ici et là, maintenant que Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kaufmann sont de retour sur le sol français ?

S'exprimant au nom du premier ministre, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a solennellement assuré que rien de contraire aux intérêts et à l'honneur de la France n'avait été abandonné aux ravisseurs ou à qui que ce soit pendant les négociations qui ont abouti à la libération des otages. « Nous n'avons eu aucun contact direct avec les ravisseurs », a assuré, jeudi soir sur Antenne 2, M. Pasqua, ajoutant : « Je suis habilité à prendre cet engagement non seulement pour moi, mais aussi pour le premier ministre : nous n'avons accordé aucune concession qui soit à personne. Nous n'avons cédé à aucune revendication. Pas un franc, pas un dollar, pas un deutschemark. »

Et M. Alain Juppé, porte-parole du candidat Jacques Chirac, de préciser de son côté : « Il n'y a pas eu de concession qui serait condamnable pour obtenir la libération des otages. « Si les choses se sont passées ainsi », a affirmé peu après M. Pierre Bérégovoy, directeur de campagne de M. François Mitterrand, faisant allusion aux assurances données par M. Pasqua, il n'y a dès lors « aucune réserve » à faire sur la façon dont ont été libérés les otages. « Ce qui ne serait pas acceptable, c'est que des concessions politiques aient été faites qui remettent en cause la politique extérieure de la France dans cette région. »

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, et M. Alain Carignon, ministre (RPR) de l'Environnement, sont venus le 5 mai ajouter leurs voix à toutes celles qui avaient déjà récusé l'idée d'une quelconque exploitation politique de la libération des otages.

Comme on pouvait s'y attendre, les réactions et commentaires relatifs à cet événement ont souvent été accompagnés de considérations concernant l'issue meurtrière d'une autre prise d'otages : celle d'Ouvéa.

M. Philippe de Villiers, proche de M. Raymond Barre, a mis en parallèle « l'efficacité et la dignité » avec lesquelles Jacques Chirac a pu faire libérer nos otages au Liban - et « la maestria avec laquelle il a pu faire libérer nos gendarmes retenus par des terroristes canaques ».

M. de Villiers en tire la conclusion que « pas une voix bariste » ne doit manquer à M. Chirac dimanche prochain. A Lyon, le jeudi 5 mai, l'ancien premier ministre lui-même avait exprimé un point de vue nuancé. Après s'être réjoui de la libération des otages du Liban et de ceux d'Ouvéa, il avait exprimé sa tristesse « devant tant de vies perdues » et formulé le vœu qu'en Nouvelle-Calédonie « dans le respect des lois de la République, il puisse y avoir un retour à la paix (...), au dialogue entre communautés ».

« Bonheur à la une. Sang à la deux » : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste résume et compare ainsi les deux actions spectaculaires dans l'éditorial de la Lettre du PS, du 6 mai. Il en tire la conclusion que « Jacques Chirac et son équipe travaillent l'opinion en force dans une formidable tentative de manipulation en cette fin de campagne ».

Des critiques précises ont d'autre part été formulées ou développées le 5 mai peu après l'arrivée des otages en France. L'ancien ministre socialiste Jack Lang conteste l'intention émise par M. Chirac de rétablir des relations normales entre la France et l'Iran : « Dix-huit mois après les attentats qui ont ensanglanté Paris

L'échec de la médiation iranienne entre Amal et le Hezbollah

Téhéran a compromis son influence au Liban sud au profit de Damas

Les violents affrontements interchiites ont abouti, il y a un mois, à la quasi élimination du Hezbollah au Liban sud. Conduite par Fayatollah Jannati, une mission de médiation venue de Téhéran, a tenté, en vain, de réconcilier les intégristes chiites pro-iraniens avec les milices Amal de M. Nabih Berri.

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

« C'est la Maison Blanche qui a planifié le drame du Liban sud. Mais ce qui est passé est passé. Il est désormais nécessaire de rester sur nos gardes pour ne plus permettre l'escalade de tels complots. » En rejetant ainsi sur le « grand Satan » américain la responsabilité des violents combats interchiites qui ont abouti, il y a un mois, à la quasi-élimination du Hezbollah (intégriste chiite pro-iranien) du Liban sud, l'ayatollah Jannati, membre du Conseil iranien de surveillance de la Constitution venu au Liban en mission de médiation, occulte le fond du débat qui oppose maintenant ouvertement le mouvement Amal au Hezbollah.

Celui-ci demeure, en effet, la question de la représentation des chiites, la communauté aujourd'hui la plus nombreuse du Liban, que l'Iran, à travers le Hezbollah, a tenu et tente encore de s'approprier pour avoir une carte dans le jeu libanais face au mouvement Amal, principal allié de la Syrie.

Conduite par Fayatollah Jannati, la mission de médiation iranienne, qui vient de passer dix jours à Beyrouth en tentant de réconcilier les deux mouvements chiites, n'a pas convaincu les dirigeants d'Amal. « L'accord » annoncé par les seuls Iraniens, qui prévoient de régler « par le dialogue » les différends entre Amal et le Hezbollah, a permis à

Téhéran de s'offrir à bon compte un rôle de médiateur mais n'a rien réglé sur le fond.

Chef du mouvement Amal, M. Nabih Berri a rejeté toutes les demandes du Hezbollah de rouvrir des permanences au Liban sud et de rendre les armes saisies au cours des combats qui, du 5 au 8 avril, ont fait au minimum une soixantaine de morts et cent cinquante blessés. La tension sur le terrain demeure très vive entre les miliciens des deux mouvements et plusieurs incidents ont opposé la semaine dernière le Hezbollah à Amal dans l'ouest de la Bekaa.

Latent depuis de longs mois, le conflit Amal-Hezbollah pour le contrôle du Liban sud a éclaté - mais alors seulement en paroles - à l'occasion de l'enlèvement le 17 février du lieutenant-colonel américain William Higgins, numéro deux de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve (ONUST).

La déconfiture des intégristes

Amal avait vivement dénoncé ce rapt commis dans une zone en principe sous sa protection et l'avait senti comme un défi à son autorité. Il avait réagi en perquisitionnant chez les militants du Hezbollah, notamment au siège des pasdarans à Tyr. Une décision condamnée avec violence par le mouvement pro-iranien qui accuse Amal de collusion avec « l'impérialisme » et Israël. Depuis lors, les accusations verbales pleuvaient et il ne fait pas de doute qu'Amal cherchait l'occasion d'un affrontement pour enfin rester le seul maître du Liban sud, région à majorité chiite.

Que Damas ait béni le durcissement d'Amal ne fait pas de doute, dans la mesure où la montée du Hezbollah au sud risquait de compromettre tout éventuel accord régional dans une zone stratégique à la frontière nord d'Israël, où sont aussi déployés quelque six mille soldats de la FINUL (Forces intérimaires des Nations unies au Liban).

Un nouvel incident provoqué par des miliciens du Hezbollah et les gardes du corps de l'ambassadeur d'Iran, sur un barrage d'Amal, près de la ville de Nabatiyé, fut le prétexte au déclenchement de ce conflit, au cours duquel le mouvement intégriste a perdu quasiment tout le Liban sud, sur lequel il avait fait porter son effort, avec un début de succès certain, depuis près de deux ans.

Distribué sans compter, l'argent iranien attirait à lui de plus en plus de gens, séduits aussi, en particulier dans les villages, par le travail politico-social efficace du Hezbollah, que celui-ci avait su habilement séparer de son action militaire. Celle-ci n'a jamais été, en effet, populaire au Liban sud. Le slogan du Hezbollah, « La libération du Liban sud sera le prélude à celle de Jérusalem », effraie une population qui veut avant tout retrouver sa terre et qui se souvient avec rancune de la présence armée palestinienne à l'origine des représailles et de l'occupation israéliennes.

Amal, qui affirme lutter contre l'occupation israélienne, entend bien d'ailleurs arrêter cette résistance à la frontière internationale du Liban, estimant que la libération de Jérusalem relève de la responsabilité collective des Arabes. En revanche, devant l'absence de projet politique réel d'Amal, son échec à améliorer le sort matériel des gens et à leur assurer un minimum de sécurité, le Hezbollah et la « résistance croyante », intégristes d'Amal, avaient réussi à s'acquérir des sympathies.

Esclaves et « enfants gâtés »

En voulant aller trop vite et en négligeant totalement la dimension libanaise de la communauté chiite, sa culture, qui n'a rien de « persane », l'Iran a remis en cause cette évolution, compromettant par la même occasion les intégristes au sein d'Amal. Ils se retrouvent aujourd'hui avec amertume bannis de ce mouvement et sans utilité pour le Hezbollah, qui les avait infiltrés dans cette formation chiite modérée.

Téhéran a compromis ainsi, pour un temps au moins, son influence dans une région du Liban majoritairement chiite et surtout la seule où elle jouissait d'une certaine liberté d'action, puisque le Liban sud est hors de portée des troupes syriennes.

Homme fort du mouvement chiite Amal au sud, M. Daoud Daoud n'a pas caché son sentiment en affir-

mant devant la délégation iranienne : « Nous refusons d'être traités en esclaves par l'Iran. Disons-le franchement, nous étions traités en fils de la servante, tandis que d'autres [le Hezbollah] étaient traités en enfants gâtés. La République islamique d'Iran doit traiter ses fils sans distinction. »

Sans pouvoir parler de deux branches au sein du Hezbollah, il est certain qu'une divergence est apparue au cours de cet affrontement entre l'Iran jusqu'au-boutiste dans les combats et la sensibilité plus libanaise des intégristes, représentés en l'occurrence par cheikh Fadlallah, qui, selon ses proches, était hostile à ce conflit. Il est significatif que les miliciens du Hezbollah originaires du Liban sud aient très vite déposé les armes dans un combat qui leur apparaissait sacrilège, laissant aux plus militants des intégristes, souvent venus de la Bekaa avec des Iraniens, la responsabilité de la poursuite de la bataille. Certains militants ne cachent pas ainsi que, par leur « fanfaronade », les Iraniens ont détruit en trois jours un travail d'implantation de plusieurs années.

Comment vont maintenant réagir Téhéran et ses alliés libanais ? D'abord sur le terrain : si la vingtaine ou la trentaine d'Iraniens présents et tous les miliciens non originaires de la région ont été « priés » de quitter la zone, les autres sont restés. Ainsi en est-il des cadres du Hezbollah, moins en vue, et dont, pour certains, nul ne soupçonne l'appartenance à ce mouvement. Si des armes et des caches ont été livrés, il est subtile, au dire des experts, nombre d'autres qui n'ont pas été touchés. Il ne semble pas toutefois que l'heure soit à la reconquête.

La perte du Liban sud n'a été pour l'Iran que la première d'une série de défaites. La chute de Faq, reconquis par les Irakiens, fut ressentie par les alliés de Téhéran à Beyrouth aussi durement que celle du Liban sud. Les circonstances incitent plutôt aujourd'hui les militants du Hezbollah à garder un profil bas et à éviter de nouveaux affrontements qu'Amal, grisé par cette victoire, survenue après sa lourde défaite face aux Palestiniens, pourrait être tenté de provoquer.

« L'Iran doit revoir aujourd'hui toute sa stratégie au Liban », affirme un spécialiste, qui date de l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth-Ouest, en février 1987, le début du reflux du Hezbollah, sensible aujourd'hui jusque dans la banlieue sud de la capitale libanaise, où les intégristes se cantonnent de plus en plus dans leur fief traditionnel.

Le jeu de la Syrie

Ce débat de désaffection à Beyrouth ne profite pas toutefois à Amal, qui n'a réussi à attirer à lui ni les intellectuels chiites ni nombre de religieux, exaspérés certes par les « checks » formés en six mois par les Iraniens, mais aussi par le comportement peu scrupuleux de la milice chiite modérée.

Cet échec iranien ne peut que satisfaire la Syrie, qui est certes prête à tolérer un mouvement intégriste au Liban, qu'elle peut utiliser à l'occasion comme un facteur de désintégration ou comme un épouvantail dans ses négociations, avec les Occidentaux notamment, mais sûrement pas à voir l'Iran jouer un rôle politique au Liban. Dans les relations stratégiques irano-syriennes, le Liban n'est en fait que de peu de poids et l'Iran a sans doute, aujourd'hui particulièrement, plus besoin de Damas, son seul allié sur la scène arabe, que le contraire.

Comme l'affirme un universitaire, « dans le marché conclu et renouvelé entre la Syrie et l'Iran, le Hezbollah a la certitude de préserver un noyau important, ne serait-ce que civil, mais il était entendu aussi que c'était la décision politique syrienne qui déterminait les limites de chaque force. Le Hezbollah a voulu transgresser cette ligne rouge, il a été sanctionné et cela recommencera. »

Comme dans l'épisode de la caserne Fathallah, où l'armée syrienne avait, lors de son entrée à Beyrouth-Ouest, été vingt-trois militants du Hezbollah, l'Iran attendra sans doute des jours meilleurs pour repartir à l'offensive. La Syrie, qui contrôle tous les mouvements iraniens au Liban, va continuer la politique d'équilibre qu'elle mène avec succès en tolérant et en contenant à la fois un mouvement qui ne peut être que fondamentalement hostile au régime laïc baasiste syrien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

AVEC AMERICAN AIRLINES, JUSQU'AU 25 MAI, LA FLORIDE EST A PORTÉE DE RÊVE.



Pour célébrer la création de notre nouveau vol quotidien sans escale de Paris-Orly vers Raleigh/Durham, nous proposons des réductions à faire rêver vers le Sud-Est des U.S.A., et notamment 17 villes en Floride, desservies à partir de notre nouveau terminal.

Mais il faut saisir l'occasion rapidement : vous devez réserver votre billet jusqu'au 25 mai inclus et votre voyage doit avoir lieu entre le 27 mai et le 30 juin.

Pour ce prix spécial de 2.795 F aller-retour, vous avez le choix entre Orlando - le fief de Disneyworld, Tampa, St-Petersburg, Ft-Myers, Miami, Ft-Lauderdale, West Palm Beach, Jacksonville, Sarasota, Daytona Beach ou Melbourne si vous allez en Floride, ou bien encore Raleigh/Durham même, Atlanta ou Charleston en Caroline du Sud et Charlotte en Caroline du Nord.

A Raleigh/Durham, vos formalités d'immigration et de douane ne sont pas un problème. Nous y avons

notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Ce tarif est publié sous réserve d'approbation gouvernementale. Durée minimale du séjour : 7 jours. Emission et règlement du billet dans les 24 heures suivant la réservation. Les billets ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Tout changement dans les réservations après le départ entraînera des frais supplémentaires de 580 francs. Conditions de vente susceptibles d'être modifiées sans préavis.

Pour vos réservations ou toute information complémentaire : contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.

American Airlines

DOB NEEDHAM

صكنا من الأهل

Proche-Orient

Europe

présente son influence au Liban sud au profit de Damas

ISRAËL Le berger s'était trop approché... Il a été tué

JERUSALEM de notre correspondant Les bergers s'approchaient de trop près ; ils menaient leurs troupeaux aux alentours des maisons et le mouvement ne pouvait être que suspect... C'est au moins ce qu'a pensé jeudi 5 mai une Israélienne, habitante de la colonie de peuplement de Shilo, en Cisjordanie... Elle a été tuée quelque temps plus tard par un berger palestinien.

du soulèvement ils ont été impliqués dans au moins quatre incidents au cours desquels des Palestiniens ont été tués. Jamais aucun des colons soupçonnés d'avoir fait feu n'a été inculpé, et tous ont été remis en liberté après avoir été brièvement interrogés par la police. Le 24 février, un colon de la région de Naplouse avait été condamné à six mois de travaux d'utilité collective sans jamais avoir été placé en situation de légitime défense, il avait tué un Palestinien de treize ans.

L'opération au Liban sud L'opinion s'interroge sur le bien-fondé de la « bataille de Maïdoum »

Jérusalem (AFP). — Le sévère bilan de la « bataille de Maïdoum » et les risques pris d'un affrontement direct avec les Syriens suscitent de sérieux interrogations, dans l'opinion publique israélienne, sur le bien-fondé de l'opération militaire au Liban sud, achevée mercredi. « L'opération de rase-camp n'a pas atteint son objectif initial : mettre hors de combat les groupes de commandos qui s'infiltraient en Israël. Ce n'était pas une raison pour frapper plus loin, même si l'élimination de dizaines de terroristes chiïtes est un bon point », estime le quotidien Haaretz (indépendant) qui donne le ton.

Deux capitaines israéliens et un sergent ont été tués et dix-sept militaires blessés, dont un gravement, lors de combats acharnés qui ont opposé pendant plusieurs heures des parachutistes israéliens aux combattants chiïtes du Hezbollah. La décision d'attaquer en force Maïdoum a été prise personnellement par le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, qui n'a pas consulté les autres ministres, apprend-on de source informée. Elle a été contestée par plusieurs ministres travaillistes, notamment par le ministre sans portefeuille, Ezer Weizman, qui est estimé qu'une opération de cette ampleur, à moins

POLOGNE L'étou se resserre autour des grévistes de Gdansk

Retranchés, le vendredi 6 mai, derrière les grilles et des haies de « zomcs » (jungles anti-camions) qui veillent, les grévistes des chantiers navals Lénine de Gdansk attendent. Cette issue leur paraît pratiquement infuicible à mesure que s'accroît la pression psychologique : ils savent que les forces de l'ordre sont brutalement intervenues la veille dans les aciéries de Nowa-Huta, près de Cracovie, ils savent aussi que l'accès aux chantiers est désormais hermétiquement bloqué et que le ravitaillement est devenu impossible. Les lignes téléphoniques sont coupées.

Un nouveau Walesa ?

Les vœux de Lech Walesa, qui implorait cette semaine les grévistes polonais de se trouver un autre leader, vont-ils être exaucés ? Une forte personnalité, dont l'image auprès de ses collègues ne ressortira que grandie par la clandestinité dans laquelle il a poussé l'intervention des « zomcs » jeudi, s'est détachée depuis le début du conflit aux forges Lénine de Nowa-Huta. Il s'appelle Andrzej Sawczukowski (prononcer « Chevtchoukowskieski ») — « un nom un peu difficile à scandaler pour un leader », regrette certains à Varsovie. C'est lui qui a déclenché la grève le 26 avril en appuyant simplement sur un bouton. Ce bouton alluma les lumières rouges qui signalent, dans les lampes, les accidents ou les pannes. Après quelques boucassades avec des responsables qui tentaient d'éteindre la lumière, d'autres ouvriers rejoignirent Sawczukowski. La grève avait commencé. Malgré ses trente-huit ans, il n'a pas vécu la grande période de Solidarité : en 1980-1981, il purgeait une peine de six ans de prison pour vol d'une machine à écrire. Avant cela, il avait participé aux émeutes de la côte baltée en 1970. A Nowa-Huta, la semaine dernière, il a spontanément pris la tête du comité de grève.

GRANDE-BRETAGNE Les élections locales traduisent une remontée du Parti travailliste, au détriment des partis centristes

LONDRES de notre correspondant Le Parti travailliste britannique a nettement progressé lors des élections locales et municipales qui ont eu lieu jeudi 5 mai dans un tiers des circonscriptions de l'Angleterre et dans toute l'Ecosse. Mais cette avancée, de l'ordre de 5 %, est due essentiellement à l'effacement des deux petits partis de centre. Elle ne constitue pas vraiment un désastre pour le Parti conservateur de M. Thatcher, pour qui il s'agit du premier test depuis sa réélection à la tête du gouvernement en juin 1987.

ALGÉRIE Six interpellations après la profanation de la synagogue d'Algier

ALGER de notre correspondant La dernière synagogue d'Algérie qui, chaque samedi, accueille encore quelques fidèles a été profanée et mise à sac dans le courant de la semaine passée. Le ministre algérien de l'Intérieur, M. El Hadj Kheidi, a lui-même annoncé, le jeudi 5 mai, au président du Consistoire d'Algérie, M. Roger Said, l'interpellation de six personnes dans le cadre d'une enquête lancée le matin même.

BELGIQUE M. Wilfried Martens va former son huitième gouvernement depuis 1979

M. Wilfried Martens (social-chrétien) a été chargé, le vendredi 6 mai, par le roi Baudouin, de former le nouveau gouvernement de centre gauche belge. Les précédentes élections avaient eu lieu en 1984. Sur 3 800 sièges en jeu, les travaillistes en gagnent 107, les conservateurs en perdent 5, les démocrates-sociaux et libéraux 59, les sociaux-démocrates 13, tandis que les nationalistes écossais en gagnent 43. Les travaillistes conquièrent des villes telles que Aberdeen, Cambridge et Southampton. Ils maintiennent leur contrôle sur Edimbourg, Liverpool, Birmingham, Leeds et Bristol. On ne votait pas jeudi à Londres. Birmingham était l'objet d'une épre bataille, les conservateurs espérant visiblement emporter cette grande ville industrielle. En obtenant 2 sièges supplémentaires au conseil municipal, les travaillistes ont brisé cette offensive. Birmingham était d'autant plus un symbole qu'elle est désormais par sa taille la plus importante municipalité du pays depuis la dissolution par M. Thatcher du conseil du Grand Londres. Les travaillistes disposent d'une majorité de 15 sièges au conseil municipal qui compte 117 membres.

A TRAVERS LE MONDE

RDA Visite à Washington d'un important responsable est-allemand

Huit mois après la visite du numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, un Allemand fédéral, l'un des principaux dirigeants de la RDA, M. Hermann Axen, responsable des relations internationales au sein du bureau politique du Parti communiste est-allemand, vient d'achever, jeudi 5 mai, une série de conversations avec les dirigeants américains à Washington. Il a notamment été reçu, mardi 5 mai, par le secrétaire d'État, M. George Shultz.

Yugoslavie L'ancien PDG d'Agrokmerc obtient la suspension de son procès

Le procès des vingt-six responsables du complexe agro-alimentaire Agrokmerc, qui s'est ouvert le 5 mai devant le Cour suprême de Bosnie-Herzégovine, a été suspendu le même jour et reporté au lundi 9 mai. Les avocats de Filaret Abdic, ancien patron de l'entreprise, ont récusé l'ensemble des juges du tribunal de Bihaç.

Soudan Plus de 1 200 morts à la suite d'une épidémie de méningite

Plus de mille deux cents personnes, dont de nombreux enfants, sont morts à la suite d'une épidémie de méningite qui sévit depuis deux mois au Soudan, ont annoncé, jeudi

Afrique

ALGÉRIE Six interpellations après la profanation de la synagogue d'Algier

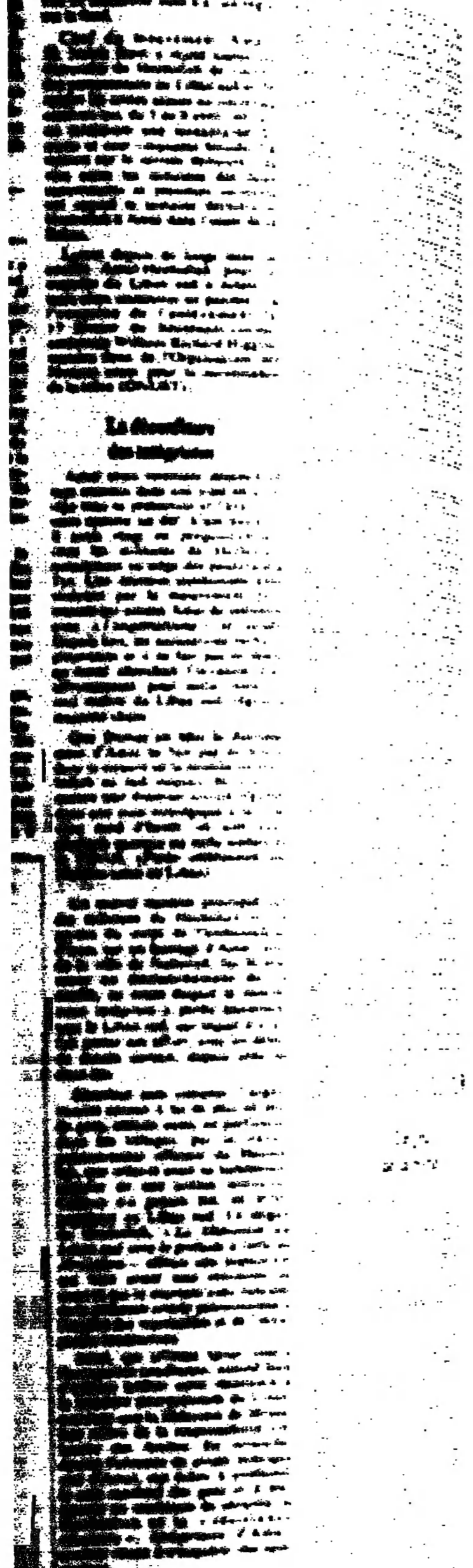
ALGER de notre correspondant La dernière synagogue d'Algérie qui, chaque samedi, accueille encore quelques fidèles a été profanée et mise à sac dans le courant de la semaine passée. Le ministre algérien de l'Intérieur, M. El Hadj Kheidi, a lui-même annoncé, le jeudi 5 mai, au président du Consistoire d'Algérie, M. Roger Said, l'interpellation de six personnes dans le cadre d'une enquête lancée le matin même.

BRUXELLES de notre correspondant Les congrès des cinq partis (sociaux-chrétiens flamands et francophones, socialistes flamands et francophones, fédéralistes flamands) qui composent la coalition avaient approuvé, le jeudi 5 mai, le programme laborieusement mis au point par leurs responsables.

KAIROUAN AME DU MAGHREB La cité sainte se souvient dans ses monuments, dans ses souks, dans ses mets, de sa splendeur passée. Un reportage en couleurs de Paul Balta.

FRÉDÉRIC FRITSCHER (Publicité)

Dans le numéro de mai d'ARABIES six cinquièmes et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. : 46-22-34-14.



Politique

Les milieux politiques partagés sur le recours à la manière forte à Ouvéa

M. Soisson favorable à l'annulation des élections régionales

M. Jean-Pierre Soisson, député de l'UDF, délégué national de l'UDF aux DOM-TOM, a répondu à nos questions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

« Que pensez-vous de la libération par la force des gendarmes d'Ouvéa ? »

« Les deux piliers de l'Etat républicain sont le corps préfectoral et la gendarmerie. Quand l'un ou l'autre est menacé, il doit être défendu. Les gendarmes d'Ouvéa devaient donc être libérés. Il faut que le FLNKS comprenne que l'annulation des élections régionales ne peut être engagée tant que des gendarmes étaient retenus en otage. »

« Comme l'a déclaré à Lyon Raymond Barre : « Il était indispensable que l'ordre de la République soit rétabli, que les lois de la République soient respectées ». Elles doivent être par tous et de la même façon par toutes les communautés. »

« Lors du débat sur le statut du territoire à l'Assemblée nationale, le 23 novembre 1987, j'avais mis en garde M. Bernard Pons contre le risque qu'il prenait, contre le danger que représentait l'organisation d'élections régionales avant l'élection présidentielle. J'avais souligné, au nom de l'UDF, que soient d'abord recherchées les voies de l'apaisement. Je regrette de n'avoir pas été entendu, comme je regrette la voie suivie par le FLNKS. »

« Éviter la guerre »

« Dans ces conditions, quelle politique pourrait être demain engagée ? »
« La guerre de Calédonie n'est pas une fatalité. Le prochain gouverne-

ment devra tout mettre en œuvre pour l'éviter. Il faut que la négociation s'engage. Elle sera plus difficile qu'elle ne l'a jamais été. Elle suppose l'existence sur le territoire d'un fort pouvoir d'Etat. Comme je l'avais déclaré le 8 juillet 1986 à l'Assemblée nationale, dans une période transitoire, il appartient à l'Etat de conduire le développement et de rapprocher les communautés. »

« Sans doute l'enchaînement des événements amènera aussi à décider l'annulation des élections régionales, la modification des limites territoriales, à reconnaître à la communauté mélanésienne la possibilité d'organiser sa promotion dans le cadre de régions ayant une réalité économique. »

« Quelles répercussions, à votre avis, la crise calédonienne peut-elle avoir sur la politique intérieure ? »

« L'opinion publique ne s'intéresse à la Calédonie - comme à l'outre-mer d'ailleurs - que lorsque survient un drame. Il faut lui expliquer que la France ne saurait se limiter à la seule métropole : l'outre-mer apporte à notre société une autre respiration. Les communautés multiraciales qui la composent sont par définition des sociétés de tolérance et d'ouverture, dès lors qu'elles sont acceptées dans leurs différences. »

« Oui, il faudra passer les plis en Nouvelle-Calédonie. Il faudra accepter l'évolution politique, économique et sociale pour que soient préservées les chances de la présence française dans le Pacifique sud. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

La force ayant pesé de tout son poids, chacun appelle à l'ouverture du « dialogue » en Nouvelle-Calédonie. C'est le seul point qui réunit tous ceux qui ont réagi à l'intervention militaire d'Ouvéa. Car, pour le reste, les appréciations sur la méthode choisie par le gouvernement et sur les causes de cette situation sont, bien entendu, entièrement divergentes.

Le commentaire le plus attendu était celui de M. François Mitterrand qui, constitutionnellement, chef des armées, ne pouvait pas avoir été laissé en dehors de la préparation de l'opération, mais qui a toujours manifesté son désaccord total avec M. Jacques Chirac sur le dossier calédonien.

Interrogé sur Europe 1, le jeudi 5 mai, le président-candidat a d'abord déclaré : « Je n'ai pas de joie. C'est une affaire très douloureuse. J'ai toujours préféré l'autre voie, l'autre moyen, c'est-à-dire le moyen de la conciliation et de la médiation. » Puis, il a fait le récit de la préparation de l'opération vue de l'Elysee.

« Dans cette situation très simple, le premier devoir est de libérer les otages. J'ai préconisé la conciliation, et lorsqu'il a été question, suite de celle-ci, de parvenir à une opération de type militaire, j'ai demandé toutes les garanties possibles et imaginables, c'est-à-dire des rapports écrits des chefs militaires responsables pour qu'ils étaient absolument tous les aspects d'une question aussi difficile. Tous les temps que ces rapports ont laissés entendre que l'opération était très coûteuse en vies humaines, elle a été refusée. J'ai donc besoin maintenant de vérifier par un dossier les conditions dans lesquelles l'opération s'est déroulée très loin d'ici, hors de ma vue et de mon contrôle direct. »

La violence et le dialogue

M. Mitterrand a ensuite longuement développé son analyse d'une situation qu'il a qualifiée de « coloniale », faisant remarquer que, sous les gouvernements socialistes, des terres avaient été rendues aux Canaques, alors que la plus grande partie des distributions opérées par l'office foncier depuis 1986 avaient profité à des Européens. Pour lui, si « les calédoniens ont le droit, naturellement (...), de rester dans leur patrie, d'y vivre, d'y exercer toutes les compétences et les responsabilités de citoyens (...), les Canaques aussi. Or, aujourd'hui, le système colonial veut que l'ethnie plus minoritaire que l'autre, d'origine européenne, tiennent absolument tous les leviers de commande et surtout tous les leviers de commande économiques ».

« Comme on lui faisait remarquer que le RPR accusait d'avoir des liens privilégiés avec M. Tjibaou, le président a répliqué que, depuis 1981, il avait reçu six fois celui-ci et cinq fois les représentants des autres communautés. »

L'autre responsable de l'exécutif, M. Jacques Chirac, a surtout rendu hommage aux armées, lors de ses meetings électoraux, et dans ses messages à M. André Giraud, ministre de la défense, à M. Bernard Pons, ministre des DOM/TOM, à qui il a adressé « ses chaleureuses félicitations », et au général Vidal, commandant supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie : « Je vous demande de transmettre à tous ceux qui ont participé au succès de cette action délicate la satisfaction de la présence de la France sur ce territoire du Pacifique. Je m'incline devant le sacrifice des deux militaires tués au cours de cet engagement, et je forme des vœux de prompt rétablissement pour les blessés. »

A Marseille, M. Chirac a justifié cette intervention militaire, car il n'admet pas que « des gens se réfugient dans la violence pour bafouer les valeurs qui font de notre pays un pays civilisé ». A Lyon, après avoir remercié l'armée d'avoir rendu à notre pays son honneur », il a ajouté : « J'appelle tous les Calédoniens responsables, quelles que soient leurs origines et quels que soient leurs engagements, à s'engager ensemble sur la voie de la compréhension mutuelle, du dialogue et de la résolution pacifique des problèmes qui se posent. »

M. Barre : Tristesse

Ce dernier passage a dû être approuvé par M. Raymond Barre, mais le reste... Car l'ancien candidat avait, lui, déclaré : « Il était indispensable que l'ordre soit rétabli en Nouvelle-Calédonie, et que les lois de la République y soient respectées. Mais vous comprendrez qu'étant donné mon équilibre personnel, mon attachement aux départements d'outre-mer, je puisse éprouver quelque tristesse devant tant de vies perdues. Je formule le vœu que, dans le respect des lois de la République, il puisse y avoir en Nouvelle-Calédonie un retour à la paix, au dialogue entre les communautés, au développement économique, social et humain, meilleures garanties de la présence de la France sur ce territoire du Pacifique. »

Réagissant à cette déclaration au journal d'Antenne 2, à 13 heures, M. Charles Pasqua fut sans nuance : « On ne fait pas d'omelette sans casser

des œufs (...). Lorsque les négociations n'aboutissent pas, on doit à ce moment utiliser tous les moyens pour que force reste à la loi. On peut toujours se tromper, ça ne sert à rien. »

D'anciens supporters de M. Barre ne trouvent rien à redire à cette opération. Ainsi M. François Léotard, lors d'un meeting à Grenoble a asséné : « Quand on provoque la violence dans une région qui s'est toujours prononcée démocratiquement pour la France, on récolte la violence. Pour ma part, j'ai toujours préféré l'isolement à la violence. » Quant à M. Alain Madelin, il s'est déclaré « très fier » d'appartenir à ce gouvernement, et M. André Rossinat a jugé : « L'autorité de l'Etat a été rétablie dans des conditions conformes à la loi de la République. Tous les démocrates s'en réjouissent. »

Sur ce point, au moins, la droite reçoit le soutien de l'extrême droite. M. Jean-Marie Le Pen a, en effet, répliqué sur RMC : « En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement a fait ce que j'aurais fait. »

A gauche, en revanche, les réactions sont beaucoup plus mitigées. Sur RTL, M. Michel Rocard s'est déclaré satisfait qu'« une prise d'otages ait pris fin », mais a ajouté : « Quand on méprise les autres, quand on les rejette vers les mauvaises terres (...), on les accule à disparaître ou à devenir des délinquants violents. » Sur Europe 1, il a précisé : « Les choses d'un retour à la sérénité et au dialogue passent par la victoire de M. François Mitterrand. »

M. Laurent Fabius a été plus brutal, parlant à Evreux d'un « carnage ». Quant à M. Michel Delebarre, il a fait remarquer à Aurillac : « Nous avons ramené la paix en Nouvelle-Calédonie par le dialogue (...). Jacques Chirac est le porte-parole et l'artisan d'un colonialisme ringard, qui se situe à l'inverse du message gaulliste. »

M. Jospin :

Bonheur à la « une »
sang à la « deux »

Le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, mêlant la libération des otages du Liban et de Nouvelle-Calédonie, a déclaré jeudi soir : « Bonheur à la « une », sang à la « deux ». Jacques Chirac et son équipe travaillent l'opinion en force dans une formidable tentative de manipulation de cette fin de campagne. » Il a ajouté : « La politique de Bernard Pons et de Jacques Chirac débouche sur des affrontements graves entre Français. »

A la gauche du PS, on est encore plus net. A Corbeil-Essonnes, Georges Marchais a affirmé : « Chirac et Pasqua ont obéi à Le Pen, qui avait réclamé qu'on règle le problème à coups de fusils. » Dans un communiqué, le FSU accuse le gouvernement de mener « une politique coloniale bestiale en Nouvelle-Calédonie », et s'en prend « au mythe de l'intégrité territoriale ». »

Dans les milieux syndicaux, les réactions sont tout aussi divergentes. Les syndicats de policiers proches de la droite se félicitent de l'action du gouvernement, que l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USCP) juge « courageuse ». La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) constate que « la fermeté est toujours payante ». La CGC, elle aussi, l'approuve, en parlant de sa « satisfaction » après la libération des gendarmes. En revanche, la CFDT condamne « le refus permanent du gouvernement Chirac de reconnaître l'identité du peuple canaque ». Quant à la CGT, elle demande l'ouverture immédiate « de négociations permettant une solution politique répondant à l'aspiration légitime du peuple canaque à l'indépendance ». Le SNI-PEGC et le SNES demandent l'un et l'autre, l'ouverture « du dialogue », après que le second ait estimé que les événements étaient l'aboutissement d'une « logique de guerre coloniale ».

Les autorités protestantes sont tout aussi critiques. Ainsi, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, liant la libération des otages du Liban et de Nouvelle-Calédonie, constate que « celle des uns fait l'objet de longues et délicates négociations, celle des autres s'annonce brutalement au prix de la vie de nos dix-sept concitoyens ». Quant à la CIMADE, elle « demande et exige l'arrêt immédiat des opérations militaires (...), l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les revendications légitimes du peuple canaque ». Le MRAP a une position idéologique, ainsi que la Ligue des droits de l'homme, dont le président remarque que « le gouvernement a voulu faire le forcing avant le scrutin de dimanche, et cela a abouti à un bain de sang prévisible ».

Le candidat des Verts, M. Antoine Waechter, a trouvé la formule la plus brutale dans sa simplicité : « La France se comporte en Nouvelle-Calédonie comme les colons anglais face aux Sioux. Cela montre que la vie humaine n'a pas la même signification selon que l'on est Blanc ou Mélanésien. »

Th. B.

RTL LE POINT

8 MAI 19H50

L'EVENEMENT A LA UNE

soirée animée par Patrick POIVRE D'ARVOR retransmise simultanément sur RTL

20H

LE NOM DU PRESIDENT

Analyse des premières estimations par Michèle COTTA, Paul-Jacques TRUFFAUT et Jacques DUQUESNE.

20H30

émission en direct avec le public,

ANNE SINCLAIR

Le grand débat politique : Jean-Marie Le Pen, Georges Marchais, Michel Rocard, Philippe Seguin, Simone Veil.

BRUNO MASURE

PHILIPPE CALONI

la réaction des jeunes, la parole aux intellectuels,

FRANÇOIS DE CLOSETS

le point de vue des chefs d'entreprise,

DOMINIQUE BROMBERGER

les premières impressions de la presse étrangère.

22H30

LES FRANÇAIS

s'expriment au travers de sondages effectués entre 20 h et 22 h

"Faut-il dissoudre l'Assemblée ?" "Quel Premier Ministre attendent les Français ?"

24H

LA SOIREE CONTINUE SUR TF1 ET RTL

et vous pourrez retrouver tous les résultats détaillés dans Le Point du mardi 10 mai.

88
ÉLYSÉE

صكنا من الأهل

Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Les socialistes se défient d'une expérience de « troisième force »

M. François Mitterrand a affirmé, le jeudi 5 mai sur Europe 1, que « les socialistes ont un droit éminent de l'aider à former un gouvernement, auquel seraient associées des personnalités [extrérieures au PS] pas forcément parlementaires. » Le président-candidat a observé que, « dans l'état actuel des choses, il sera difficile de trouver une traduction parlementaire » à cette ouverture, car « les membres de la majorité [ont] un amour-propre légitime pour ne pas donner le sentiment de changer de bord ».

Avant le double dénouement des affaires d'otages ne vienne brouiller les cartes, les socialistes ne s'inquiètent guère de l'échec du 8 mai. L'après 8 mai, en revanche, mesurait déjà diverses interrogations — voire inquiétudes — que pourrait avoir dissipées, en partie, l'intervention de M. François Mitterrand sur Europe 1, jeudi, à condition que des déclarations ultérieures du président ne venaient pas, de nouveau, nourrir le doute.

Quelles sont les intentions réelles de M. Mitterrand s'il est réélu ? Dans la mosaïque d'opinions et de sensibilités qui compose le PS, le sentiment dominant est le suivant : entrainer rapidement le parti sur les chemins de la reconstruction d'une « troisième force » — c'est-à-dire un renversement d'alliances officiel et institutionnalisées — lui ferait courir le risque de l'éclatement. Dans tous ses textes, le PS réaffirme son refus d'une alliance avec la droite.

Les socialistes veulent donc croire — sans en être tout à fait sûrs — que M. Mitterrand saura jusqu'au bout aller trop loin dans cette voie. Le président-candidat, au demeurant, a tenu jeudi un discours propre à les tranquilliser : tout en renouvelant sa certitude d'une « recomposition » du paysage politique — à terme — à la suite de sa réélection, tout en annonçant, de nouveau, une large ouverture du gouvernement, il n'a pas semblé désireux de bousculer, dans l'immédiat, des lignes de frontière parlementaires « cristallisées ». D'autant qu'il en admet la difficulté pour l'instant.

Or le PS, s'il frémit à l'idée d'une alliance de gouvernement avec le

centre ou une partie de la droite, s'est désormais rangé, sous l'effet de la patiente pédagogie mitterrandienne, à l'idée d'un gouvernement qui ne soit socialiste homogène. Quant au choix des hommes, le président, là encore, a pu rassurer le PS en affirmant, jeudi, qu'il choisirait des personnalités « pas forcément parlementaires » et en ajoutant : « Je dis à ceux qui sont dans l'actuelle majorité et qui pourraient être tentés de réfléchir après le 8 mai : Ne vous essouffez pas, on a le temps. »

La « stérilisation »

De toute façon, M. Pierre Méhaignerie, ministre CDS, répète qu'il n'est pas candidat à la « stérilisation » (allusion à l'histoire de M. Olivier Stirn, ancien secrétaire d'Etat de M. Valéry Giscard d'Estaing, devenu membre du PS). Il avait de nouveau écarté, mercredi, à Toulouse, l'idée de ministres contrariés dans le nouveau gouvernement de M. Mitterrand. Ironie de l'histoire : mercredi encore, M. André Laignel, l'un des anciens symboles du « sectarisme » socialiste, expliquait, dans le *Quotidien de Paris*, que M^{me} Simone Veil était une femme très fréquenteable... le jour même où ladite M^{me} Veil faisait savoir qu'elle voterait pour M. Chirac.

Il serait, enfin, difficile d'attirer au gouvernement des élus significatifs, membres d'une autre formation que le PS, sans leur offrir des garanties sur leur avenir. Autrement dit, dans la perspective des élections cantonales de septembre 1988, puis municipales de mars 1989, le PS devrait remettre à plat sa politique d'alliances locales, ce qui n'est pas une mince affaire et engage l'avenir.

De son côté, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a trouvé, mercredi sur France-Inter, un moyen astucieux de régler une partie du casse-tête de l'« ouverture ». Il propose tout simplement que le PS s'ouvre aux radicaux de gauche, aux gaullistes de gauche, aux anciens communistes, etc., afin de constituer « une force plus large encore ».

L'engagement présidentiel, pas compris dans la voie d'une « recomposition » du paysage politique, semble aller dans le sens d'une dissolution de l'Assemblée nationale, ce qui répond au souhait de la plupart des dirigeants socialistes, si le score de M. Mitterrand, le 8 mai, le permet. M. Jospin résumait un sentiment répandu lorsqu'il affirmait mercredi : « Si François Mitterrand était élu président — surtout s'il l'était avec une majorité significative — on n'imaginerait pas tout à fait qu'il remettrait les clés de la victoire dans les mains de ceux qu'il aurait battus ».

An demeurant, M. Jospin — qui est habituellement un fidèle interprète de la pensée du président, — affirme, en privé, qu'il ne faut pas prendre M. Mitterrand au pied de la lettre lorsque celui-ci se parait pas d'enthousiasme à l'idée d'une majorité absolue PS. Mais, tout comme le président, l'ensemble des socialistes pensent aujourd'hui qu'une telle majorité impliquerait à l'Assemblée, une attitude moins triomphaliste qu'au début du précédent septennat. A la limite, une majorité absolue apporterait plus une sécurité qu'elle ne répondrait à un souhait. C'est, par exemple, ce que pense M. Laurent Fabius.

Autre indice propre à rassurer les socialistes sur les intentions de M. Mitterrand : le président s'est démarqué de M. Rocard, qui souhaite montrer, au fil de la pratique politique quotidienne, que de nouvelles convergences existent, avant d'en tirer des conséquences institutionnelles. M. Mitterrand a discerné là une intention « généreuse », mais pas très réaliste.

Dernière interrogation majeure de l'après-8 mai pour les socialistes : l'attitude à adopter face à M. Le Pen. Après que son candidat en eut tiré les bénéfices au premier tour, le PS s'interroge de la progression du FN et ne sait plus trop qu'en penser. La réponse en termes de « demande sociale » est-elle suffisante ? Un débat là-dessus est en train de s'engager, au Parti socialiste.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

Des syndicalistes d'horizons divers appellent à voter pour M. Mitterrand

Trois cent cinquante-six syndicalistes ayant des responsabilités nationales, régionales et départementales dans différentes organisations (CGT, CFDT, FEN, FO, Fédération générale autonome des fonctionnaires, UNEF-ID et UNEF-SE) ont, sous le titre « Unité 88 » lancé, un appel à voter « à gauche » au deuxième tour de l'élection présidentielle : « Pour nous, syndicalistes, notre action est synonyme de progrès, de justice, de solidarité et de liberté : elle rejoint les valeurs qui sont celles de la gauche. C'est pourquoi, pour nous, la droite et la gauche ce n'est pas pareil. »

Le texte de ces syndicalistes d'horizons politiques divers (PS, PC, Ligue communiste, « renouveaux », sans parti), qui avaient déjà appelé à voter à gauche au premier tour, se poursuit ainsi : « C'est dans l'unité qui rassemble, sur des revendications convergentes et mobilisatrices, que le syndicalisme prouvera son efficacité. Le résultat de l'élection présidentielle ne peut lui être indifférent. Les signataires appellent les salariés à faire barrage aux idées de l'extrême droite, qu'elles soient explicites dans ses propres rangs ou implicites dans les alliances transparentes ou non avec la droite. » « Pour tout cela, nous syndicalistes, appelons les salariés à confirmer sans réserve leur choix au deuxième tour : à gauche. »

Parmi les signataires figurent les deux membres socialistes du bureau confédéral de la CGT, MM. Daniel Angleraud et André Deluchat, et des responsables nationaux de la FEN comme MM. Louis Astre, Guy Le Neouanic et Jean-Paul Roux.

De leur côté, alors que leur confédération s'est abstenue de prendre position, plusieurs organisations de la CFDT ont appelé à voter pour M. François Mitterrand au second tour. La CFDT-Assurances appelle à reconduire M. Mitterrand à la tête de l'Etat, « tout en étant consciente que le pouvoir politique ne peut à lui seul apporter toutes les réponses

sans un mouvement social et syndical fort ». L'Union régionale CFDT de Basse-Normandie appelle « à voter Mitterrand en mettant en garde contre toutes recompositions politiques au centre sans rupture avec les pseudo-solutions libérales, qui seraient tout aussi impuissantes à contrer la montée du Front national ».

Pour l'Union confédérale des ingénieurs et cadres UCC-CFDT, « le 8 mai, au moment de déposer son bulletin dans l'urne, chacun d'entre nous refusera d'apporter sa voix à un candidat qui se risquerait à encourager un courant fascisant ». Pour la fédération des banques CFDT, il faut « tout faire pour que Chirac soit battu ».

La CFTC, la CGC et FO ont affirmé qu'ils ne donnaient pas de consigne de vote pour le second tour. Dans un éditorial de *FO-Hebdo*, M. André Bergeron invite le futur gouvernement à « prendre conscience » du problème posé par le score du Front national : « Ceux qui subissent les conséquences de difficultés de toutes sortes finissent par avoir le sentiment que plus personne ne les écoute. Et c'est ainsi qu'ils perdent confiance dans les partis politiques traditionnels et, d'une certaine manière, dans le mouvement syndical. Alors, ils se tournent ailleurs avec toutes les conséquences qui, à terme, peuvent en résulter. »

● M. Edouard Chamougon député (app. RPR) de Guadeloupe refuse le vote Chirac. — Les déclarations de M. Charles Pasqua sur ses « valeurs » communes avec le FN n'ont pas été appréciées par M. Edouard Chamougon, député (app. RPR) de Guadeloupe, qui a décidé de ne pas appeler à voter pour le premier ministre pour le second tour. « Je suis un député noir antillais (...) qui se hérisse contre ce racisme inné et cette xénophobie, et je refuse par conséquent de suivre cette majorité que j'ai toujours détestée. »

M. Rocard : « Ceux qui ont voté Hitler en 33... »

M. Michel Rocard, lors d'un meeting, le jeudi 5 mai à Paris (11^e), a rappelé que le « malaise » que représente le résultat de Jean-Marie Le Pen au premier tour des élections présidentielles appelle « le traitement social de l'électorat Le Pen », ce qui impose de « partir du concret et de l'aborder avec un esprit d'ouverture, de réalisme et de dialogue ».

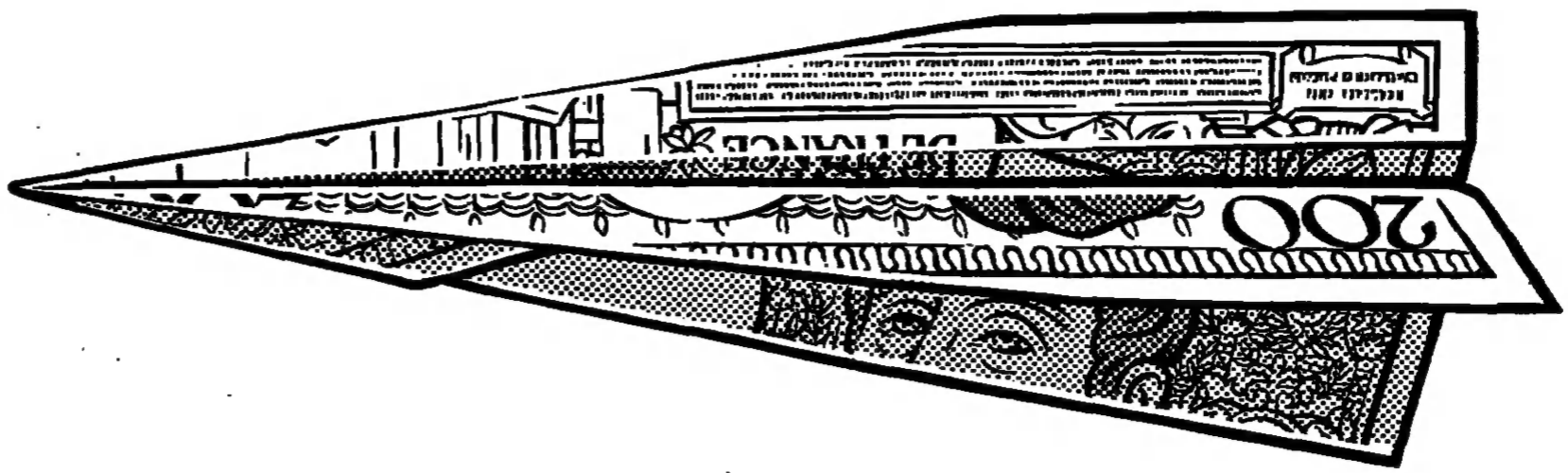
Mais l'ancien ministre socialiste s'est aussi adressé directement aux électeurs populaires du Front national en estimant « qu'ils se sont fourvoyés ».

« Les problèmes qu'ils rencontrent (...) » a souligné M. Rocard, sont les mêmes que ceux des autres Français ». Le député des Yvelines a lancé aux « Français qui veulent

protester : qu'ils s'abstiennent ! qu'ils votent nul, ou s'ils y tiennent, qu'ils votent blanc, mais qu'ils ne votent pas raciste ». « Leur message de protestation », a-t-il poursuivi, « aurait été aussi clairement entendu (...) et cela aurait dû servir de donner une emprise accrue à qui en fera forcément mauvais usage ».

Tout en rappelant que parmi les électeurs du Front national, « il y a sans doute de braves gens », M. Rocard n'a pas hésité à les comparer à « ceux qui ont voté Hitler en 33 », tout en affirmant « qu'ils ont été les premiers d'abord à regretter ce qui s'est passé ensuite, puis à en être eux-mêmes en fin de compte vicimes ». Je leur dis simplement, a conclu M. Rocard : « réfléchissez-y avant ».

Paris-Londres 790f A/R* Bien entendu, vous pouvez refuser...



Vous voulez faire des économies ? Partez à Londres. British Airways vous propose 8 vols par jour, 8 occasions pour vous de faire une bonne affaire.

BRITISH AIRWAYS

The world's favourite airline.

*Tarif soumis à des conditions particulières, consultez vite votre agent de voyages.



Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

Les VUES de Raymond Depardon



Jeu 5 mai, 17 h 30

Hôtel de Ville de Paris, Bernadette Chirac. Elle accompagne M^{me} Georges Pompidou venue regarder une exposition de jeunes peintres. Elles ont parlé des otages et d'art. Mercredi, elle était avec son mari à Strasbourg

vendredi, à Clermont-Ferrand, pour le dernier jour de la campagne. Le regard clair, toujours très élégante, elle porte cet après-midi un tailleur de chez Guy Laroche. Attentionnée, elle me dit en partant : « Soyez prudent avec votre vélo dans Paris. »

Ceux qui se sont « exprimés » au premier tour doivent « décider » dimanche prochain

déclare M. Chirac à Marseille

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Tout au long de son périple du jeudi 5 mai - Lyon, Ajaccio, Marseille - M. Jacques Chirac a semblé revivre cette nuit pendant laquelle, sur son ordre, les militaires avaient engagé une action contre les rebelles et les terroristes, en Nouvelle-Calédonie, afin de libérer les otages français pris par surprise et sauvagement traités. Le premier ministre a rendu hommage à l'armée et, particulièrement, aux « deux soldats français » tués, qui « par leur courage et leur sacrifice ont rendu l'honneur à notre pays ».

A Lyon, en réponse aux « vœux perdus » déposés par M. Raymond Barre, M. Chirac a parlé des deux soldats tués et de ceux qui ont été blessés, « à l'issue d'une opération menée par une poignée de terroristes qui ont été neutralisés ». Il a ajouté : « Je partage sans réserve le propos de Raymond Barre sur la nécessité d'un effort de développement, de dialogue, d'appelle aux Calédoniens responsables, quelle que soit leur origine et quels que soient leurs engagements, à s'engager ensemble sur la voie de la compréhension. » Pour le premier ministre, cependant, comme il l'a dit le soir à Marseille, les indépendantistes qui avaient mené l'opération d'Ouvéa sont des « rebelles » et des « terroristes », et il a dénoncé « la barbarie de ces hommes, si tant est qu'on puisse les qualifier ainsi ».

« Ma volonté, a-t-il déclaré à Ajaccio, c'est celle de l'ouverture et du dialogue, mais je ne négocierai jamais que ce qui est sous la contrainte ». Qualifié, à Marseille, par M. François Létard, de « capitaine courageux », M. Chirac a répété ce qu'il venait de dire en Corse : « Je n'admettrai pas, ni en Nouvelle-Calédonie ni ailleurs sur le territoire de la République, que des gens se réfugient dans la violence ».

Le premier ministre s'est félicité de la libération des otages du Liban, en regrettant la mort de Michèle Serrat et en formulant une pensée pour les otages étrangers, pour la libération desquels « la France pourra agir, car c'est, aussi, notre problème ». La promesse qu'il s'était faite lorsqu'il avait été nommé premier ministre a été tenue. « J'avais dit, a souligné M. Chirac, que je gouvernerai jusqu'au dernier jour et que personne ne m'aurait enlevé mon autorité de chef de gouvernement. Chacun doit savoir que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, la France sera gouver-

née jusqu'à la nomination du prochain premier ministre. »

Tous les moyens nécessaires

Cette autorité, M. Chirac l'a affirmée à Ajaccio, devant plusieurs centaines de ses partisans enthousiastes, en observant qu'« il y a un problème en Corse » et que « la réponse se trouve, d'abord, dans un développement économique harmonieux », mais en appelant, aussi, les élus à s'aviser que « les jeunes généra-

lises la dignité, la liberté et la sécurité de chacun ».

M. Chirac est prêt à tous les efforts d'aide économique et fiscale, mais, a-t-il souligné, « cela ne servirait de rien si quelques-uns, ici, avec, hélas ! la complicité de beaucoup - c'est une des faiblesses de la Corse - créaient un climat incompatible avec le développement ».

Tous ensemble, a-t-il conclu, nous devons engager l'effort, nécessaire pour ramener ou réduire quelques égarés. »

A Marseille, devant une assistance de plusieurs milliers de personnes qui lui ont réservé un accueil délirant, M. Chirac a observé qu'il reprend à son compte « les principales propositions de Raymond Barre ». « C'est un projet commun que je me sens, aujourd'hui, porteur », a-t-il affirmé. Puis il s'est adressé à ceux qui, ayant pu « s'exprimer dimanche dernier », vont devoir « décider dimanche prochain », notamment à ceux que préoccupe la défense de « l'identité nationale ». Il a dénoncé « l'escamotage » des vrais débats auquel M. François Mitterrand se livre, selon lui, en voulant rassembler autour de lui contre « le Front national », courant qu'il a « créé et amplifié » par sa politique, pendant dix ans, et en établissant le scrutin proportionnel.

« Je suis un homme de dialogue, de concertation, mais je suis un homme allergique à tous les oukases, d'où qu'ils viennent, et je n'ai pas l'intention d'en recevoir de gens pour lesquels, de surcroît, je n'ai ni estime ni respect », a déclaré M. Chirac, avant d'appeler les jeunes à se mobiliser pour créer « une société de confiance, ouverte sur le monde, ouverte sur l'Europe, ouverte sur les autres ».

P.J.



rations doivent être comprises, de même que l'identité de la Corse doit être respectée. »

« Ceux qui contestent, quelle que soit la nature de leur contestation, ont le droit d'être écoutés et entendus », a dit M. Chirac, mais, face à ceux pour qui « la violence sert de réflexion, il faut « assumer tous les moyens nécessaires pour que soient respec-

La présidence au poker

(Suite de la première page.)

Le pays enfin sort divisé des derniers jours d'une campagne nauséuse. Le miroir aux alouettes de la cohabitation, déjà fêlé, s'est soudain brisé le 28 avril lors du face à face télévisé entre le premier ministre et le président de la République. Pendant deux ans, les Français s'étaient peu à peu imprégnés de l'idée qu'ils vivaient, grâce à la cohabitation, dans une démocratie saine, moderne. Un président de gauche et un premier ministre de droite avaient appris, pensant-on, à vivre ensemble sans haine et sans crainte. Et voilà que la cohabitation s'est effondrée sous les coups bas, les faux procès et les injures dont le camp de M. Chirac porte une bonne part de la responsabilité.

Voilà qu'à la veille de l'élection du président de la République au suffrage universel, scrutin qui est l'acte-symbole de la V^e République,

une manifestation s'organise, place de la Concorde la mal-nommée, pour... la défense de la V^e République. Soudain ressuscitent les mauvais prophètes qui considéraient que la gauche est, par nature, illégitime et son représentant un usurpateur.

Un objectif illusoire

Voilà qu'une opération militaire est décidée, alors que, selon l'Élysée, s'organise une médiation qui implique un consensus entre le président de la République et le premier ministre. Nul ne peut assurer qu'elle aurait réussi, mais il eût mieux valu la tenter pour que chacun gardât encore quelque foi dans les vertus du dialogue.

Comment penser que l'opération d'Ouvéa n'était pas fondée sur un objectif simple : drainer, sous le coup d'une émotion forte, un électo-

rat indécis, ceux des électeurs de M. Le Pen tentés par l'abstention ?

Cet objectif est pourtant illusoire car M. Chirac n'est plus assez fort aujourd'hui pour ramasser cette mise-là, qui, à terme, peut remplir à nouveau les poches de M. Le Pen. Le premier ministre, au fond, essaie de rejouer l'histoire qu'il connaît, en pensant que les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets : on joue sur un réflexe national, sur un réflexe d'ordre, en présentant la Nouvelle-Calédonie comme une Algérie new look. Manque simplement à l'appel de Gaulle lui-même.

Plus grave : qui ne voit qu'une telle façon d'agir discrédite - à terme bien sûr, car dans l'immédiat M. Chirac profitera de ce sursaut - la politique et ceux qui la font. Or l'histoire montre que le discrédit de la politique profite d'abord à l'extrême droite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

CORRESPONDANCE

Une lettre de M. B.-C. Savy

À la suite de l'article *Histoires d'off* (Le Monde du 30 mars), M. B.-C. Savy, député de la Nièvre, nous demande d'apporter les précisions suivantes sur la campagne « La faillite tranquille » des clubs Avenir et Liberté :

Dans votre numéro du 30 mars, vous vous étonnez, quand, annonçant la caravane publicitaire dans Paris, portant les affiches « La faillite tranquille », je n'ai pas fait savoir que j'étais député apparenté RPR. Lorsqu'un député fait mention de son titre, il n'est pas d'usage qu'il indique à quel groupe il appartient, ou à quel groupe il est apparenté. C'est à peu près un secret que vous n'avez aucun mal à découvrir.

Vous posez également la question de savoir qui paie la campagne d'Avenir et Liberté, et ce qu'elle coûte. Elle est tout simplement payée par les dons et cotisations des adhérents des clubs et la partie de la campagne qui a été affrétée à cet affichage mobile, à côté de l'ordre de 200.000 francs. Etant donné l'importance de notre organisation et le nombre de nos adhérents, il ne s'agit pas là d'une participation qui puisse soulever d'arrière-pensées.

Ce n'est pas parce que vous voyez imaginer que nous tentons de rester « off » qu'il faut être vous-même en laissant planer un doute sur des problèmes très simples. Nous sommes convaincus que le retour d'un président socialiste ressuscitera la faillite qu'il a amenée en France pendant les années 81/86, et nous tenons tout simplement à le faire connaître aux Français.

La percée du Front national en Seine-Saint-Denis

Une lettre de M. Jean-Claude Gaysot (PCF)

Après la publication dans le *Monde* du 4 mai du reportage de Daniel Schneidermann, consacré à la percée du Front national en Seine-Saint-Denis, M. Jean-Claude Gaysot, député de ce département, secrétaire du comité central du Parti communiste, nous a adressé une lettre dont voici les principaux passages :

« Votre journal vient - une fois de plus - de se distinguer dans ce qu'il faut bien appeler une véritable agression contre notre parti. Votre « une » et une demi-page serrée de mépris affiché pour les faits, pour la Seine-Saint-Denis et sa population, pour les électeurs communistes de ce département, cela fait beaucoup. »

« Vous écrivez - c'est le titre - « La Seine-Saint-Denis, du communisme au Front national ». Et tout est fait pour insinuer l'idée que ce sont les électeurs communistes qui ont voté pour Le Pen. Avec bien entendu l'indispensable allusion à Doriot, pour faire bon poids ! Et pourtant ce jugement péremptoire est à l'opposé des rares éléments précis cités dans l'article même : le choix de Le Pen par les « gendarmes de Rosny », par les « commerçants juifs des Lilas » (appréciez la finesse du trait !). Tout cela ne contribue guère à fonder la thèse qu'il s'acharne à tout prix à élever [...] mêler au sein du même ensemble dit « protestataires » les électeurs communistes et ceux du Front national !

« En lisant les pesantes assertions de votre journaliste, je me dis que, décidément, il y avait sans aucun doute beaucoup de communistes

méconnus en Alsace puisque Le Pen y fait plus de 20 % des voix !

« Pourquoi ne pas préférer à l'égrégat hasardeux des témoignages l'analyse des faits, qui montre avec une particulière acuité en Seine-Saint-Denis - mais aussi ailleurs - que la montée du Front national provient d'une radicalisation de l'électorat de droite, et que l'électorat communiste manquant s'est au contraire pour l'essentiel porté, à cause du mécanisme même de l'élection présidentielle et des comportements qu'il induit, sur François Mitterrand dès le premier tour. »

« Et pourquoi ainsi mépriser l'électorat communiste en l'imposant à l'électorat du Front national ? Votre journal lui-même a publié il y a quelques jours un sondage sur les opinions des différents électeurs. On y voit que, sur les grandes questions de société (peine de mort, droit à l'avortement, société multiraciale, Bourse...), l'électorat communiste y est - et de loin - le plus progressiste et que, à l'inverse, celui du Front national y est le plus réactionnaire. Bref, qu'il ne s'agit pas de deux électeurs proches au point de pouvoir s'identifier mais de deux électeurs clairement opposés, dont on perçoit sans peine lequel est porteur d'avenir. »

« A moins que ce constat et cette évidence ne s'appliquent pas aux électeurs communistes de Seine-Saint-Denis !

« En réalité ce département, populaire et industriel s'il en est, ne cesse d'être frappé par l'austérité imposée par les gouvernements de droite et

L'ivresse

On aurait pu parler, mais c'était peut-être d'avance. Jacques Chirac n'a pas résisté, ou si peu, à l'ivresse de se faire accompagner, tout au long de sa journée électorale, par les fantômes des otages de Beyrouth, de « celui qui n'est pas revenu, Michel Serrat », des gendarmes d'Ouvéa et des mystères entourant encore l'opération militaire de Nouvelle-Calédonie.

Et aurait-il voulu oublier, s'abstraire, que les foules rencontrées à Lyon, à Ajaccio ou à Marseille l'auraient sans doute accueilli quand même comme un général d'armée au retour d'un combat gagné.

Plus qu'un autre, Jacques Chirac est sans doute sensible aux atmosphères de fesse et de souffre. Il s'y laisse entraîner. A Lyon, seule la présence de Raymond Barre ou « d'éjeuner républicain » a, un tant, un temps, sa fougue. Le candidat de l'UDF avait, dans son rappel des événements de Nouvelle-Calédonie, mêlé à tant de vies perdues, canaques et militaires unis dans un même drame. Le candidat de la majorité ne pouvait pas faire moins que de s'en tenir, pour quelques heures encore, à cette pondération. Dans la salle de presse, voisine de sa tribune, défilait encore les images du retour des otages. On commentait le sursaut de Jacques Chirac, premier ministre, à l'aéroport de Villacoublay.

Mais cette résistance du flamme et de la convenance ne pouvait être que de courte durée. Ajaccio et la Corse se préparaient à la part des choses. Galvaudé malgré une nuit de veille, dopé par ce court brutal d'une histoire précipitée, Jacques Chirac épousait alors les attitudes mythologiques de la foule insulaire. Déjà, il évoquait plus l'action des gendarmes d'Ouvéa, mais celle des « militaires français », comme si en France des quatre continents, une France des songes coloniaux, revenait visiter, habiter le candidat avant le second tour de l'élection présidentielle.

Pour les Corses, il retrouvait une langue d'un autre âge, des images enfouies. Il brassait les actions de gloire des siècles passés. « Lorsqu'il s'agit de l'honneur et de la grandeur de la

France, [...] il y a toujours eu des Corses pour se mobiliser plus que les autres. »

Et puis, comme l'occasion était décidément trop belle, Jacques Chirac choisit de rendre confiance aux insulaires lassés de leur propre violence. La Nouvelle-Calédonie devenait la menace exemplaire qui attendait les extrémismes. Il oubliait : « Nous ne sommes pas en Corse, dans une jungle de civilisation [...] ». Il était prêt, fort des événements de la nuit, à « utiliser les moyens nécessaires, tous les moyens nécessaires, pour que soit respectée la liberté de chacun ». La Corse chiracienne comprenait : elle appelait même de ses vœux d'autres opérations d'Ouvéa. L'assaut. La feu. La gloire. Jeudi, Jacques Chirac charria des nostalgies pour donner du moral à ses troupes.

Dialogue avec l'Histoire

Lui-même se perdait un peu dans ces phantasmes de grand tour trop simple. Les heures passant, la fatigue définitivement vaincue pour la journée, il enfilait ses mots. Maltristère le matin, l'évocation du retour des otages du Liban et surtout le récit d'Ouvéa s'enfilèrent l'après-midi, et puis encore le soir, à Marseille.

Il rendait cette fois, devant des militants emportés, « hommage à l'armée française », « engagée » contre « des rebelles et des terroristes » pour libérer « des otages français ». Ce n'était plus la Nouvelle-Calédonie, mais la prise de Kolwezi. La violence avait été « réduite », comme un dernier carré. Les preneurs d'otages n'étaient plus des Canaques, mais des « barbares », des « hommes », que Jacques Chirac hélaient à « qualifier ainsi ».

Poussé par la foule, il affirmait qu'« aucune négociation ne pouvait être ouverte avec des ravisseurs », oubliait, dans son élan, que les Américains le soupçonnaient d'avoir payé trop cher la vie de ses otages. Habité, tourmenté, il invoquait, comme un mandat épopé, la fin de son mandat gouvernemental. « Chacun doit savoir que la France sera gouvernée, jusqu'à la nomination du prochain premier ministre, par moi ! » Personne n'en doutait. Il ne restait plus que quelques jours, mais qu'importait ! Jeudi soir, Jacques Chirac ne dialoguait plus qu'avec l'histoire.

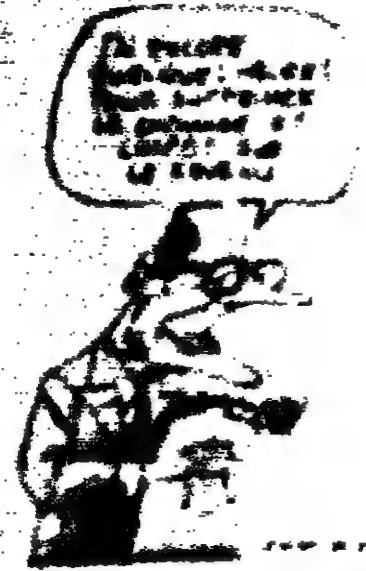
PHILIPPE BOGGO.

سكرا من الأهل

صكزامن الأهل

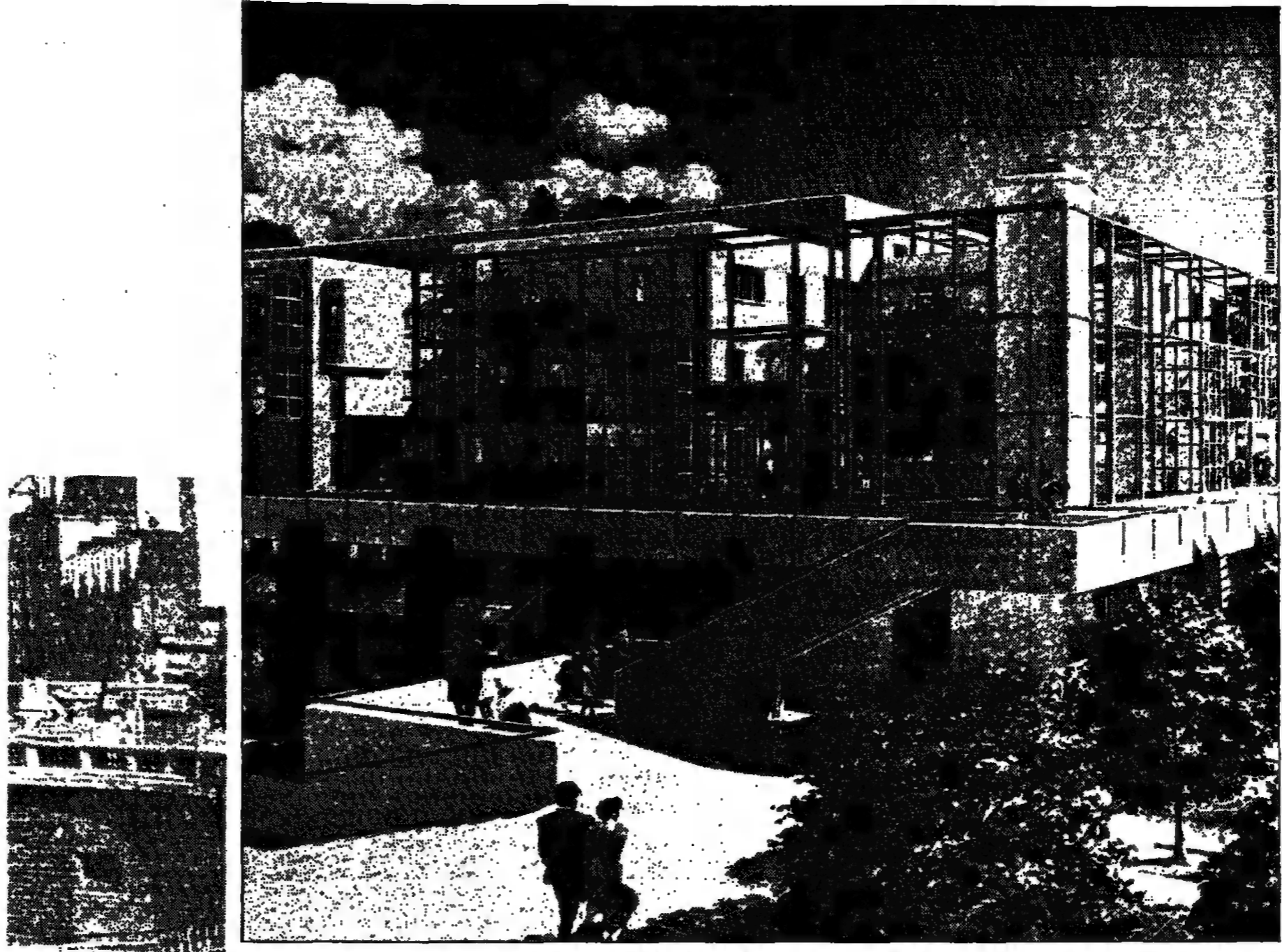
présidentielle
« exprimés » au premier tour
« exprimés » dimanche prochain
de M. Chirac à Marseille

Tout le monde
s'attendait à ce que...



Le projet de loi...

L'ivresse
Le projet de loi...



PARIS

Les Villas du Parc

Carrefour des Sciences et des Arts, le Parc de la Villette est le fleuron des réalisations contemporaines de la capitale. Face à la Cité des Sciences et de l'Industrie, CAPRI construit une résidence de qualité composée d'immeubles organisés autour d'agréables patios paysagés. Les appartements, du studio au 5 pièces duplex avec balcons et jardins d'hiver, sont spacieux et lumineux. Une résidence aux couleurs du temps, dans un quartier où tradition et modernité se mêlent harmonieusement.

Bureau de vente sur place : Angle Avenue Corentin Cariou et Boulevard Mac Donald
ouvert tous les jours de 14 h à 19 h sauf mardi et mercredi - Tél. 40.36.06.49



GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS DÉVELOPPEMENT

Je souhaite une documentation sur « Les Villas du Parc »
Nom : _____
Adresse : _____
Tél. dom. : _____ Tél. bur. : _____
CAPRI Immeuble PFA 92076 Paris La Défense Cedex 43



Politique

La campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

A la télévision

Météores

Il n'y a plus de fête, il n'y a plus de gadgets, de paillottes. Y a-t-il encore des candidats ? Il ne reste plus, face à face, ces deux joueurs épuisés, spectateurs effarés de la boule sur laquelle ils ont misé leur vie-tout et que rien ne peut plus arrêter. Et surtout, entre eux, devant l'écran, deux météores incandescentes de fureur, aveuglés de joie et d'horreur entremêlées, qu'aucun des deux n'ose regarder en face.

Dans son émission officielle, François Mitterrand peut bien protester de sa satisfaction de savoir les otages du Liban enfin libres, l'ambiguïté de ses remerciements parasite tout son propos. Quelques minutes plus tard, d'ailleurs, « La Bébé-show » ne l'embarque pas dire à Dieu : « Et ! vous, vous n'avez pas l'air vraiment content ». Et la grenouille, d'un ton détesté : « Mais oui, mais oui, je suis content. »

« Si c'est un bon point [pour le gouvernement et Jacques Chirac], tant mieux », reconnaît brièvement le modèle original face à Marie-Laure Augry. De la même façon, le président-candidat semble retenir une réprobation implacable du carnage calédonien. Certes, il a été « informé ». Certes, les forces « d'ordre » ont accompli leur devoir, c'est-à-dire « obéi aux ordres ». Mais il a demandé à examiner des dossiers. Jusqu'au dernier instant, il ne fera aucun crédit à son adversaire-partenaire.

Jacques Chirac ne lui répond pas : son émission officielle a été enregistrée la veille, comme nous en préviendait au début et à la fin un panneau désolé. Ce sont les

inconvenients du frigo : c'est un Chirac antédiluvien qui revient sur une querelle vieille seulement de quelques jours — échanges sur Gorbicé, les « valeurs » de Pasqua — mais déjà effacées des mémoires par le tonnerre des dernières heures : « Il a traversé la vérité [sur Gorbicé], il ne m'a pas regardé dans les yeux, je ne me laisserai pas engluer dans un débat théorique sur les valeurs », etc.

L'émotion et les larmes

Peu importe. De toute façon, ce n'est pas la journée des hommes politiques, comme en témoigne cette extraordinaire image de Chirac et Pasqua sur la piste de Villacoublay, spectateurs solitaires du groupe compact des retrouvailles et des effusions. La télé, aujourd'hui, est à son affaire. Elle montre ce qu'elle sait le mieux montrer : l'émotion et les larmes. Les journaux télévisés débordent. De leur horaire d'abord, tant pis pour le « tapis vert ». Et aussi de bonheur, de tendresse, de fous rires et de mots tout simples.

Tout juste si l'on remarque qu'un prof de géométrie en marches de chemise s'est subrepticement glissé dans la fête en dessinant sur un chevalier un graphique compliqué. Il faut écouter de près pour se rendre compte que c'est Bernard Pons qui raconte, plan à l'appui, le massacre de dix-neuf Canques et deux gendarmes. Mais l'absence d'images rend ces mots curieusement irrésolus.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Suite de la première page.)

Au risque de paraître naïf, disons qu'il est plus que temps que se fasse entendre, dans cette terrible affaire, après le langage de la force, celui du cœur.

Liban. Nouvelle-Calédonie : il y aura d'autres épreuves de ce genre. Et l'on aura toujours tendance à oublier que, derrière ces défis directs qui fournissent leurs grands titres aux journaux, il en existe d'autres qui, pour être moins spectaculaires, n'en sont pas moins graves. La campagne électorale a trop fait perdre de vue que le pouvoir de décision, dans des affaires qui les concernent pourtant au premier chef, échappe de plus en plus aux Français.

Faut-il le rappeler ? Les deux événements de l'an dernier qui ont le plus de chances d'affecter, à terme, notre pays, se sont produits sans qu'il y ait joué le moindre rôle. Le Israël de Wall Street a contraint le gouvernement à suspendre un programme de privatisations auquel il attachait une importance primordiale. L'accord Reagan-Gorbatchev sur l'élimination des fusées intermédiaires a remis en cause les bases mêmes de la défense du continent européen.

Nulla têche, dans ces conditions, ne devrait occuper davantage l'esprit de l'État du 8 mai que de trouver les moyens de se faire au maximum entendre des Grands. Or la France — qui ne le sent ? — ne pèsera dans le monde que si elle a du poids. Et, pour ce faire, il lui faut compter tout à la fois sur elle-même et sur l'Europe.

Compter d'abord sur soi, face à des grandes puissances qui n'ont d'autre loi que l'égoïsme sacré, c'était le précepte commun de de Gaulle et de Mao. Rien, dans ce que

l'on observe aujourd'hui, ne pousse à s'en écarter. Si les Français n'en étaient pas persuadés, il n'y aurait pas eu en matière de défense et de politique étrangère le surprenant consensus sans lequel le cohabitation eût été impossible.

Mais cela ne suffit pas : la France a réussi, bien qu'elle ne représente plus que le centième de la population mondiale, à conserver depuis un quart de siècle son rang de cinquième puissance industrielle de la planète. Elle compte quantité d'entreprises très dynamiques et de gens qui, dans tous les domaines de la science et de la culture, se dévouent passionnément à leur tâche. Il faut sans cesse le rappeler à ceux qui, Jean-Marie Le Pen en tête, parlent du « déclin », comme s'il était un fait avéré, alors qu'il n'est qu'un risque.

Il n'empêche que c'est un risque sérieux : la France ne se maintiendra dans la compétition internationale que si elle tient ses prix et privilège à nouveau l'investissement productif par rapport à une consommation qui doit trop à l'excessive extension du crédit.

L'Europe : promesse et défi

L'Europe, dans ce contexte, est à la fois promesse et défi. Promesse, car sans un élargissement du marché à ses dimensions, sans constitution de groupes assez puissants pour se mesurer aux géants d'outre-Atlantique et d'outre-Pacifique, sans un investissement dans la recherche dont l'ampleur dépasse largement les possibilités des Douze pris séparément, la lutte pour les parts de marché sera par trop inégale. Plus généralement, la

Une France à aimer

Communauté doit se donner une dimension politique et militaire si elle veut que ses intérêts soient pris en considération quand le dialogue soviéto-américain abordera ce qui touche directement son destin. Promesse donc, mais aussi défi, dans la mesure où l'ouverture des frontières, prévue pour le 31 décembre 1992, fera tomber bien des protections anachroniques et soumettra l'ensemble des entreprises de ce pays au choc de la concurrence la plus directe. Et c'est là que se posent au pouvoir les deux questions auxquelles personne n'a encore apporté de réponse satisfaisante : du poids déjà excessif des prélèvements obligatoires et du déficit structurel de l'assurance-vieillesse. La réponse ne peut être trouvée qu'en se gardant de deux écueils : celui qui abandonnerait à leur sort les laissés-pour-compte de la modernisation ; celui qui, en gonflant les coûts, ruinerait la compétitivité des entreprises françaises.

Ils sont aussi périlleux l'un que l'autre. Même en laissant de côté la honte éprouvée devant le spectacle de la nouvelle pauvreté, qui ne comprend que laisser se clochardiser davantage toute une frange de la population ne peut, à terme, qu'encourager la contestation violente et déstabiliser, de ce fait, la société. Qui ne voit, en outre, que la perte de marchés découlant d'un dérapage des prix ne pourrait conduire qu'à une nouvelle aggravation de la situation de l'emploi et donc des conditions de vie ? Tout le monde, légitimement, a la bouche pleine, de la nécessité de la formation et de l'éducation. Bravo ! Mais où trouvera-t-on les énormes crédits — M. René Monory l'a bien montré — qu'elle suppose ? Il appartient au prochain premier ministre de nous éclairer rapidement, dans ces divers domaines, sur les choix qu'il entend faire.

Une nation en quête d'identité

A tous ces défis, latents, le scrutin du 24 avril en a ajouté un autre : l'émergence d'une force politique qui, reprenant à son compte un slogan d'autrefois, prétend rendre « la France aux Français ». Avec 4 400 000 voix, le Front national pèsera non seulement sur le scrutin de dimanche, mais sur ceux qui vont suivre, au point que la majorité sortante, si la loi électorale n'est pas modifiée, dépendra de son bon vouloir dans quantité de circonscriptions législatives, pour ne pas parler des municipalités. Situation hautement malsaine et qui compliquera singulièrement la tâche de Jacques Chirac, qu'il soit élu à la magistrature suprême ou seulement candidat à reprendre en main une majorité redevenue, au moins provisoirement, opposition.

« La France aux Français », cela signifie essentiellement remettre en cause, jusqu'à expulser massivement des étrangers, une immigration qui n'a guère cessé depuis deux siècles, et à laquelle un grand nombre des Français d'aujourd'hui doivent leur nationalité. S'en prendre aux effets, indiscutables, sans reconnaître les causes : l'après-messif de la métropole, dans les années heureuses du développement, à une main-d'œuvre à bon marché ; le lien indiscutable qui existe entre le chômage et l'insécurité. Répondre au sentiment d'exclusion que l'on éprouve soi-même en excluant d'autres, promus au rang de bouc émissaire collectif.

« L'identité française », dont on parle tant depuis que les plus grands historiens se sont penchés sur elle, c'est pourtant autre chose. « La ramède, il n'y en a qu'une », écrivait Simone Weil, dans son admirable « Enracinement » : « Donner aux Français quelque chose à aimer. Et leur donner d'abord à aimer la France. Concevoir la réalité correspondant au nom de France de telle manière que, dans sa vérité, elle puisse être aimée avec toute l'âme. »

Aimer son pays, cela ne veut pas dire en vénérer une image abstraite, conforme à la seule idée qu'on s'en fait soi-même. C'est admettre qu'il est bien commun de gens que leur naissance, leur condition, le couleur de leur peau, leur credo religieux ou politique, vouent, par définition, à être extrêmement divers. Et que l'un des traits du génie de la France, « le nation, le plus hétérogène qui soit », selon Valéry, réside

précisément dans sa diversité, dans sa pluralité, dans sa capacité à mettre en échec l'ennui de l'uniformisation à l'échelle planétaire, qu'encourage l'américanisation croissante des us et des coutumes.

Aimer son pays, cela veut dire se refuser à exclure ceux que la dureté des temps, l'insuffisance de leurs dons et, plus simplement, le manque de chance tiennent par trop à l'écart du banquet. C'est considérer comme un devoir l'ouverture et la solidarité et rejeter, précisément, les attitudes de rejet. C'est à ce prix seulement que la France, qui conserve de par le monde, notamment du fait du prestige de sa langue et de sa culture, un grand capital de sympathie, le fera prospérer et continuera de jouer, en association avec ses voisins, un rôle majeur dans les affaires planétaires.

Rejeter le rejet suppose qu'on préfère au langage de l'exclusion celui du rassemblement. Depuis le début de cette campagne, le candidat Chirac, bien que son parti se veuille justement « rassemblement », a choisi de tenir un discours de plus en plus violent contre un socialisme dont il n'a, apparemment, pas mesuré la rue idéologique et un rival accusé de vouloir à tout prix revenir à ses errements d'antan. C'est peut-être parce que beaucoup d'électeurs ont trouvé sa dénomination peu conforme à la réalité que le challenger du président s'est retrouvé au premier tour avec un score aussi médiocre.

Exclure ou « rassembler » ?

En dessous de 20 %, le moins qu'on puisse dire est qu'on rassemble peu, et que l'on n'est pas en trop bonne position pour commander une droite qui, au pouvoir ou dans l'opposition, sera d'autant plus tiraillée entre ses trois composantes que leurs chefs respectifs n'éprouvent, c'est une étote, que peu d'estime l'un à l'égard de l'autre. Que, d'une extrémité à l'autre, elle est loin, par représenter la formule illustrée par Jacques Pasqua, de se reconnaître dans les mêmes « valeurs ».

Le risque est donc, pour le chef du RPR, qu'il ne parvienne même pas à vraiment rassembler la droite. A voir cette énergie fantastique, cette aptitude à assimiler en un rien de temps le dossier le plus difficile, on se dit pourtant qu'il aurait sans doute fait un excellent premier ministre s'il s'était bien entendu avec l'un ou l'autre des présidents de la République, dont il a dû, avec une irritation grandissante, supporter l'autorité. Il n'a pas eu cette chance. A en juger par le vote du 24 avril, il n'a pas fait la preuve, aux yeux du peuple souverain, qu'il disposait des qualités de vision et de sérénité nécessaires pour passer du rôle de chef d'état-major qu'il est toujours plus ou moins, dans l'esprit de la Constitution gauloise, le chef du gouvernement à celui de ce commandant en chef qu'est le chef de l'Etat.

Il se trouve que François Mitterrand a parcouru, au long de son septennat, l'essentiel du chemin qui mène du socialisme doctrinaire à une sociale-démocratie fortement teintée de radicalisme. Le rassemblement qu'il préconise va singulièrement plus loin que celui de son adversaire, qui, à la différence de de Gaulle, a tendance à traiter la gauche comme si elle ne pouvait être qu'une ennemie, coupable de tous les péchés sans exception, à tel point qu'on se demande, à l'entendre, par quelle aberration tant de grands noms de la pensée, de la recherche, de la médecine, de l'économie française soutiennent François Mitterrand.

Louis XI est-il devenu Henri IV ? Entend-il, se revanche prise sur une droite qui l'a toujours traité avec le dernier dédain, terminer sa page d'histoire en réconciliateur des Français ? C'est ce que suggère le langage que tient à présent le président-candidat. C'est d'étonnant à ce que, parmi ceux qui croient profondément que l'union des Français est la condition sine qua non face aux défis extérieurs et intérieurs, de la survie du pays, beaucoup s'apprennent, dimanche, malgré toutes les réserves qu'alimentent son âge, le poids de ses erreurs, un certain flou de son programme, à voter pour lui ?

ANDRÉ FONTAINE.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

DE la nébuleuse trotskyste au fouillis UDF, le résultat électoral de M. Le Pen est un échec de la classe politique tout entière. Elle a gravement manqué au devoir de pédagogie qui est le sien. Elle a largement laissé à eux-mêmes des gens dont la réalité était suffisamment attestée dès le 17 juin 1984 pour avoir rassemblé 10,95 % des suffrages sur le nom de M. Le Pen aux élections européennes.

C'est dire, par parenthèse, la vanité de l'argument de M. Chirac selon lequel le Front national devrait son existence à un mode de scrutin. C'est dire aussi la vanité de l'accusation — du même — pour qui le Front national, numériquement marginal jusqu'en 1981, serait né de la victoire de la gauche, puis de sa politique entre 1981 et 1986.

Si M. Le Pen avait été candidat voilà sept ans (mais il n'avait pu réunir les cinq cents parrainages que réclame la Constitution), il y a fort à parier qu'il aurait déjà fait nettement mieux que son petit 0,74 % de 1974.

Si le parti de M. Le Pen n'a compté que 9,65 % des voix aux élections législatives de 1986, son chef de file a rassemblé 14,39 % des électeurs après deux années de gouvernement Chirac. Les proclamations de M. Chirac ne sont pas toujours, en fait de solidarité, à la mesure de son aplomb, et parfois de plus. La droite au pouvoir n'a nullement contenu, et au contraire, le progrès de l'extrême droite.

Il est vrai que les partisans de M. Le Pen n'ont paru présenter de l'intérêt que lorsqu'ils se sont mués en électeurs. Alors leurs idées ont semblé mériter, à droite, une hésitante sympathie (mais M. Pasqua n'est pas un homme qui hésite), à gauche, une compassion gênée.

Avant, personne n'avait vraiment cure de « ces gens-là », comme chantait Jacques Brel, qui même à droite ne pouvaient, après quelques entrecroisements, être des partenaires, et pour la gauche ne méritaient même pas d'être des adversaires. On n'était pas entre gens du même monde.

Jean-Marie Le Pen a très bien compris cela et en a joué avec l'habileté qu'on ne saurait lui dénier. Sa longue campagne électorale en témoignage. Mais du côté de « la bande des quatre », comme il disait, les partisans du Front national ont eu droit pour tout potage à des rictus et à des amuse-gueule plutôt qu'à l'ardente pédagogie qu'appelaient les événements. Ou a-t-on vu qu'était entreprise la grande campagne d'explication destinée à faire changer les opinions de cet électeur sans se laisser prendre par leurs idées ? Il y a eu des « coups ».

L'ya eu le coup du cherché des oant un Miliens qui était en soi scandaleux par la publicité dont il était l'outil et qui n'avait pas la moindre chance, et heureusement !, de réduire d'un pouce la xénophobie.

Il y a eu le coup du code de la nationalité, qui n'a finalement abouti à rien, ni en bien ni en mal ; à être juridiquement et politiquement sans doute à pas grand-chose.

Faudra-t-il voir aussi un coup dans la sanglante libération d'Ouvéa, qui survient au détour d'un paragraphe ? Ce serait pitoyable.

Il y a eu enfin la stratégie de la statistique où l'on montait en épingle le nombre des expulsions et des refoulements, où l'on cernaient la baisse du chômage et celle de la délinquance. Personne n'y a cru. Dans les moments difficiles, chacun voit midi à sa porte. C'est donc là qu'il fallait aller et c'est là qu'est allé M. Le Pen. Personne ne lui a disputé ce terrain. Oserait-on dire au contraire ?

Bref, jusqu'à ce funeste 24 avril, qui n'était pourtant pas imprévisible, M. Chirac s'est vu plus beau que M. Le Pen et M. Barre s'est cru plus intelligent (à chacun son rôle). M. Mitterrand ne s'est pas attardé sur le sujet. La gauche a condamné les dirigeants et leurs discours, pour s'apercevoir, mais un peu tard, que derrière cette cible facile il y avait des électeurs.

Electeurs

Dire que ceux-là sont tous des fascistes qui saluent bras levés chaque matin au petit déjeuner est absurde. Y voir l'embryon d'un version française de l'invasion du Reichstag qui fait maintenant florès, c'est être le pire, c'était Le Pen. Il ne pouvait pas en être autrement. Les autres partis, s'ils n'étaient pas sourds, étaient aveugles. Sourds et aveugles à une population dont les propos et les comportements destinaient un désastre public qui était aussi le leur.

Tristesse de salués par la gauche, plus ou moins méprisée par la droite conservatrice, ces électeurs-là se sont mis à voter n'importe quoi, à réclamer n'importe quoi, à croire en n'importe quoi. Comme un enfant qu'ajoute adulte ne veut entendre se met à hurler « qu'on caise » en espérant attirer l'attention des grands qui trônent au salon.

Ces électeurs salent pu en arriver à penser comme des sauteurs, c'est bien possible. Mais si la politique consistait à n'avoir affaire qu'avec des normaux (supérieurs) à l'esprit généreux, le politique n'aurait plus de raison d'être puisque nous vivrions dans le jardin d'Eden.

AUJOURD'HUI, les courants politiques traditionnels s'accordent à penser qu'il faut que l'Etat prenne en compte, encore plus largement, les exclus économiques. L'urgence n'est pas moins grande pour ces exclus politiques (puisque ils sont ruscés par tous les autres) que sont les électeurs du Front national. Il s'agit dans les deux cas de dignité et de paix sociale.

La tentation existe pourtant de faire d'eux les pensionnaires d'un ghetto inconvenant, d'une arrière-cour invouable ; de pratiquer un jansénisme politique qui les déclarerait damnés d'office et pour l'éternité. Ce serait une folie d'ignorer que le repentir est aussi une vertu laïque mais que nul n'y vient facilement. Sans tomber dans un christianisme échevelé, il faut tendre la main plutôt que monter le poing. Mais une main ouverte et non pas la main crochue d'un quinquard de suffrages. Et tant pis si la droite ricane et si la gauche dit qu'on se commet.

En s'interrogeant aussi sur les mauvais effets qu'a eus la transition politique. C'est très joli de vanter la fin des idéologies. Mais c'est aussi comme ça qu'on envoie une partie de la population vers celui qui définit quelque chose qui y ressemble (fût-elle, celle-là, exécrable).

Si la droite et la gauche, c'est en 1988, vu de Sirius, du parallèle au méridien, les méconnaissances profondes vont voir ailleurs qu'à droite et à gauche. Parce que, là, au moins, hélas aussi, ils trouvent des points de repère et des références ; la politique qu'il leur est n'est ni si facile ni si opportuniste comme elle était morte. A plus forte raison dans un monde dont la complication et la dureté croissantes nécessitent qu'on l'explique et qu'on l'explique sans cesse.

PS : pour faire rire (quand même). — 1) Quatorze ans pour prendre sa revanche sur un adversaire, chapeau ! Quatorze ans après le fameux « Vous n'avez pas le monopole du cœur, M. Mitterrand », celui-ci bousille la formule en y accolant « les chiens et les chats ». Voilà que M. Chirac a encore fait un croc-en-jambe à M. Giscard d'Estaing. Au moins celui-là était-il involontaire. Dans un aussi fascinant débat, cela ne pouvait pas faire de mal de rigoler un peu. Mais lancer la discussion sur la nourriture pour chiens afin de démontrer qu'il serait un meilleur président de la République, n'était-ce pas, pour M. Chirac, placer ses compétences excessivement les ?

2) Ça y est, on nous refait le coup du chantage aux institutions qui sont en danger, comme en 1988. A chacun le sien. Et bravo à M. d'Ormesson pour ses talents de pince-sans-rire. Organisateur de la manifestation de ce vendredi, place de la Concorde, pour empêcher « la fin de la V^e République », il explique au journal Libération de mercredi : l'idée m'en est venue « en discutant avec quelques amis non politiques comme moi ». Etonnant, non ?

صكتان من الله اصل

MONTPELLIER LES 28, 29, 30 SEPTEMBRE 88

Georges FRÈCHE,
Président du Comité d'Organisation,
Président de Montpellier
L.R. Technopole

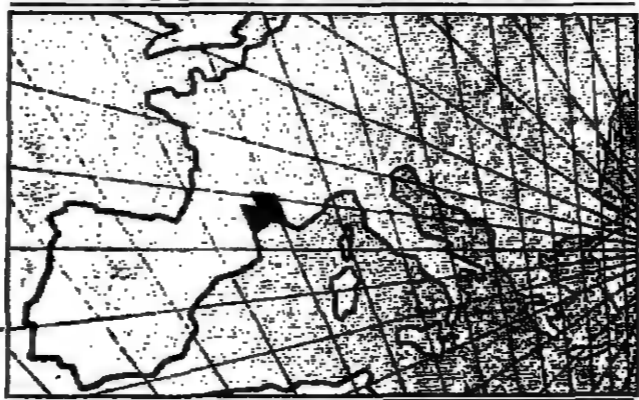
Michael RYAN,
Président du Club International
des Technopoles

et

vous accueillent au

4^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES TECHNOPOLES

MONTPELLIER



L.R. TECHNOPOLE



CLUB DES TECHNOPOLES
INTERNATIONAL ASSOCIATION
OF SCIENCE PARKS

A partir de modèles divers (Silicon Valley aux Etats-Unis, Sophia Antipolis en France...), technopoles et parcs scientifiques se sont multipliés à la fin des années 70 et dans le courant des années 80.

Cette multiplication est liée à la révolution technologique en cours. Quelle que soit la diversité des expériences, une certitude commune les relie : celle que l'avenir passe par la densification des relations recherche-industrie.

En tant que Président de Montpellier L.R. Technopole, je serais heureux de vous accueillir à Montpellier en 1988 et de vous convier à réfléchir, à partir des premiers résultats obtenus, sur les effets de diffusion que peuvent avoir les technopoles et les parcs scientifiques sur le tissu économique environnant, à la fois du point de vue géographique et du point de vue de leur impulsion au bénéfice des PME.

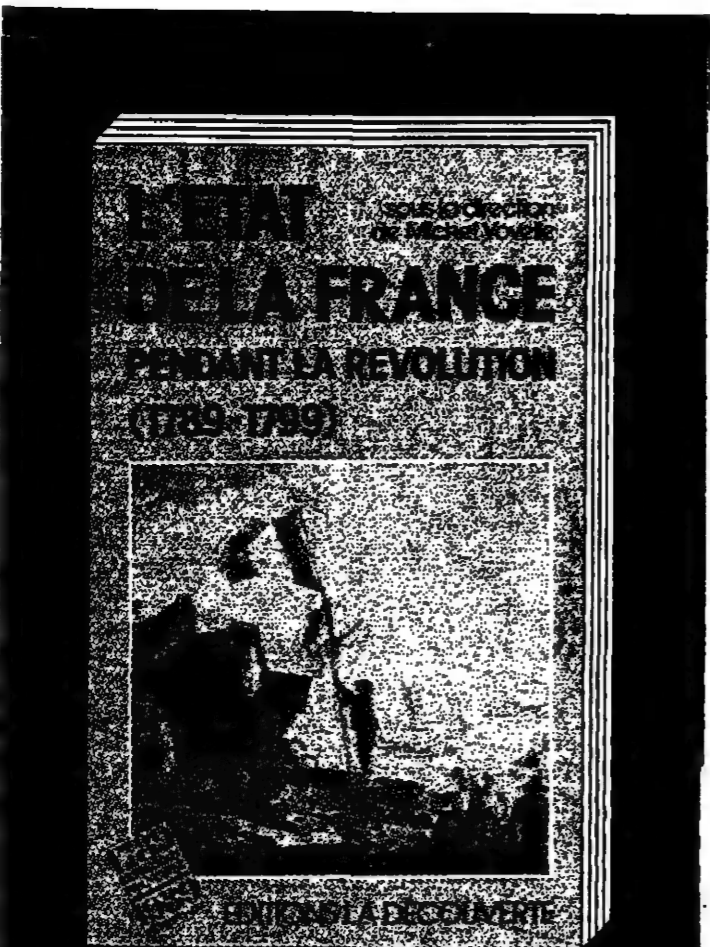
C'est donc à un examen de conscience très volontariste que je vous invite avec le ferme espoir que nous saurons aider ainsi à dégager les nouvelles formes de croissance du 3^e millénaire.

Georges FRÈCHE
député-maire de Montpellier

Pour tous renseignements : MONTPELLIER L.R. TECHNOPOLE - 40 bis, rue Fabert, 75007 Paris - Tél. : (1) 47 53 89 78

En l'an 2000, à Montpellier
l'intelligence ne sera pas uniquement artificielle

GIP COMMUNICATION



L'ÉTAT DE LA FRANCE PENDANT LA RÉVOLUTION (1789-1799)

Sous la direction de Michel Vovelle

La Révolution française de 1789 en actes, un événement historique majeur étudié par le menu, ses causes et ses conséquences, immédiates ou lointaines. C'est ce que propose cet ouvrage original, qui permettra à un large public de (re)découvrir la Révolution, ses temps forts, ses longues respirations sociales et culturelles.

- 195 articles présentent la vie quotidienne, les acteurs, l'économie, la politique, les arts et la culture, l'armée et les guerres, l'environnement mondial, les répercussions idéologiques et juridiques de la Révolution.
- 95 historiennes et historiens ont conjugué leur savoir afin d'offrir, sans *a priori*, sans esprit d'école, une image vivante et contrastée de cette extraordinaire décennie.
- Une chronologie mondiale rappelle les principaux événements contemporains de la Révolution.
- Une bibliographie générale sélective et 127 bibliographies thématiques indiquent les meilleures sources pour approfondir telle ou telle question.
- 34 cartes et schémas complètent utilement cet ouvrage.
- Un index de 1250 entrées facilitant la lecture.

Parmi les auteurs :

Maurice Agulhon, Jean Bart, Yves Benot, Jean-Paul Bertand, Serge Blanchi, Olivier Blanc, Françoise Brunel, Jacques Dupâquier, Arlette Farge, Florence Gauthier, Jacques Godechot, Jean-Pierre Goubert, Jean-Yves Guéhenry, Dominique Julia, Claude Mannoni, Raymond Monnier, Marie-Vic Ozouf-Marignier, Claude Petitfère, Bernard Plongeron, George Rudé, Denis Woronoff.

608 pages, relié, 198 F.



LA DÉCOUVERTE

Politique

Vingt ans après le « printemps étudiant » de 1968

Traces de mai

(Suite de la première page)

Il y a d'abord le souvenir qu'en garde la France. Il est massif. Les enquêtes d'opinion attestent qu'aux yeux des Français mai 68 est l'événement le plus important depuis la seconde guerre mondiale. Plus important que la guerre d'Algérie, la croissance économique, les crises, les guerres du Proche-Orient ! Il faut que ce « grand défilement », ce « carnaval », cet « accès de démence collectif » dont parle brièvement Raymond Aron — avant d'admettre bien plus tard qu'il avait changé la France... en mieux — ait été une rude et profonde secousse pour que, vingt ans après, les Français en aient gardé au cœur un si vivant souvenir. En bien ou en mal. C'est un fait : mai 68 a marqué l'imaginaire national et son mythe fait partie de l'âme collective du pays. Il fait référence, soit comme repoussoir, soit comme un bonheur perdu. Et le mythe est transmis par ceux qui l'ont vécu (ou subi) à ceux qui n'étaient pas nés mais grandiront dans l'idée de cette terrible année, comme les jeunes révoltés de 1968 avaient grandi dans le ressassement des guerres après lesquelles ils étaient nés.

Un mythe et un malentendu. Certains ne veulent en conserver que le souvenir de quelques autos brûlées dans Paris et de la frayeur que leur inspirèrent les « *énervés* », comme disaient les journaux. D'autres, à l'inverse, embellissent à l'envi la libération de la parole, le dérèglement des mœurs. Comme si, avant, on ne s'était jamais rien dit et si, après, on ne se serait jamais rien dit de comparable. Souvenir amer d'une révolution qui faillit avoir lieu, et s'achèvera par la claque des urnes et cette Chambre « introuvable » de juin 1968, où l'on vit autant de députés gaullistes qu'il y avait de pavés rue Gay-Lussac.

Souvenir exalté de cette « *illusion lyrique* » dénoncée alors par Malraux, mais qui faisait tellement de bien à ceux qui la ressentaient. Souvenir traumatisant des fuyards du capital gagnant la Suisse à toutes jambes. Souvenir grotesque des automobilistes de la Pentecôte 1968, enfia libres d'aller en cortège s'embouteiller sur les routes de France, et pique-niquant pour oublier. Souvenir amant de toutes ces perles entendues alors, de ces paroles définitives proférées, dans un camp comme dans l'autre, et dont l'exacte récession pourrait donner lieu à un solide bêtisier.

« Histoire d'AMOUR »

Où souvenirs radicaux d'une période lumineuse comme une lecture de jeunesse, l'été, un soleil. « *Il faut*, écrit Philippe Sollers (dans le *Figaro magazine*, s'il vous plaît...) que quel qu'un se dévoue pour dire que mai 68 a été, avant tout, une histoire d'amour [...] la nostalgie de Mai, le peu rétrospectif et confus qu'il inspire est là. Une mémoire radicalement. Chaque individu, dans ce pays, porte en lui quelques parcelles de cette fantasmagorie. Il est naturel qu'elles diffèrent de l'un à l'autre, mais cela ne dispense pas de se demander ce qui, au-delà des biographies retrouvées, a laissé trace dans la France, au-delà de l'accès.

Deux exècs contraires, en ce domaine : mai 68 n'a servi à rien, ou de paille médiatisé — comme on ne disait pas encore — à l'ouest ; mai 68 a changé la vie et rien n'est plus comme avant. Parmi les excessifs de la première catégorie on peut ranger ceux qui, aussitôt remis les pavés de mai — qu'on vendait ces jours-ci à Drouot, 120 F pièce... — ont mis un mouchoir sur leur frayeur et ont entrepris de minimiser le mouvement. Ce sont les adeptes du déni de Mai : ce fut un bouquet de l'histoire, le dernier relais du dix-neuvième siècle des révolutions. D'autres, moins dénégateurs mais tout aussi cruels, estiment que

mai 68 aura été une vaste supercherie préparant, sous des dehors collectifs et conviviaux, la montée de l'individualisme mousillon et narcissique qui triompherait dans les années 80.

A l'inverse, un courant, que l'on pourrait qualifier de béat, a cru qu'en 1968 tout avait basculé. Qu'on était passé cette année-là, pour reprendre une expression que Jack Lang utilisait à propos d'un autre mois de mai... — « *des tétrèmes à la lumière* ». Que rien ne serait comme avant, que toutes les évolutions, toute la modernité auraient trouvé leur source à la faveur de ce grand craquement. « *Tout est possible !* » s'était écrit un syndicaliste André Barjonet, au fameux meeting de Charléty. Pendant des années, on le croirait encore, jusqu'à la triste fin des « Lip » autogérés... Car tout ne serait pas possible. Le gauchisme finirait par s'autodétruire colliquèment, ses dirigeants se dissolvant, à titre individuel, dans les

soixante-huitards étaient reconnus majeurs, à retardement !

On le voit, il serait aussi vain de dire que mai 68 a tout changé que de prétendre l'inverse. Il faudrait plutôt tenter, secteur par secteur, un compte des pertes et profits de cette révolte printanière de cette génération étrange du « baby boom » : la première qui n'ait connu aucune guerre et ait eu le privilège de grandir quand l'expansion paraissait devoir durer toujours. « *68*, écrit encore René Rémond, « *n'a rien laissé dans les institutions, le droit ou la législation (...)* mais *68* a modifié en profondeur les mentalités et les comportements ; rien n'est, depuis, tout à fait comme avant ». Pour le droit c'est vite dit : la section syndicale d'entreprise est une conquête de mai (plutôt de juin...) 1968, et la « loi Faure » sur les universités en fut une conséquence directe. Mais c'est vrai que l'essentiel est ailleurs : dans les têtes.

Que peut-on affecter à mai 68



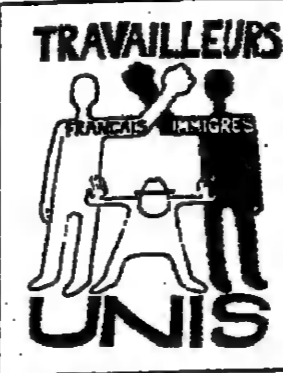
alvéoles d'une société finalement assez accueillante pour les plus donés d'entre eux, dans la presse, etc... la révolution culturelle n'exclut pas les soucis de carrière.

Le féminisme — cette progéniture incontestable de mai — à force d'être récupéré dans sa partie admissible (avortement libéralisé, partage des tâches, accès à un peu plus de responsabilités) finirait pas s'étioler ou se radicaliser, se réfugiant dans des chapelles aussi minuscules qu'inaudibles. Toutes les luttes marginales se heurteraient soit à la récupération marchande, soit à l'acceptation partielle de leurs différences, soit à une fermeté qui redévoierait de saison (des luttes homosexuelles à celles des prisonniers, des révoltés de prostituées à l'anti-psychiatrie...)

Loin de se crispier durablement, la société française entendit certaines leçons de mai et la « *droite civile* » — comme écrivait plus tard Serge July — sut amortir efficacement le choc de ces mouvements sociaux partiels dont on pouvait, partiellement accepter les revendications dès lors qu'elle ne menaçaient pas tout l'édifice. Ce fut, au fond, la mission essentielle du giscardisme que d'intégrer habilement, à partir de 1974 — six ans après — tout ce qui pouvait l'être sans risque. Et ce n'est pas un hasard s'il revint à ce président-là, et non à Georges Pompidou qui restait le symbole d'une forme paternaliste d'autorité, d'instaurer le droit de vote à dix-huit ans. Les

mentalités et les comportements de l'époque ? Peut-être, par-dessus tout, un certain type de relation à l'autorité, dans l'entreprise, à l'école, dans la famille et la nation. Le pouvoir absolu — fût-il paternel — n'est plus toléré. Et le pouvoir le sait. Tous les pouvoirs ont compris l'importance de la « *communication* », de l'explication, de l'adhésion aux décisions qui engagent l'avenir d'une collectivité. Commander ne suffit plus, il faut se faire comprendre. Quant à la famille, valant-refuge par les temps qui courent, elle se porta très bien, merci, au moins dans les sondages ! Est-ce dû au reflux vers la sphère privée face à l'incertitude des temps ? N'est-ce pas plutôt la conséquence du fait qu'à la différence de ce qu'elle était naguère elle représente désormais un espace de liberté ? Du moins quand elle fonctionne... Depuis vingt ans, la paternité et le patronat de droit divin en ont pris un vieux coup.

« *Vingt ans après*, écrit Laurent Joffrin, « *c'est la pari culturelle de mai qui triomphe silencieusement. Le révolution des mœurs est faite* » (2). Proclamation peut-être optimiste, si on en juge par les retents de retour à l'ordre moral et d'aspiration aux limites qu'exprime le résultat du premier tour de l'élection présidentielle avec son nouvel « *effet Le Pen* ». Mais largement fondée, si l'on veut bien se souvenir du caractère « *bloqué* » (Michel Crozier), pour ne pas dire « *coincé* », de la France au milieu des années 60. Incontestablement, mai 68 a fait sauter des verrous. Il y a eu des manœuvres de retardement



notamment au temps de Georges Pompidou, souvenons-nous de l'insurrection loufoque d'Harc'Kiri hebdo... mais, globalement, la détente des mœurs a été acceptée. C'est un autre débat de savoir si cette liberté nouvelle n'a pas eu des effets redoutables (divorces innombrables, sexualité tous azimuts, enfants perdus des crises parentales, toxicomanies rampantes). Reste que nul ne saurait aspirer à un retour au temps où le chef de l'État pourrait interdire un film inspiré de la Religieuse de Diderot !

Mai 68 aura fait peu de victimes sur le terrain — grâce au sang-froid du préfet de police de l'époque, Maurice Grimaud — mais beaucoup de victimes dans les têtes. On peut dater de cette année-là le début du déclin du Parti communiste et le commencement de la fin du prophétisme révolutionnaire. Ce sont bien les soixante-huitards qui, en mûrissant, ont assassiné — à la lumière du réel — les grandes figures qui encombraient leur romantique mythologie : Mao, Castro, Guevara. Beaucoup d'entre eux ont joué un rôle moteur dans le déclochage de la société française — et notamment de la classe intellectuelle — par rapport à l'imaginaire du manichéisme. La crise, il est vrai, les y a aidés. Henri Weber, qui fut l'un d'eux, décrit nettement la fin du manichéisme : « *Si la société parfaite n'existe pas, écrit Henri Weber, qui fut l'un d'eux, la société absolument mauvaise non plus.* » « *En réduisant le champ des possibles, ajoute-t-il, on ramène la vieille anxiété, l'antique crainte des lendemains, la crise rappelle chacun au principe de réalité* » (3).

« Une réforme réussie »

Au total, qu'aura laissé d'essentiel mai 68 à la société des vingt années qui suiviraient ? Henri Weber et Laurent Joffrin le résument tous deux dans une consécration de la démocratie occidentale. « *La génération de mai 68*, écrit le premier, « *est la garante des conquêtes démocratiques et libérales acquises au cours des vingt dernières années* ». « *Mai 68*, écrit le second, « *ne fut pas une révolution raisie, mais une grande révolte réformatrice, une insurrection démocratique. Car, vingt ans après, il en restera non une révolution manquée, mais une réforme réussie* ». Quant à Hervé Hamon et Patrick Rotman, les fameux duettistes de *Génération*, ils estiment qu'avec la crise qui surviendrait peu d'années après 1968, « *ce qui s'est effondré, peu à peu, ce qui s'est effrité, c'est la clé de voute : l'anticapitalisme* » (4).

Ainsi tout serait clair. Mai 68 provoqua une crise de régime mais n'aurait finalement pas été une tentative de révolution politique : un remaniement culturel, une entrée en modernité, une initiation pour les temps nouveaux qui seraient marqués par l'effondrement du marxisme, l'assimilation du prolétariat, l'acceptation du profit, la fin pathétique des « *modèles* » socialistes, le refus des autoritarismes. En bref, les épousailles de la France modernisée avec la démocratie. On peut le dire, en effet, vingt ans après. Mais cela suffit-il à rendre compte de cette sorte de jouissance de l'événement qui se vécut alors ? Peut-on encore en parler et tenter de faire comprendre — sans trop radoter — l'exaltation puis la détresse de ce printemps bouleversé ? Confusément, on sent que non.

BRUNO FRAPPAT.

(2) *Mai 68, histoire des événements*, Laurent Joffrin, éd. du Seuil, coll. « Points politiques », 376 p., 42 F.
(3) *Vingt ans après, que reste-t-il de 68 ?* Henri Weber, éd. du Seuil, 224 p., 89 F.
(4) *Génération II : les années de poudre*, Éd. du Seuil, 696 p., 139 F.

Politis N° 16
LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

MAI 68 SOUS LES PAVÉS VINGT PAGES !
UN NUMÉRO DE RÉFÉRENCE

● L'esprit de mai ● Une vague venue de loin ● Les merveilleuses histoires de l'Onde Etienne (BD) ● Le mai des syndicats ● Que reste-t-il de nos révolutions ? Ben Said/Weber - Geismar/Castro ● Vos lettres ● Les livres, les photos, les affiches de mai

GOUVERNEMENT ?
... c'est page 234 du
Dictionnaire de la
CONSTITUTION
CUJAS 640 p., 98 F.

REFERENDUM ?
... c'est page 396 du
Dictionnaire de la
CONSTITUTION
CUJAS 640 p., 98 F.



TRAVAILLEURS

UNIS

1968

Text block from the left page, partially visible.

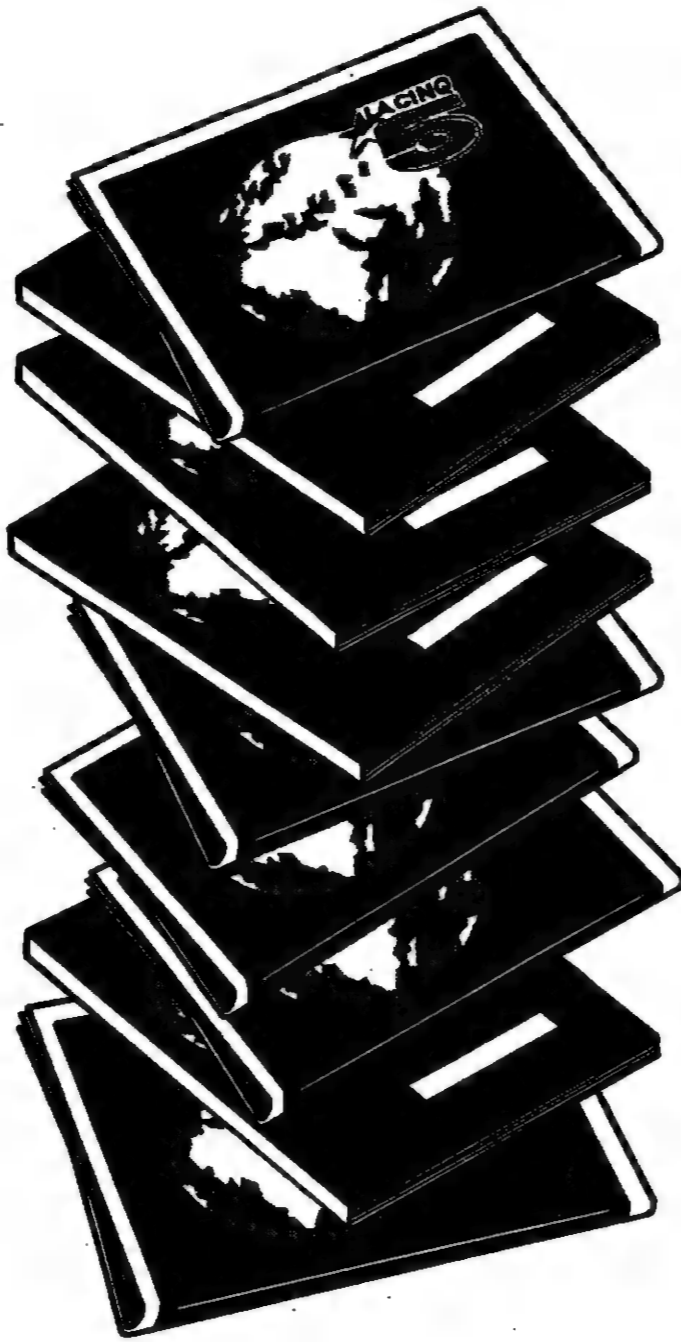


Text block from the left page, partially visible.

15 N° 16 DU JEUDI

Text block from the left page, partially visible.

Text block from the left page, partially visible.



SAMEDI

LE JOURNAL PERMANENT 5H 7H15

CIRCUIT 11H30 12H

RÉUSSITES 12H 12H30

REPORTERS 12H30 13H

LE JOURNAL 13H 13H30

LE JOURNAL IMAGES 18H55

LE JOURNAL 19H58 20H35

TÉLÉ MATCHS 23H30 0H50

LE MINUIT PILE

LE JOURNAL DE LA NUIT



DIMANCHE

LE JOURNAL PERMANENT 5H 7H15

LE JOURNAL 13H 13H30

TÉLÉ-MATCHS 15H30 17H10

LE JOURNAL 19H58 20H35

LE MINUIT PILE

LE JOURNAL DE LA NUIT

L'INFO SUR LA CINQ.

Le week-end, rien ne vaut un bon fauteuil, quelques bons journaux et quelques bons magazines.

LA CINQ 5 LA TÉLÉ QUI NE S'ÉTEINT JAMAIS.



Patrick de CAROLIS



Pierre CANGIONI



Gilles SCHNEIDER



Marie-France CUBADDA

PATRICK DE CAROLIS: SAMEDI 12 H - 12 H 30 REUSSITES, 12 H 30 - 13 H REPORTERS. PIERRE CANGIONI: SAMEDI 11 H 30 - 12 H CIRCUIT, 23 H 50 - 0 H 50 TELE-MATCHS, DIMANCHE 15 H 30 - 17 H 10 TELE-MATCHS. GILLES SCHNEIDER: SAMEDI ET DIMANCHE 13 H - 13 H 30 LE JOURNAL. MARIE-FRANCE CUBADDA: SAMEDI ET DIMANCHE 19H 58 - 20 H 35 LE JOURNAL.

Société

JUSTICE

Réticences au ministère de l'économie

Les surprises financières des nouvelles prisons

Officiellement, le programme des 15 000 nouvelles places de prison dont M. Chalandon a choisi de doter la France avant 1992 va, comme l'on dit dans ses services, à « un train d'enfer ». Une fois cobayées les questions des premiers tentés entre les tenants du « tout privé » et ceux du « tout public », balayé d'un revers de manche un directeur de l'administration pénitentiaire, M. Arsène Lax, qui ne semblait pas faire l'affaire, vite expédiée la nomination, à la tête de la toute nouvelle direction déléguée à la création de nouvelles prisons, de M. René Elard, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, le fameux « programme 15 000 » semblait en bonne voie.

Le 16 décembre, on commença le nom des groupes lauréats : Fougerolles-Sodeco, Spies-Batignolles-Lyonnaises des eaux, Grands travaux de Marseille et Dumez. Bouyges, pourtant bien en cour, n'avait pas été retenu et ne cachait pas son amertume. Le 17 décembre, on présentait les maquettes à la presse qui saluait l'exploit en soulignant la rapidité des entreprises plutôt que l'originalité des choix (le Monde du 18 décembre 1987). Le 22 mars, la commission des marchés, fonctionnant auprès du ministre de l'économie et des finances, rendit un avis favorable aux quatre marchés de construction d'un montant global de 4,5 milliards de francs qui avaient, en réalité, été passés au cours de l'automne. Le 13 avril, la chancellerie était avec les responsables du monde pénitentiaire la signature des conventions liant — pour ce qui est de la construction de ces vingt-neuf établissements — les entreprises et l'Etat. Huit jours plus tard, M. Chalandon posait la première pierre du centre de détention de six cents places de Bapaume (Pas-de-Calais).

Lorsque le « programme 15 000 » avait été présenté (le Monde daté 20-21 décembre), on s'était réjoui des économies offertes par la solution dynamique, voire « révolutionnaire », aménagée par la garde des sceaux. Les nouvelles prisons allaient non seulement mettre fin à une surpopulation pénale indigne d'un pays civilisé, mais aussi être strictement gérées à des coûts défiant toute concurrence.

En moyenne, on gagnait-on, chaque place construite coûterait 270 000 F contre 400 000 F, et le prix de journée serait de 120 F en moyenne contre 170 F. Il ne restait plus alors qu'à boucler les marchés de fonctionnement : les entreprises privées, pour un marché global de 8 milliards de francs sur dix ans,

s'engageaient à assurer la gestion, la maintenance de leurs établissements, l'« hôtellerie » des détenus (nourriture, habillement, buanderie), le chauffage, le secteur médical à l'exception des hospitalisations lourdes et, point capital, la formation, les structures favorisant la réinsertion des détenus.

Un surcoût trop élevé

Il apparaît pourtant que quelque chose griffe cette belle mécanique. Le 29 avril, au cours d'une réunion interministérielle présidée par M. Benmakhlouf et Rameix, conseillers techniques au cabinet du premier ministre, le représentant de M. Edouard Balladur, M. Christophe Blanchard-Digne, appuyé par ses collègues du budget, faisait valoir que le surcoût du marché de fonctionnement était « très élevé et qu'il aurait une incidence budgétaire importante et les mêmes conditions devaient s'appliquer à l'ensemble des places en construction ». Il demandait « le réexamen des marchés en cours d'élaboration ou de mise au point, en gardant à l'esprit que l'un des motifs du recours au secteur privé pour assurer le fonctionnement des nouvelles prisons était l'anticipation des économies de gestion ».

Bilan de la réunion : outre l'octroi de 40 millions de francs pour financer les réparations urgentes des prisons de Saint-Maur et d'Ensisheim, récemment dévastées par des mutins, les tranches conditionnelles du « programme 15 000 » seront offertes dans la limite des autorisations de programme disponibles. Cela conduit, « sur proposition du ministère de la justice, à reporter l'affermissement de la deuxième tranche conditionnelle de la zone nord ». Enfin, il faudra poursuivre la mise au point des marchés de fonctionnement. Autrement dit, il faut serrer les pax.

En revanche, le seul marché « bouclé », celui de Fougerolles-Sodeco sera soumis « sans retard » par le ministère de la justice à la commission centrale des marchés. En réalité, cela était déjà fait depuis une semaine environ. La commission ad hoc, intitulée « commission spécialisée des marchés d'approvisionnement généraux », présidée par le contrôleur général des armées Bergeron, devait, pensait-on, se réunir le 10 mai prochain. L'examen du dossier aux ministères des finances et du budget a fait grincer quelques dents. D'autant que, dans le même temps, les services de M. Balladur

recevaient l'audit, qu'ils avaient demandé à la chancellerie de faire réaliser par un cabinet indépendant, sur la gestion des établissements pénitentiaires fonctionnant aujourd'hui.

Un panel représentatif — prisons vétustes ou non, grandes et petites — était choisi. Selon l'audit, le prix du « détenu/jour » se situe autour de 90/95 francs. On est loin des 170 francs avancés au départ par la chancellerie. En moyenne, les entreprises privées lauréats du concours présentent des prix allant de 110 à 145 francs. Fougerolles-Sodeco, pour 3 800 places, présente un marché de 220 millions de francs par an pour dix ans, avec un prix de journée se situant entre 125 et 135 francs. Le privé, qui n'a aucune raison de jouer au philanthrope, baisse les coûts de construction, se rattache à l'opération et le fonctionnement.

À la chancellerie, on a beau plaider que les chiffres de l'audit ne sont pas représentatifs, car ils ne tiennent pas compte des efforts faits en faveur de la réinsertion prévue dans le programme des 1 500 places pas plus que du coût des quartiers spéciaux destinés aux toxicomanes (c'est l'une des innovations de M. Chalandon en dépit de l'hostilité de nombre de médecins et de praticiens du monde pénitentiaire), qui reviendront à 5 millions de francs par maison d'arrêt, les argentiers tiennent.

Au premier abord, cette attitude taillonne ne surprend pas le ministère de la justice, où l'on sait bien que les financiers se font toujours un peu tirer l'oreille lorsqu'il s'agit de payer. L'on ne s'y étonne pas que les finances ne soient guère sensibles aux arguments « humanitaires » de la plume Vendôme.

Mais à la veille de l'élection présidentielle, chez M. Balladur et Juppé certains trouvent singulière la bête de la chancellerie à vouloir absolument faire figurer le dossier Fougerolles-Sodeco à l'ordre du jour du 10 mai alors qu'il devait être examiné au même temps que le dossier Dumez, le 24 mai. La chancellerie, après de vigoureuses interventions, semble obtenir provisoirement gain de cause.

Reste que, au ministère des finances, le malaise est perceptible : certains verraient d'un bon œil le report de l'examen du dossier. « Ces dossiers sont anormaux : ils laissent penser à des combinaisons souterraines », nous a déclaré l'un de ceux qui ont dû les examiner.

AGATHE LOEGEART.

DÉFENSE

Paris et Londres se disputent un contrat de 37 milliards de francs

Le Canada choisira en juin ses sous-marins nucléaires

MONTRÉAL
de notre correspondant

Qui, de la France ou de la Grande-Bretagne, réussira à vendre au Canada douze sous-marins d'attaque (lance-torpilles) à propulsion nucléaire pour ce que le pays puisse défendre toutes ses côtes, atlantique, pacifique et arctique ? Moins de deux mois avant que le gouvernement canadien n'annonce officiellement son choix, les spéculations vont bon train. Si l'on se fie à la radio privée CFCF de Montréal, les Britanniques, avec leur sous-marin de type Trafalgar, seraient d'ores et déjà assurés de remporter cet énorme contrat (Après de 3 milliards de dollars canadiens au total, soit environ 37 milliards de francs), au détriment du modèle français Améthyste.

Le quotidien *The Independent* de Londres croit cependant, quant à lui, que l'état-major canadien aurait, au contraire, opté pour le submersible français.

Ces rumeurs — toutes démenties par les autorités canadiennes — ont été relayées à la suite de la visite officielle à Washington du premier ministre, M. Brian Mulroney, la semaine dernière. Le président Reagan a en effet assuré son interlocuteur qu'il ne s'opposerait pas à ce que le Canada se procure la technologie nucléaire américaine, utilisée pour la propulsion des sous-marins britanniques, si Ottawa retenait ces derniers.

Cette promesse lève une première hypothèse pour la Grande-Bretagne et son Trafalgar. En 1958, les Britanniques se sont en effet engagés à ne pas renvoyer la technologie

nucléaire américaine à des pays tiers sans l'accord de Washington. Difficile, dans ces circonstances, d'espérer décrocher le contrat canadien avant d'avoir obtenu l'indispensable bénédiction américaine. M^{re} Thatcher n'a pas ménagé les pressions pour que cette exemption soit accordée à temps par la Maison Blanche.

Tous les obstacles n'en ont pas pour autant disparu. Le Sénat et la Chambre des représentants peuvent bloquer le transfert de technologie en adoptant une résolution commune. Or plusieurs sénateurs ont déjà averti qu'ils examineraient le dossier avec la plus grande attention en tenant compte des réticences de la marine américaine. La décision de principe du Canada d'acheter dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire (pour remplacer trois bâtiments vétustes et inopérants sous la calotte glacière de l'Arctique) a été très mal reçue au sein de l'état-major de la marine américaine. Les amiraux, aux Etats-Unis, verraient d'un mauvais œil les futures incursions de nouveaux sous-marins sous les glaces canadiennes, où les bâtiments américains (et soviétiques) peuvent se promener en toute impunité.

Perce la glace de l'Arctique

Les promoteurs du submersible français (la société SNA Canada, filiale de la direction des Constructions navales et de Technicatome) ne manquent pas de souligner que la France a développé sa technologie nucléaire en toute indépendance et qu'elle est prête à réaliser un transfert complet vers le Canada, ce qui n'a été proposé à aucun pays.

MARTINE JACOT.

ESPACE

Nouveau retard pour la navette

Le prochain vol de la navette américaine Discovery, qui devait en principe avoir lieu le 4 août prochain, vient d'être à nouveau reporté. Il devrait avoir lieu à la fin des mois d'août ou au début du mois de septembre, et au mieux, selon la NASA, le 25 août. « Ce retard n'est pas important, ce qui compte, c'est que nous volerons cet été », a déclaré l'administrateur de la NASA, M. James Fletcher, qui a précisé que ce glissement du calendrier était dû à un changement des procédures de l'agence spatiale américaine dans la mise en place et l'assemblage des fusées d'appoint de la navette.

Les Américains ne veulent, en effet, prendre aucun risque avec ces fusées qui furent à l'origine, en janvier 1986, de la catastrophe de Challenger. Ce jour-là, le joint d'un de ces boosters (fusées d'appoint) avait laissé s'échapper des gaz brûlants sur le réservoir de combustible de l'engin, qui avait aussitôt explosé. Depuis, ce joint a été redessiné et les résultats des tests qu'il a subis le 22 avril ont été concluants malgré la présence d'un défaut volontairement introduit sur cette pièce essentielle.

En revanche, les choses semblent moins bien se présenter au Congrès qui examine actuellement le budget de l'agence spatiale américaine. La Maison Blanche a présenté un budget de 11,5 milliards de dollars et la NASA ne peut guère espérer mieux que 10,7 milliards de dollars, selon les fins. Ces réductions budgétaires, affirme M. Fletcher, cloueraient au sol le programme spatial civil américain et mettraient en terme à trente années de progrès.

« L'avenir apparaît sombre », a-t-il dit, ajoutant qu'il n'était « guère plaisant » d'imaginer que les Etats-Unis sont devenus « une nation spatiale civile de second ordre, voire de troisième ordre ».

EDUCATION

Festivals de théâtre dans des lycées

Le théâtre est en vogue dans de nombreux établissements scolaires, où des enseignants font, de plus en plus, appel à des comédiens professionnels pour animer des ateliers d'expression dramatique qui donnent lieu, en fin d'année scolaire, à des représentations publiques.

Dans le Val-de-Marne, le troisième festival « Les lycéens brûlent les planches », organisé par les associations laïques soutenues par le conseil général, présente, jusqu'au 7 mai, une série de spectacles où les élèves de plusieurs établissements — professionnels notamment — ont mis en scène leur « galère » et leurs espoirs (au Théâtre Romain Roland de Villejuif). Tél. : (1) 47-26-15-02.

À Créteil, une monumentale et étrange « machine navale », conçue par les élèves du lycée technique Branly, naviguera le 28 mai sur la lac, avant d'y sombrer définitivement à la nuit tombante dans un jeu d'eau et de lumière (*Don Juan navigant*). Tél. : (1) 48-58-19-21.

À Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), le festival « Faut qu'on s'occupe », présentera, du 11 au 15 mai, plusieurs productions d'ateliers de création (16) 59-25-77-66.

Enfin, à Paris, le recit et les affaires culturelles organisent plusieurs spectacles de théâtre lycéens au Théâtre national de Chailly, du 1^{er} au 3 juin. Tél. : (1) 47-27-81-15.

ARCHÉOLOGIE

Importante découverte d'une statue Le Gaulois de Rostrenen

Une petite statuette gauloise haute de 43 centimètres, représentant sans doute une divinité masculine, vient d'être découverte près de Rostrenen (Côtes-du-Nord), au cours d'une brève fouille de sauvetage (de la ri-avril à la fin mai). Elle est la première qui ait jamais été découverte en Bretagne et même dans les régions environnantes et elle est une des rares à avoir été trouvée dans une stratigraphie intacte. Elle était dans le remplissage volontaire d'un fossé et était recouverte de débris de poteries bien datées (de quelques décennies avant la conquête romaine) et d'amphores italiques du début du premier siècle avant Jésus-Christ. Cette découverte est donc l'une des plus importantes qui aient été faites par les archéologues français depuis une ou deux décennies.

La statue est en pierre (un mica schiste local), dont le grain donne à l'œuvre une facture assez fruste. Elle est typiquement gauloise avec son petit diadème et son torse. En revanche, elle tient une lyre sur la poitrine, ce qui n'est pas du tout habituel pour les divinités gauloises.

La fouille, menée sous la direction de M. Claude Le Potier et Jean-Charles Arra-mond, est faite grâce à l'appui et au financement du conseil général des Côtes-du-Nord, en un endroit « sensible » où les travaux étaient prévus pour améliorer une route départementale.

Le secteur était « sensible », car on y avait déjà repéré trois tumulus de l'âge de bronze, une enceinte romaine (?), une enceinte médiévale et un cimetière (?). De source gallo-romaine. En fait, on y a trouvé surtout un site occupé par les Gaulois du troisième au premier siècle avant Jésus-Christ.

Ce site comprend, notamment, des fossés (dont certains ont été comblés volontairement et même damés), des calages de poteaux et un souterrain à demi effondré. De tels souterrains, liés à des habitats, sont typiques de l'âge du fer armoricain (les Gaulois sont les auteurs au moins du second âge du fer dit de la Tène). Mais le rôle exact de ces souterrains n'est pas encore compris.

Y. R.

MÉDECINE

Expérimentés en France et en Suisse

Deux nouveaux tests permettent de déceler les faux séronégatifs

Deux chercheurs de la faculté de médecine de Genève ont rendu publics, le jeudi 5 mai, une série de résultats tendant à démontrer que les tests habituellement utilisés pour le dépistage du SIDA ne permettent pas, en pratique, de mettre en évidence la totalité des cas de contamination par le virus.

Ces spécialistes suisses (le professeur Bernard Mach et le docteur Michel Loché) ont eu recours à un procédé récemment mis au point permettant d'« amplifier » et d'identifier la présence de fractions du génome du virus du SIDA.

Appliquant cette technique très sophistiquée à seize personnes ayant différents partenaires sexuels séropositifs, les spécialistes suisses ont découvert cinq cas de contamination. Ces seize personnes étaient pourtant apparemment séronégatives à partir des tests habituels de dépistage, qui visent à mettre en évidence la présence d'anticorps, c'est-à-dire de substances synthétisées par l'organisme humain en réaction à l'infection par le virus du SIDA.

Cette technique, si elle est beaucoup plus fine et beaucoup plus performante, ne peut encore être appliquée sur une grande échelle, comme par exemple à l'occasion du dépistage systématique chez les donneurs de sang, situation pour laquelle, en dépit des progrès effectués, un certain risque de contamination demeure, comme le reconnaît en France la direction générale de la santé (le Monde daté 2 mai). Il s'agit là d'un problème essentiel auquel sont et seront de plus en plus souvent confrontés les autorités sanitaires.

Une autre technique développée en France pourrait apporter des résultats comparables et permettre

de dépister les faux séronégatifs. Les bases fondamentales de ce procédé ont été publiées il y a quelques mois dans l'ébdomadaire scientifique *Nature* (1). L'équipe française annonce alors avoir découvert qu'une fraction du génome générique du virus du SIDA (gène F) était capable de synthétiser une substance particulière (ou protéine F) proche des substances fabriquées par certains « gènes du cancer » humain.

Plusieurs arguments laissent penser alors que l'identification de la protéine F pourrait être le chaînon manquant des marqueurs de l'infection de l'organisme humain par le virus du SIDA. En d'autres termes, la présence de cette protéine pourrait témoigner de l'existence d'une phase de latence et donc d'une contagiosité possible qui ne peut être, en pratique, actuellement mise en évidence. La technique est actuellement brevetée et étudiée sur plusieurs milliers de sérum.

« Nous avons, dans ce domaine, pris une très large avance, mais notre travail en est toujours au stade de la recherche, de la vérification de notre hypothèse de départ, nous a expliqué M. Jean-Pierre Lecocq, directeur scientifique de la société Transgene. Si un tel travail est conclu, ce dépistage permettra une identification très précise de l'infection. Il ne remplacera pas les techniques actuelles, mais il pourra les compléter. »

JEAN-YVES MAILLÉ

(1) Ce travail avait été publié dans le numéro de *Nature* daté du 23 novembre 1987. Il réunissait des chercheurs de la société Transgene, de l'Institut Pasteur, de l'INSERM (unité 249) et de la société Pasteur Vaccins.

Journées portes ouvertes à l'Institut Curie

Dans le cadre de la semaine Europe contre le cancer, l'Institut Curie ouvrira ses portes au grand public le samedi 7 mai. Les visiteurs pourront ainsi rencontrer chercheurs, médecins, infirmières et visiter les laboratoires et les salles de diagnostic, afin de mieux comprendre le mécanisme du cancer et son traitement par le biais de films, d'expositions et de présentation de matériel.

Le musée, installé dans les locaux mêmes où Marie Curie travailla, sera ouvert pour la circonstance, tout comme le chantier du nouvel hôpital, dont l'ouverture est prévue

en 1992, qui vient de faire l'objet de fouilles archéologiques.

Une vingtaine de mini-conférences d'une trentaine de minutes seront animées par des spécialistes, ainsi que cinq grands débats sur les thèmes « Risque nucléaire/risque génétique », « Stratégie en médecine et en chirurgie du cancer », « La relation avec le médecin traitant », « Vers un dépistage efficace du cancer », « Tradition, image de marque, compétition à propos du cancer ».

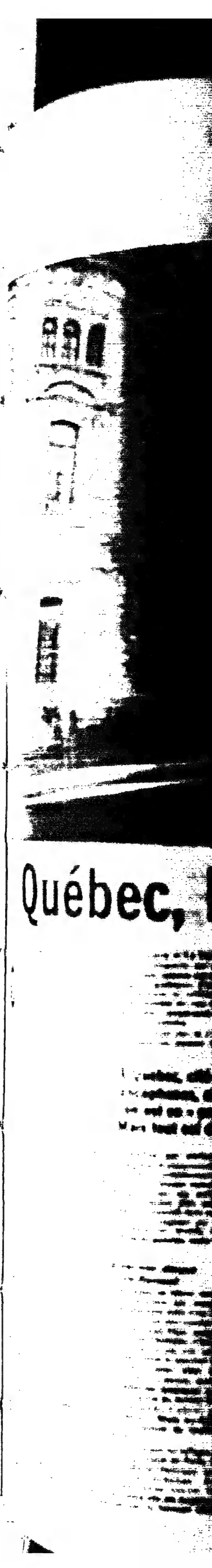
* Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-12-42.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138



صكزا من الامن الاصل

Le Monde SANS VISA



Québec, Montréal, même pays

par Jean-Louis André

CINQUANTIÈME étage de la tour Victoria, en plein centre de Montréal. De ces hauteurs, la ville semble folle. Folle d'espace, d'orgueil (« La fierté a une ville, Montréal », proclame la devise de la municipalité) ; folle, surtout, comme l'aiguille d'une boussole attirée par d'étranges et contradictoires champs magnétiques. A perte de vue, les rues sont sans couleur à force d'en avoir trop. La brique rouge des vieilles maisons anglaises, les façades noircies des immeubles cossus du siècle dernier, les coupoles en cuivre et les toits en aluminium peints en rouge ou en vert, les parois-miroirs des gratte-ciel...

Europe ? Amérique ? Ville d'histoire, une des seules en Amérique du Nord à avoir conservé des vieux quartiers datant du XVII^e siècle ou métropole du futur ? Capitale du plaisir et de la culture ou cité laborieuse qui relève, chiffres à l'appui, le défi américain ? Tout cela à la fois : ici, on n'est surtout pas aux Etats-Unis, même si New-York n'est qu'à une heure d'avion. On n'est pas non plus en France, même si 60 % de la population est francophone. On est, comme le chantait Robert Charlebois, en « presque Amérique », et tout est dans ce « presque ».

Comme toutes les grandes métropoles d'Amérique du Nord, Montréal a sa « city », ses gratte-ciel, ses immeubles en chantier. Une autoroute, qui la traverse de part en part, de grandes avenues qui ressemblent à des voies rapides, régulièrement paralysées vers 17 heures, quand sortent des bureaux les hommes d'affaires en costumes sombres, mallette noire sous le bras.

Et pourtant... Même au cœur de son quartier d'affaires, rue Sainte-Catherine, Montréal vit à d'autres rythmes. Il faut, par exemple, prendre le temps de

s'arrêter, entre Eaton et La Baie, les deux grands magasins qui se font face. Au fond, comme sur un écran, les ogives gothiques d'une cathédrale anglicane se reflètent sur les glaces teintées de rose de l'immeuble « des coopérants ». Un raccourci sur l'histoire.

« C'tu-là, il n'était pas là v'là six mois », lance un passant en

A Québec, cité-refuge des valeurs francophones, et surtout à Montréal, on est en « presque Amérique ». Mais tout est dans ce « presque ».

montrant l'édifice qui abritera une compagnie d'assurances. Encore quelques commentaires sur cette ville qui pousse comme un champignon, sur ces architectes qui ne savent plus quoi inventer, puis il disparaît dans une bouche de métro, englouti par la ville souterraine, qui double, de ses kilomètres de galeries, toute la vie de surface.

Le dernier disque de Renaud

Curieuse, dans ce décor, cette manière de prendre son temps, d'échanger quelques mots avec un touriste français, un peu comme si le prestige du Vieux Pays, malgré les querelles de l'histoire, n'avait jamais été terni. C'est vrai qu'il suffit de flâner dans le quartier du « magasinage » pour aller de Charelot en Saint-Laurent, tandis que de toutes les boutiques sortent quelques notes du dernier disque de Renaud, Cabrel ou Étienne Daho... Mais au-delà, c'est toute l'identité du Québec qui est en jeu.

L'humiliation que lui infligea la France lors du traité de Paris, en cédant la Belle Province aux Anglais en échange des Antilles, est dans toutes les mémoires, mais elle est largement compensée par la fameuse déclai-

ration de de Gaulle qui donna à l'idée nationaliste un crédit inédit, ou encore par le rôle que joue la France dans l'organisation des sommets francophones.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : se rapprocher de la France (un vétérinaire, installé là-bas, a même créé une association militante pour que les Québécois aient

tranquille ». Indépendance ou simplement spécificité reconnue et respectée au sein de l'Etat fédéral ? L'échec du référendum, organisé en 1980 par le Parti québécois (PQ), a largement affaibli l'idée séparatiste, bien que le PQ, par un curieux paradoxe, ait été porté à nouveau au pouvoir un an après.

« Ce qui intéresse les Québécois », explique, amer, Pierre Marc Johnson, chef de l'opposition, c'est surtout la deuxième voiture, le troisième poste de télévision, ou les vacances au soleil.

L'affirmation paraît exagérée : il suffit de s'accouder au comptoir d'un des bars de la rue Saint-Denis pour entendre commenter, avec passion, les accords du Lac Ménoch, ratifiés par M. Bourassa, qui reconnaissent, constitutionnellement, la spécificité de la province québécoise... Ce qui n'exclut pas certains regards lourds de sous-entendus lorsque votre voisin vous annonce, pour lier connaissance, « je suis canadien ».

Moins revendiquée sur le plan politique, l'identité québécoise semble aujourd'hui une préoccupation de la vie quotidienne. Et pour cause. Rue Sainte-Catherine, c'est le royaume des fast-foods, des sex-shops. Sur les palissades d'un chantier les affiches publicitaires hâtivement placardées sont imprimées en anglais. Sans même une traduction française. « Au Québec, nous ne sommes que six millions de francophones », explique un Montréalais. « Toute mon enfance, j'ai cru qu'un bonbon se disait « candy », parce qu'il n'y avait que ce mot écrit sur la boîte. Notre français, c'est une goutte d'eau dans la mer anglophone. »

L'inquiétude est permanente, d'autant que les manquements à la loi 101, qui fait du français la seule langue officielle de la province, sont de plus en plus fréquents. « Avec les mots et la langue, c'est tout un mode de vie qui risque de nous gagner. Certains

comparent le Québec à la Finlande. C'est oublier que l'image du bonheur peut être américaine, mais qu'elle n'a jamais été russe. »

« Fun », « Shopping » et « magasinage »

Fait significatif : la jeunesse québécoise, pourtant si pointilleuse lorsqu'il s'agit de remplacer « shopping » par « magasinage » ou « week-end » par « fin de semaine », ne parle, quand elle va s'amuser que de « fun », de séries américaines ou de rock anglosaxon. Il suffit d'une soirée au Business, le boîte branchée de Montréal, pour comprendre que ces gamines aux cheveux teints en rose, ces adolescents drapés dans leurs manteaux noirs, n'ont rien à envier à leurs copains new-yorkais, et n'écoutent pas seule-

ment Gilles Vigneault ou Robert Charlebois (même si la consommation de disques nationaux reste, au Québec, très élevée).

« C'est là un véritable problème, sensible à tous les niveaux », explique Guy Rocher, sociopolitologue et professeur à l'université de Montréal. « Même les intellectuels ont chez nous du mal à penser le modèle américain, à le formaliser et à le repérer jusque dans ses manifestations parfois insidieuses. »

Cette relative uniformation a eu, à Montréal du moins, un effet positif : rapprocher les zones de silence qui ont longtemps coexisté dans un mépris réciproque, effacer la rivalité qui oppose, depuis des siècles, francophones et anglophones.

(Lire la suite page 19.)

Club Aventure
EXPEDITIONS · RANDONNÉES

ÇA MARCHE !

60 VOYAGES INSOLITES
DANS LE CATALOGUE 88

Club Aventure
catalogue gratuit sur demande
122 rue d'Assas - 75006 Paris ☎ (1) 46.34.22.80

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____

ESCALES



Collections privées pour tous

Voici un voyageur qui se propose d'entraîner ses clients à la découverte des grandes collections privées que l'Europe a réussi à préserver. Le Fugus (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) a notamment inscrit à son court et chic catalogue un voyage à Prague et à Dresde, du 26 mai au 1^{er} juin. Point fort, dans cette dernière ville, les trois mille pièces d'orfèvrerie, de joaillerie et d'artisanat rassemblées par les princes de Saxe. Six nuits dans des hôtels de luxe, 10 900 F. Également sélectionné par La Fugus, un déplacement à Vienne du 3 au 6 juin avec la

collection de Pietra Dura de l'empereur Léopold II au palais impérial (8 100 F). Dans la même veine : les princes collectionneurs de l'Allemagne du sud, du 17 au 19 juin ; les trésors d'art de la route romantique, du 19 au 24 juillet.

Greens à la ligne

Prendre une première leçon de golf avec un « pro », évaluer son grand jeu, figurer ses approches, entrer un put de 15 m, sortir d'un bunker, admirer un champion en action ou essayer les clubs de son choix. Plonger sa ligne dans un cours d'eau et en tirer carpes et gardons, apprendre des maîtres du genre leur

technique et leurs secrets, s'initier à la pêche au poisson mort marié, tester une nouvelle canne, suivre un concours international ou une démonstration de lancer. Tirer ses premières cartouches, découvrir les différents territoires de chasse et la faune qui leur est propre, assister à une présentation de chiens d'arrêt ou à une exhibition d'oiseaux de proie, décocher quelques flèches ou piéger le renard. Enfin, se mettre en selle ou assister à des démonstrations de saut d'obstacles, de dressage, d'attelage, de voltige ou de cascades. Et ce, à deux pas de la tour Eiffel ! C'est ce que propose, quatre jours durant, de 10 à 19 h, le Country Show International, qui aura lieu du 12 au 15 mai, à l'hippodrome d'Auteuil.

Une « première » en France (les Anglais nous ont précédés), qui s'annonce déjà comme la plus importante manifestation jamais consacrée à la chasse, au golf, au cheval et à la pêche. Avec, pour originalité, quatre villages offrant chacun des stands d'exposition (plus de 300 au total) et une zone d'animation et de démonstrations ouverte à tous. L'objectif étant de permettre au visiteur, non seulement de regarder et de se documenter, mais aussi de tester sur place du matériel, de pratiquer son loisir favori, de s'initier ou de se perfectionner grâce aux conseils de spécialistes.

Une initiative due au groupe de presse L'Avivier, qui édite, notamment, *Connaissance de la chasse* et *Connaissance de la pêche* et qui n'a pas hésité, pour l'occasion, à réempoisonner la rivière qui serpente sur le site d'Auteuil. Difficile, assure-t-on, de revenir bredouille. De quoi attirer de nombreux enfants. L'accès sera gratuit pour les moins

de douze ans, il coûtera 45 F aux autres.

En passant par les paradores

Spécialisés depuis une dizaine d'années dans les circuits en Espagne avec les paradores comme principale attraction, les responsables de Marsans International (7, rue Arsène-Houssaye, 75008 Paris, tél. : 43-59-72-36 et agences de voyages) proposent, dans leur brochure 1988, plusieurs des formules qui ont fait leur succès.

Ainsi peut-on relever, dans la combinaison avion-voiture-hôtel, trois circuits individuels à la carte de neuf jours et huit nuits qui empruntent des itinéraires différents. Le premier part de Saint-Jacques-de-Compostelle et y revient après avoir fait escale à Pontevedra, Verin, Benavente, Leon, Villafranca. Son prix (5 600 F) comprend les vols Paris-Saint-Jacques aller et retour, la location d'une voiture et huit nuits dans les paradores ; des étapes en chambre double avec petit déjeuner.

La route des vins et de la gastronomie, au départ de

Barcelone, permet de savourer les cuisines locales (mouton « à la pastora », poulet « al chilindron », chevreau grillé, soupe de poissons). Elle traverse les vignobles de Carinena, Rioja, Navarra, en Aragon et fait retour à Barcelone. Aux mêmes conditions, 5 200 F par personne.

Le circuit andalou égrène les noms de Tolède, Cordoue, Séville, Carmona, Jerez, Grenade, Malaga... : 5 700 F. Pour ces trois circuits, vols au départ de Lyon, Nice et Marseille, également.

Un hôtel et une plage à Goa

Les voyageurs, eux aussi, ont leurs explorateurs. Ils semblent, du moins pour ceux qui sont les mieux organisés, mettre un point d'honneur à repérer et à lancer sur le marché, à chaque nouvelle saison, un bout de territoire encore mal connu des amateurs de coins précieux et tranquilles. C'est à Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15, tél. : 42-73-10-64) qu'il revient d'avoir repéré l'hôtel Vagator Beach Resort, à



Goa, sur les rives de la mer d'Arabie, en Inde.

La région bénéficie d'un climat océanique tropical chaud, sans grands écarts de température entre l'hiver et l'été (30° le jour et la nuit, de novembre à mai). Il vaut mieux, cependant, éviter la mousson (mi-juin à mi-septembre) et ses fortes averses. Une longue plage d'un kilomètre longe les bungalows de l'hôtel. Abrisée, elle permet de se baigner par tous les temps dans une eau à 26°.

Nouvelles Frontières assure l'organisation du séjour : les vols Paris-Bombay (4 200 F aller-retour) et Bombay-Goa (300 F environ), une semaine à l'hôtel (600 F par personne en chambre double). Pour les repas, prévoir 20 F pour le petit déjeuner et 35 F pour le déjeuner et le dîner.

Sentiers pentus

Depuis plusieurs années, une petite association de marcheurs s'est spécialisée dans les randonnées sur les sentiers de Catalogne et des Pyrénées. Passajada (BP 18, 65320 Viç, tél. : 68-05-94-88) va désormais plus loin dans ses expéditions et

« ouvre » des voies en Espagne et au Portugal. Retenons ici deux exemples de circuits qui ont pour ultime avantage de se faire au contact de l'habitant dans des paysages non encore touchés par le tourisme de masse.

De Montségur à Montserrat : une grande traversée nord-sud pour rallier deux des lieux les plus prestigieux de l'Occitanie et de la Catalogne. La randonnée s'effectue, avec un véhicule suiveur, par les hauts plateaux de Saül, du Capcir et de Cerdagne, puis à travers les régions catalanes du Bergueda et de Bages. Hébergement en gîtes, auberges et tentes. Prix : 3 480 F par personne, pour quatorze jours, à partir de Montségur ou de Quilán. Départs le 8 mai, le 29 août ou le 2 octobre.

Un autre circuit va son chemin sur les plus hautes montagnes du Portugal, dans la Serra da Estrela, à la découverte des traditions pastorales et de l'accueil chaleureux des montagnards. Itinéraire en boucle dans la Serra avec une journée en compagnie de randonneurs portugais puis visite de Guarda et de Viseu. Douze jours au départ de Bayonne : 3 750 F. Départs les 3 et 15 juillet et les 3 et 15 août.

STOCKHOLM-HELSINKI WEEK-ENDS 4 JOURS CROISIÈRES BALTIQUES FINNJET-SILJA LINE

PARIS/PARIS de 4 690 F à 5 570 F. Les deux capitales baltiques à bord des somptueux géants blancs réputés dans le monde entier.

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS 10, rue Anber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

LOUE À FRÉFUS (Var)
Dans VILLA avec JARDIN, un APPARTEMENT pour 4 personnes.
Juin, juillet, août, septembre.
Tél. (16) 94-51-62-62.

PROVENCE BUIS-LES BARONNIES
Luxe chambre d'hôtel. 1/2 pens. 115 F. Confort, calme. Amb. familiale. Randonnée.
Tél. heures reçues 75-28-16-62 - 75-28-73-59.

COTE D'AZUR CARAVANING RÉSIDENTIEL
à 3 km des plages. Lots arborés et viabilisés avec ou sans caravane. À partir de 75 000 F.
EUROPAZUR, 182, rue Jean-Jaurès, 83600 FRÉJUS - Tél. 94-51-55-88.

A 15 km SAINT-ÉMILION (33) sur 1 ha 8, BELLE DEMEURE XVIII^e 2 toits p., cour intérieure 5 p., cuisine, salle-de-bain, 4 p. à aménager - cave, garage, dépendances - Point de vue grand, 990 000 F.
L'IMMOBILIER MODERNE LIBOURNE (33) - Tél. : 57-51-26-81.

VACANCES VERTES A NAJAC AU CŒUR DU ROUERGUE, ENTRE AUVERGNE ET LANGUEDOC AVEC «FRANTOUR TOURISME»

Départ du 21 mai au 13 octobre 1988
Prix par personne : de 1 615 F à 2 030 F, comprenant :
- le trajet en train PARIS-NAJAC et retour,
- une semaine de séjour en pension complète avec vin aux repas.

CONDITIONS TARIFAIRES POUR REJOINDRE NAJAC, AU DÉPART DE TOUTES LES GARES DE LA S.N.C.F.

ATTENTION

CONDITIONS SPÉCIALES

Pour tous les départs compris entre le 21 mai et le 25 juin 1988, les conditions suivantes sont accordées :
- gratuité pour les enfants jusqu'à 4 ans,
- pas de supplément pour chambre individuelle,
- réduction de 350 F par personne et par semaine.

RENSEIGNEZ-VOUS
- dans les agences FRANTOUR TOURISME,
- dans les gares S.N.C.F. de PARIS,
- dans les gares du R.E.R.,
- par correspondance : B.P. 62-06, 75362 PARIS CEDEX 08,
- par téléphone : (1) 45-63-03-14.

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

BULLETIN RÉPONSE

Pour répondre : entourez la bonne réponse ou écrivez-la en toutes lettres.

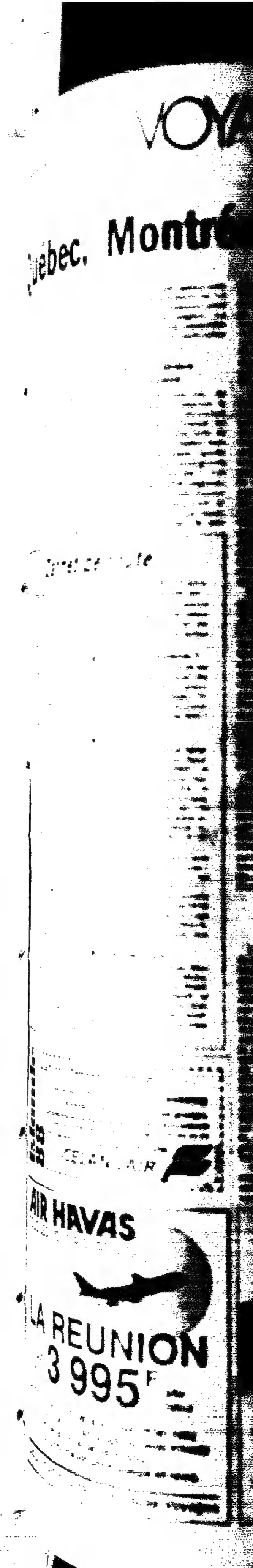
- Une cathédrale a été construite dans une mosquée. Dans quelle ville européenne se trouve-t-elle ?
- La première Caravelle reçue par AIR FRANCE a été mise en service sur la ligne Paris-Rome-Adrienne-Istanbul. A quelle date (mois et années) ?
Avril 1959 Février 1960 Mai 1959 Octobre 1959 Mars 1960
- Quel Anglais, de la fin du XIX^e siècle, héritier des Irlandais, donna son nom sans le vouloir à la péninsule ?
- En 1987, combien d'escales la compagnie AIR FRANCE a-t-elle ouvert en Europe ?
6 12 14 25 10
- Sur quelle île se trouvent les falaises qui servent au tournage des "Canons de Navaronne" ?
Crète Rhodes Irlande Sicile Corse
- Combien y a-t-il actuellement de sièges en classe affaires sur les AIRBUS A 300B2 (moyen courrier) d'AIR FRANCE desservant la ligne Paris-Londres ?
- Quel est le célèbre bateau de guerre scandinave qui ne navigue jamais ?
- AIR FRANCE recevra, à partir de mai 1988, ses nouveaux AIRBUS A 320, l'avion commercial moyen courrier technologiquement le plus avancé du monde. De quel type de réacteurs sont-ils équipés ? (réponse la plus précise possible).
- Quelle ville fut construite au XVI^e siècle par un prince, puis pratiquement abandonnée pendant 400 ans ?
- AIR FRANCE propose ses tarifs "Jeunes" aller simple en Europe. Sur combien de liaisons, au départ de Paris et de la province, ces tarifs existent-ils disponibles en février 1988 ?
10 45 50 69 75
- Parmi ces 3 endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe Auguste ?
Grand Louvre Parking Forum des Halles Parking Mazarine
- AIR FRANCE est la compagnie aérienne qui dessert — en vols réguliers — le plus d'escales en Europe. Quel sera, au 1^{er} avril 1988, le nombre de ces escales (territoire national exclu) ?
- De ces cinq pays, lequel est le premier producteur de bananes ?
Malte Islande Finlande Grèce Portugal
- Combien de villes européennes seront desservies par AIR FRANCE au départ de Nice pendant la saison d'été, d'avril à octobre 1988 ?
- Où se trouve le village dont le nom possède 46 lettres ?
Ecosse Danemark Pays de Galles Norvège
- Combien la compagnie AIR FRANCE a-t-elle effectué de vols (un aller + un vol) entre Paris et ses neuf escales en République Fédérale d'Allemagne au cours de l'année 1987 ?
9 420 10 135 11 000 13 250

Question subsidiaire :
En quoi le quotidien LE MONDE est-il un journal européen ? (réponse en trois lignes maximum)

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

Ca bulletin, une fois complété, doit être adressé dûment affranchi avant le : 31 MAI 1988 à : GRAND JEU CONCOURS « DÉCOUVREZ L'EUROPE DE 1992 » BP N° 4 - 93260 LES LILAS

صكرا من الله صل



VOYAGE

Québec, Montréal, même pays

(Suite de la page 17.)

Car si, du côté du port, les petites maisons en brique rouge, sagement alignées, rappellent vaguement l'East End londonien, si, en remontant vers les quartiers résidentiels d'Overmount, au pied de la colline du Mont Royal, aménagée l'hiver en station de ski, les demeures en pierre taillée ont un air victorien (avec, tout de même, une particularité: on n'accède aux étages que par des escaliers extérieurs), ce n'est pas simplement un héritage de l'histoire.

Sur les trois millions d'habitants de Montréal, on compte environ 20 % d'anglophones. « Moi, j'ai appris parfaitement l'anglais pour avoir le droit de parler français devant les Anglais. A eux de faire le même effort », explique un francophone. Rue Crescent, rue Bishop; on est dans le quartier du luxe, des bou-

tiques de mode, des restaurants chics. Malgré la présence de Le Nôtre, tout près, les commerçants vous accueillent en anglais. La lutte pour le français ressemble un peu, ici, à une revendication sociale...

Chinois, Grecs et Italiens

Elle l'a été, en tout cas, du temps où les Anglais tenaient le haut du pavé, et la « révolution tranquille » a parfois creusé les rivalités. Une crise grave, celle de « la Saint-Léonard », traduit bien l'esprit québécois. Dans quelle langue les nouveaux immigrants allaient-ils être scolarisés? Les laisser fréquenter l'école anglaise, c'était à terme, pour les francophones, perdre la majorité et l'avantage du nombre. Lois, manifestations, protestations: le pro-

blème, endémique, resurgit parfois aujourd'hui encore. Car l'enjeu est d'importance. Il suffit de remonter le boulevard Saint-Laurent, qui sert aussi d'axe central pour s'orienter dans la ville (partagée entre Saint-Laurent-Est et Saint-Laurent-Ouest), pour voir défiler toutes les communautés qui font la richesse de Montréal.

Débarqués au port de Montréal, les immigrants venus chercher le rêve américain s'avançaient dans la ville jusqu'à retrouver leurs compatriotes. Odeurs de brochettes des restaurants grecs, enseignes écrites en italien, manufactures de Bagel's, pâtisseries juives à déguster avec le saumon fumé que l'on consomme, là-bas, au prix du jambon blanc: si l'on ajoute les Haïtiens et les Pakistanais, plus récemment arrivés, ou encore la population asiatique du quartier chinois, on conçoit aisément ce que représente l'assimilation, en français, de ces communautés dites « allogènes »: au total, 20 % de la population de Montréal!

Brassage des cultures, choc des architectures et des styles: le charme de cette métropole, qui rêve aussi de jouer les capitales de la mode et du design, tient beaucoup à ses tensions. L'arrivée à Québec, après deux cent cinquante kilomètres de « chemin du roy » le long du Saint-Laurent qui s'élargit parfois à perte de vue, n'en paraît que plus reposante. Plus encore qu'à Montréal, sans doute parce que la ville, qui compte moins de deux cent mille habitants, se livre d'un seul coup d'oeil d'une de ses multiples hauteurs, on ressent ici la présence du port, du fleuve.

Québec: « l'endroit où le fleuve se resserre », dans la langue des Indiens. Québec, avec sa vieille ville protégée par ses remparts, semblable à un Saint-Malo que surplomberaient tout autour d'étranges gratte-ciel. Ville d'histoire, de tradition, classée au patrimoine mondial, qui laisse à Montréal l'agitation des affaires. On se contente ici de gouverner. En toute sérénité.

Meurtrissures de l'histoire

Lanternes rétro sur les façades de pierre: petites rues étroites qui butent sur les escaliers de bois séparant la ville basse de la haute: la visite, ici, n'a aucun sens imposé. Lugubres repères, la rue du Petit-Champlain, tout en bas, autrefois fréquentée par les mauvais garçons du port et aujourd'hui repaire des artistes; la place Royale, berceau de la civilisation française en Amérique du Nord. Il faut accepter de se perdre, de flâner plusieurs heures durant, pour découvrir une impasse oubliée, ou l'enseigne d'une boutique inchangée depuis des siècles... Il faut aussi prendre ses distances, faire le voyage sur le « traversier », comme on dit joliment ici, jusqu'à Lévis, la bourgade d'en face.

Vues de loin, les petites maisons aux façades multicolores accrochées aux berges du fleuve

semblent sommeiller... Le château Frontenac, grand hôtel de style médiéval (il date en réalité du dix-neuvième siècle), lui donne une touche irrégule avec ses tourelles et ses créneaux.

Et pourtant, malgré cette apparente douceur de vivre, Québec, comme l'âme québécoise, n'est pas tout d'un bloc. Toutes les tensions, criantes à Montréal, sont aussi présentes à Québec. L'édifice du Parlement où siège l'Assemblée, calqué sur celui de Londres, ne vient qu'en second dans la visite. On commence toujours par vous montrer les plaines d'Abraham, le champ de bataille qui vit, en 1759, la défaite de la Nouvelle-France, tombée aux mains des Anglais. On joue au soccer (football américain), on fait son footing entre les tours et les canons dans un parc, mais la mémoire est présente et la devise du Québec: « Je me souviens », revient, plus que partout ailleurs dans les conversations.

« Plancher » sur le Saint-Laurent

Sans culte excessif pour autant. Ville universitaire - l'université Laval, en plein centre-ville, est une des plus importantes universités francophones, - Québec vit aussi le présent et le vit bien. A côté du Parlement, un immense bâtiment de béton: des centaines de bureaux, le siège de la plupart des ministères du gouvernement. Encore un petit tour sur la Corniche, au-dessus du Saint-Laurent. Installé sous le kiosque à musique où l'on semble attendre indéfiniment un orchestre viennois, assis sur un banc qui fleurit bon le bois de sapin, on laisse son regard parcourir le fleuve.

D'un côté, l'île d'Orléans, avec ses pêcheurs, ses cultivateurs qui viennent vendre leurs produits au marché de Québec (visite indispensable pour qui souhaite trouver le meilleur sirop d'érable qui soit!). Mais de l'autre, les cheminées, les fumées et les vapeurs des usines de pâte à papier ou des raffineries.

C'est d'ailleurs un problème, explique un Québécois. Lorsqu'on passe là-bas en voiture, l'hiver, on est obligé de s'arrêter pour essayer le pare-brise tellement il y a de pollution... Un autre se plaint de la saleté de l'eau, l'été, lorsqu'il va « plancher » sur le Saint-Laurent...



Renée ACOU

Car c'est aussi ce qui fait la particularité du Québec: on y travaille à l'américaine, on y relève de grands défis technologiques - notamment dans l'hydroélectricité et l'aéronautique, - mais on ne renonce pas pour autant aux petits riens qui font la qualité de la vie. Particulièrement à Québec, ce qui a fini par coller à ses habitants une étiquette d'aristocrates un peu snobs...

La ville détient, paraît-il, le record de restaurants au kilomètre carré et la nuit sur Grande Allée ressemble à une gigantesque « party ». Dès les beaux jours, on y déambule par petits groupes, d'une terrasse de café à une boîte bondée, tandis que des couples s'éloignent parfois discrètement vers le Saint-Laurent qui en a vu passer d'autres...

JEAN-LOUIS ANDRÉ.

Carnet de route

- **Formalités.** Passeport en cours de validité et billet de retour.
- **Santé.** Une assurance santé est conseillée. Celle proposée par AVA (48-78-11-88), par exemple.
- **Monnaie.** Actuellement, 1 dollar canadien = 4,85 F.
- **Adresses utiles.** A Paris, l'Office du tourisme du Québec, 11 bis, rue de Presbourg, 75016 Paris. Tél.: (1) 45-00-95-95. S'y procurer notamment le Guide des voyages au Québec 88.
- **Sur place, utiliser les très pratiques petits guides publiés par l'office du tourisme local, avec suggestions de circuits, cartes et plans divers.**
- **Pour organiser votre séjour, si vous le souhaitez, deux bonnes agences réceptives: Tours Plus, 5801, rue Montclair, (514) 481-2943 et, pour des formules sportives, Horizon Bonnat, 5815, des Erables, (514) 270-3798.**
- **Comment s'y rendre?** Le Canada étant, comme les Etats-Unis, à la mode, les charters ne manquent pas. Mais attention, ils sont pris d'assaut, surtout en juillet/août. Citons Air Canada (47-42-21-21), Wardair (42-61-54-24) et Air France - Air Charter (45-35-61-61). Signalons également que de nombreux voyageurs affrètent des charters qu'ils vendent sans autres prestations: Carrefour du Canada-Air Transat, Jet'Am, Jumbo, Nouvelles Frontières, Go Voyages...
- **Go Charter, Traffic Tours, Zénith, Canadien National, etc.** Les prix varient entre 2 100 F et 3 600 F aller-retour selon le transporteur et les dates choisies. Comptez autour de 3 000 F en été.
- **Comment s'y déplacer?** On peut louer une voiture sur place, notamment dans les aéroports. Les principaux loueurs sont Avis, Budget, Tilden - Europcar, Hertz et Canadien National. A partir de 900 F par semaine.
- **Où loger?** A Montréal, Le Nouvel Hôtel, 1740 Ouest, boulevard René-Lévesque (514) 931-8841 et Le Méridien, 4, Complexe Desjardins (514) 285-1450. A Québec, l'Auberge Saint-Louis, 34, rue Saint-Louis et, sur l'île d'Orléans voisine, une suberge, La Goëliche, 22, avenue du Quai-Sainte-Pétronille (418) 828-2248.
- **A Montréal, deux restaurants parmi des centaines d'autres: Les Filles du Roy, 415, rue Saint-Paul (514) 381-1777, pour une cuisine traditionnelle dans un décor du dix-septième siècle et, plus branché, Le Cage aux Sports, 395, rue Le Moyne, 288-1115 et 2250, rue Guy 931-8588.**
- **Quelques guides.** La Visa et le Guide Bleu (Hachette), le Guide Vert Michelin, le Guide Marcus, le Nagel, un « Petite Planète » (Souli), un « Que sais-je ? » (PUF), un Québec pratique (Nathan) et l'excellent guide des carnets du voyageur (Gallimard).

Où fait-on?..

UN SHOPPING DE ROI à Jersey

DE TRES BELLES POTERIES à Jersey

DU SURF DE L'EQUITATION DU GOLF à Jersey

UNE BATAILLE DE FLEURS à Jersey

DE MAGNIFIQUES PROMENADES à Jersey LA BELLE ANGLO-NORMANDE!



Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, et pour recevoir une documentation en cliquant, avec la promesse de retourner ce coupon à: Islande de l'île de Jersey, 10, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. (1) 47 42 82 82. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h30. Minitel: Code 36 15 + JERSEY.

Form with fields for name, address, and postal code.

Islande

Vacances? Pensez ISLANDE!

□ séjour à la ferme □ pêche □ trekking

□ en voyages individuels □ en groupe.

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR

5, Bd des Capucines 75002 Paris (1) 47 42 52 26

INFO. MINUTEL: 36.16 code 07ISLAND

ICELANDAIR

AIR HAVAS

TOUS LES VOLS POSSIBLES

LA REUNION

à partir de: **3 995 F** aller retour

EN VENTE: AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS

Tél: 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.

Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

ACCESS

NEW YORK 2000 FAR

	A.S.	A.R.
LOS ANGELES	1500	3000
SAN FRANCISCO	1500	3000
Miami	1450	2950
CHICAGO	1600	3200
DALLAS	1600	3200
WASHINGTON	1400	2800
ORLANDO	1600	3000
MONTRÉAL	1000	1800
CALBARY	2195	3705
NO DE JANEIRO	3440	4930
MISCO	2505	4300
BANGKOK	3280	4780
SYDNEY	4080	7980
ANTILLES		2800

NOUVEAU

réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

5, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

Concours Europe de 1992

AIR FRANCE // RÉPONSE

Form for the Air France contest, including fields for name, address, and postal code.

« CHEEEEEEESE... »
VOICI LE FROMAGE BLANC DE L'ÉTÉ

Comme il est agréable, ce léger parfum qui flotte dans l'air !
Sentez... respirez à fond : c'est le parfum de l'été, celui des journées qui s'éloignent par moments, celui des vacances, celui des moments passés à l'écouter, à discuter joyeusement entre amis.
Saison blanche où tout s'allège, tout se simplifie.
S'il est un domaine où l'on désire se faciliter la vie en été, c'est bien celui de la préparation des repas : se succèdent alors sur nos tables : crudités, rôtis froids, salades et rognons des merveilleuses barbecue-parties où chacun devient le cuisinier de sa propre brochette.
Mais peut-être rêvez-vous aussi d'un fromage goûteux, frais et léger ?
Le voici : le délicieux fromage blanc à l'anglaise de GERVAIS, il se nomme :

« Cottage »
D'une consistance étonnante et toute nouvelle, ce nouveau fromage blanc - à la fois granuleux et fondant - se déguste seul, par pure gourmandise ou en accompagnement de crudités et de salades ou encore avec un peu de sel, de poivre, des fruits et pourquoi pas quelques feuilles de menthe.
Tout blanc, tout léger, avec ses 20 % de matières grasses, Cottage vous offre un goût sublimement salé et délicieusement frais.
Présenté sous un conditionnement pratique, Cottage sera la base de multiples idées de recettes pour la cuisine légère des jours d'été.
Cottage, c'est le réflexe gourmand des vrais amateurs de fromage blanc qui veulent se simplifier la vie.
Cottage est en vente dans tous les magasins d'alimentation et les grandes surfaces au prix approximatif de 7,50 F.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 SAINT-HIPPOLYTE
Pour vos vacances
HOSTELLERIE MUNSCH***
AUX DUCS DE LORRAINE
Au pied du Haut-Koenigsbourg.
Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable. 1/2 pension.
Tél. 89-73-40-09.

Côte d'Azur

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Mapotel Best Western**+NNN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurants de Qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Téléc 470-410.

Provence

ARDÈCHE
07280 JOYEUSE
HOTEL LES CÈDRES**
Découvrez les gorges de l'Ardeche en canot. 1/2 pens. 5 jours 1705 F. Piscine, parc, parking.
Tél. 75-39-40-60.

Sud-Ouest

24580 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGOR
HOTEL LA CLÉ DES CHAMPS
+NNN. Piscine. Praticité. Ciments pédestres. Équitation 2 km. Tentes chamb. w.-c. + bain.
Demi-pens. et pension 180 F à 255 F.
Tél. (16) 53-29-95-94.

Montagne

05470 AIGUILLES-EN-QUEYRAS
HOTEL SUPÉRIEUR
Soleil et flore du Queyras.
Randonnées accompagnées. Piscine. 159 F par jour, pension complète.
Tél. (16) 92-44-24-80.

Auvergne

Vacances Détente !
AU FAMILY HOTEL**
Assesseur. Piscine. Tennis. Parc 1 ha. Parc. An. Eau. Descentes. 1880 VIC-SUB-CÈRE.
Tél. 71-47-55-40.

Molines-en-Queyras

HÔTEL RESTAURANT LE CHAMPOIS**+NNN
LOGIS DE FRANCE
Cuis. gastronomique. Soleil, calme, rando. Santé. Seau. pens. 128 F à 1743 F TTC.
Tél. 17-11-1025 F à 1365 F TTC.
- 15 J jusqu'au 19/10/1988.
Tél. (16) 92-45-83-71.

Haïie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES**+
(près du Théâtre Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Télex : 411550 FENICE.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Completement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. GOTTI
Tél. 19-41/93/330282 - Téléc 846143
Via Sampione, CH 6600 LOCARNO.

LEYSIN (Alpes vaudoises)
A 4 h 30 de Paris (TGV par Lausanne). Dans un cadre alpin exceptionnel : détente, sports, études, loisirs. Forfaits détente-paquets-séjours... une semaine 450 FS (env. 1800 FF).
Renseignements et offres :
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/24-22-44.

TOURISME
VOYAGEZ EN VIDÉO

France et 40 pays.
195 F les 500 diapos sur cassette VHS + 200 p. de texte. Ed. F. ODIL 1368
Routis de la Motte 83490 LE MUY.

Pour tous les randonneurs qui veulent profiter au mieux de leur voyage,
« LES HAUTES ROUTES »
des randonnées glaciaires d'altitude encadrées par des guides de haute montagne
(Dolomites, Autriche, Écrins, Vanoise...)
Brochure sur demande au :

RENARD VAGABOND
Vacances « hors-traces »
30, galerie des Balcons, 38100 GRENOBLE
Tél. : 78-40-18-80 et 78-09-14-82.
Agrément Tourisme n° 238007 ANCEPS.

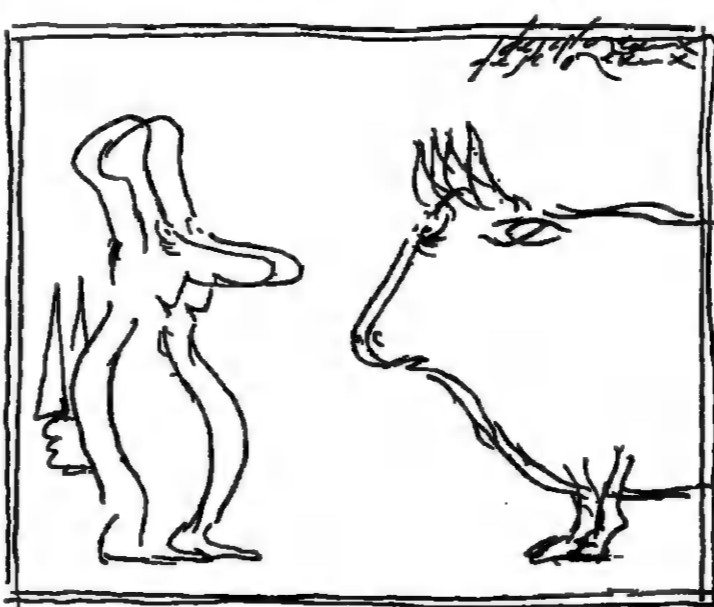
L'ÎLE DE JERSEY

« LA BELLE ANGO-NORMANDE »
Au printemps, l'île dévoile ses 116 km² de charmes.
Elle revêt sa robe fleurie, dévoile ses plages de sable d'or, baignées ses 850 km de merveilleuses petites routes.
Elle vous ouvrira grand les portes de sa superbe réserve d'animaux en voie de disparition, sa ferme aux papillons, les serres où s'épanouissent cinq mille variétés d'orchidées.
Elle vous accueillera dans ses cinq cent cinquante hôtels et pensions : elle y dressera la table autour de laquelle vous dégusterez crustacés, primurs, poissons et laitages du cru, tout cela arrosé des meilleurs vins français, aux meilleurs prix.
Dans les pittoresques rues pittoresques de Saint-Hélier, la capitale, elle vous tentera par les prix hors taxes de ses multiples magasins.
Et, enfin, elle offrira le stress de la vie moderne.
JERSEY, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière.
Pour documentation en couleurs, adresse à :
MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY
19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS
Tél. (1) 47-82-93-68

LA TABLE

Une affaire très lyonnaise

J'ÉTAIS furieux. Le temps ne m'eût point manqué, j'eusse sauté dans un avion pour, le soir même, m'installer Chez Rose (4, rue Rabelais, tél. : 78-60-57-25) à Lyon, et commander à Gérard Astic, fils de Marcel disparu, un gras double à la lyonnaise. Je dis au Bouchon lyonnais (12, rue Pizay, tél. : 78-28-10-94), chez les successeurs de Monique Dussaud. Ou encore ailleurs : ce ne sont pas les maisons de tradition qui manquent à Lyon !
Pourquoi furieux ? Je venais de recevoir un livre, *Les Bons Plats de pays* (Rustica). Certes, il faut se dépêcher de lire de ces choses, et c'est ce que j'avais fait en découvrant que le bœuf miroton était spécialité d'Artois ; que la soupe de poisson (sans « s ») est, à Marseille, complétée d'Edam étuvé ; que le haricot de mouton est à base de margarine végétale ; que les auteurs (ils se sont mis à quatre !) n'ont point entendu parler du gratin savoyard, de l'entrécôte marchand de vin, de la soupe au pistou et de cent autres plats de nos provinces, ou encore qu'ils mettent des haricots verts dans la niçoise. Mais soudain, voyant qu'ils mettaient aussi la tomate dans le gras double lyonnais, j'ai rugi.
Mais je n'avais point le temps d'un pèlerinage aux sources. Je l'ai fait en relisant la *Cuisine lyonnaise* que le bon Félix Benoit vient de faire rééditer chez Solar. Il y a là-dedans le gras double de



Gérard Astic, celui de *Chez Georges* (8, rue du Gare), tél. 78-28-30-46), où Bernard Foulquier a succédé au cher Georges Drebet (chez qui, il y a des lustres, nous fondâmes les Fracs-Mâchons !), celui enfin de Jean-Paul Lacombe, fils de Paul, disparu lui aussi (*Léon de Lyon*, la maison-mère, mais aussi surtout son *Bistrot de Lyon*, 64, rue Mercière, tél. 78-37-00-62).
Et, bien entendu, aucun d'eux, en leur variété, ne comporte de la tomate : en gros, il s'agit de gras double (caillotte, bonnet, feuillet) taillé en très fines lamelles.
Les ajouter dans la poêle où ont été déjà blondis des oignons émincés (soit à l'huile, soit au saindoux, selon le goût). Saler, poivrer, moutarder (si vous aimez), un peu de vinaigre au besoin mais surtout un coup (un petit coup) de vin blanc sec. Mélanger le tout, couvrir, laisser cuire et « transpirer ». Au moment de servir, ajouter une persillade (légèrement ailée si l'on aime).
Voilà le vrai gras double à la lyonnaise.
Cependant, ce même gras double peut être aussi traité en « tablier de sapeur ». La bonne

Léa a pris sa retraite, mais son successeur, Philippe Rabatel, conserve et le cadre et les gourmanderies de la Voûte (11, place A-Gourju, tél. : 78-42-01-33) et vous le proposera heureusement.
Il s'agit de beaux morceaux carrés taillés épais dans de la fraise de bœuf, cuits puis égouttés et marinés au moins trois heures dans du pouilly-faïssé avec un demi-jus de citron, quelques gouttes d'huile, un peu de moutarde forte, sel et poivre. Egouttés au bout de ce temps, il n'est plus qu'à les tremper dans une « anglaise » (un œuf battu dans un peu d'eau froide, une cuillerée d'huile, sel et poivre) puis les rouler dans de la mie de pain fraîche. Bien faire adhérer celle-ci et cuire les « tabliers » six minutes en poêle dans moitié beurre et moitié huile. Servir avec soit une gribiche, soit une tartare (les auteurs des *Bons plats de pays* semblent confondre mayonnaise et tartare alors que, dans cette dernière, il faut employer des jaunes d'œufs durs !)
Lyon à Paris ? J'ai dégusté un excellent gras double lyonnais au *Bistrot de l'Etoile* (13, rue Troyon, tél. : 42-67-25-95). Il faut citer aussi comme légations lyonnaises capitales : le *Bellecour* (22, rue Surcouf, tél. : 45-51-46-93), *Moissonnier* (28, rue des Fossés-Saint-Bernard, tél. : 43-29-87-65), et, enfin, le *Petit Mâchon* (123, rue de la Convention, tél. : 45-54-08-62).

LA REYNIÈRE.

SEMAINE-GOURMANDE

Ma cuisine

Alain Donnard exoit, voici René Sourdeix. Même enseignement pour ces aimables salles sagement coquettes. Même cuisine ? Point tout à fait, mais certainement même conscience professionnelle, même amour du métier.
René Sourdeix, corrézien d'origine, prépare un bon foie gras « au naturel » (125 F), l'andouille de viande à la ficelle (55 F), des gratinés de veau à la moutarde violette (110 F), une astouffade d'agneau (77 F), un pigeon rôti au jus de noix vertes (135 F). Mais aussi la soupe de moules (48 F), des rougets farcis sauce gentiane (125 F), une matelote traditionnelle (95 F) avec un bon plateau de fromages de chez Alloise (rue Poncelet) et de savoureux desserts. De surcroît, les petites crêpes apéritives et le pain sont « maison » et bien savoureux. Le service est attentionné, la carte

Les Béatilles

C'est le nom d'un apprêt culinaire (crêtes et rognons de coq, ris d'agneau, etc.) que l'on doit à Catherine de Médicis. Du latin *beatus* (bienheureux), ces béatilles furent jadis petits objets de dévotion. Brillat-Savarin dirait qu'ils méritent les dévotions des gourmets. En prenant cette enseigne, pour une maison toute neuve, aux tons blancs style jar-

Auberge Perraudin

J'ai parlé récemment de cette petite et sérieuse maison du quartier de la Bourse. Un mot seulement cette fois pour signaler le menu (150 F), très remarquable. Choisir entre 5 entrées (assiette de poissons fumés, salade landaise ou, à découvrir, une terrine de maquereaux sauce crème aux herbes), cinq plats (escalope de saumon à l'oseille inspirée de la création des amis Troisgros, fri-cassée de volaille au vinaigre de xéres, steak au poivre, etc.), fromages normands et assiette de desserts. Beaucoup de petits vins à petits prix.
● AUBERGE PERRAUDIN,
164, rue Montmartre (2),
Tél. : 42-36-71-09,
fermé samedi midi et dimanche.
Parking Bourne, C.B.-A.E.-D.C.
L. R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools
CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMACHES
VENTEUL 61200 ÉPERNAY. T. 29-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.
Cuvée 1982 de « Médégar ». Médaille d'argent,
concours collection mondiale. MONTREAL 1988.
BORDEAUX SUPER. Fco TTC
1985, 120 cent. à 18 F 2160 F
1985 120 blanc sec 1500 F
1973 ou 1974, 36 b. 1092 F
BELLOT, vigneron
33628 LABUSCADE. Tél. 57-68-60-41.

les gourmets font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO Glacier
5901 Bd de Reuil, 75012 PARIS
Tél. 41 83 70 17
Mo DAUMESNIL (Félix Eboué)

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA - PORTE D'ORLÈANS LA BONNE TABLE 45-39-74-91 F. sam. dim. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS. <hr/> BASTILLE L'ENCLOS DE NINON, 7e les jours : 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 6. Spécialités SUD-OUEST.	ROME - VILTIERS EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 43-87-28-87. PAELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS. F/andé, mardi. Plats à emporter. <hr/> CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS HELLMAN, 37, r. Franc-J., 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41 COPENHAGUE, 1 ^{er} étage. F. midi. FLORA DANICA, et son jardin r.d.s. SAUMON, RENNE, CANARD SALE. <hr/> GÖBELINS ENTOTTO 45-67-66-51 - F. dim. 42-36-10-82, r. L.-M.-Nordmann, 13. Spécialités éthiopiennes.	JARDIN DES PLANTES LE HONGROIS DE PARIS LE PAPIKA, 43, r. Poliveau, 5. 43-31-63-84. Orch. trépage de Budapest, le soir. <hr/> LES HALLES CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-82. Ses caves du XV ^e . F. sam. et lundi. P.M.R. 170/200 F.	PALAIS ROYAL LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Pis- Chappe, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Prix. fis. env. 230 F. <hr/> PARMENTIER LE FLEURY, 139, av. Parmentier, 10. F. marc. 42-38-36-97. Choix de poissons et sa carte.	SAINTE-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8, 45-22-23-62. Cassoulet 90 F. Confit 90 F. <hr/> SAINTE-GERMAIN DES PRÉS LA POULX, 2, rue Clément (6 ^e), R. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

مكتبة المنى

Irlande n'est

BLE
très lyonnaise



Les gâteaux...
GOURMANDE

Alberto Ferrando
CYCLISME : la course Paris-Moscou

France
RAI
QUARTIER

FOOTBALL : Portrait d'un espoir

La jeune gloire d'Eric Cantona

L'équipe de France espoirs ne sait pas encore quand elle disputera la finale du championnat d'Europe contre la Grèce. Les deux fédérations s'arrivent pas à se mettre d'accord sur les dates. D'ordinaire, un tel problème d'intendance pour une compétition secondaire aurait été réglé dans l'indifférence. Cette fois, la France se passionne pour ces espoirs qui ont brillamment éliminé la RDA, l'URSS, l'Italie et l'Angleterre. A leur tête, un atterrissant percuteur doté d'une forte personnalité : Eric Cantona.

réglées de ses frasques. A vingt et un ans, ce garçon est déjà un personnage. Il n'a pas attendu l'immunité de sa gloire nouvelle pour shooter avec ardeur dans les conventions du football professionnel.

affirme-t-il. J'ai besoin de la nature, elle a toujours le même langage, on ne peut pas être déçu par elle. Cette érnite qui marade son plaisir aux marges du football professionnel serait-il un brin misanthrope ?

AUXERRE de notre envoyé spécial
Il ne joue en première division que depuis deux saisons. Il ne porte le maillot de l'équipe de France que depuis quelques mois. Mais, déjà, il n'est question que de lui. A l'Olympique de Marseille, au Matra Racing, à l'A.S. Roma, même, on racle les fonds de tiroirs pour rassembler les milliards de centimes (plus de 20 parait-il) que réclame l'A.J. Auxerre pour son transfert.

Cantona reste dans le foot, mais il part d'Auxerre, « le club à qui je dois tout mais dont les mythes ne sont plus à la hauteur de mes objectifs ». Ce départ surprise, peu de temps après la signature d'un contrat de huit ans, trahit un tempérament déviant. « Je suis complètement instable, reconnaît-il. Normalement, je suis Géméaux. Mais l'instabilité, c'est quelque chose de charmant. S'il y a un titre de film que je déteste, c'est La vie est un long fleuve tranquille. Moi, je préfère les flammes d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Ils sont imprévisibles et ils peuvent vous emporter brusquement ».

Le cours de la vie d'Eric Cantona va donc changer. Actuellement instable avec sa femme Isabelle dans une ferme isolée, dépourvue de téléphone, il risque de se retrouver dans une grande ville. « Je dénicherais toujours un coin de verdure ».

TENNIS : Tournoi de Wimbledon
165 000 livres au vainqueur



Dans la coupe que brandissait Pat Cash après sa victoire sur Ivan Lendl en finale du Tournoi de Wimbledon 1987, il y avait un chèque de 155 000 livres sterling. Cette année, le vainqueur de la plus ancienne épreuve du Grand Chelem remportera 165 000 livres, c'est-à-dire près de 1,7 million de francs. La dotation totale du Tournoi disputé du 20 juin au 3 juillet passera, elle, de 2 470 020 livres à 2 612 126 livres. La gagnante de la finale dames recevra 148 500 livres, 9 000 de plus qu'en 1987.

CYCLISME : la course Paris-Moscou

Petites reines au pays des soviets

ON en parlait depuis longtemps. C'est maintenant officiel. La course cycliste Paris-Moscou se déroulera du 7 au 27 mai 1988. Elle remplacera le célèbre Course de la paix, qui aura lieu cette année pour la dernière fois (départ le 9 mai de Bratislava). Cette ultime édition de l'épreuve la plus importante des pays de l'Est coïncide avec son quarantième anniversaire.

L'itinéraire, long de 3 000 kilomètres environ, n'est qu'ébauché. Les coureurs commenceront par faire Paris-Brest-Litovsk à la frontière germano-soviétique, un nom qui évoque le traité de paix de 1918. Au cours de ce long trajet, ils franchiront les Vosges ainsi que les monts du Taunus, en République fédérale allemande, et les monts des Géants dans les Sudètes. Les principales étapes ont été prévues à Halle, Berlin, Dresde, Prague, Wrocław, Lotz et Varsovie. Ensuite, l'organisation battra le record des transferts. Un pont aérien de quelque 1 200 kilomètres entre Prague et Moscou, seulement interrompu par un critérium à Minsk, permettra de rejoindre rapidement la capitale soviétique où un final contre la montre désignera le vainqueur.

SKI ALPIN : la démission de Jean-Pierre Puthod

L'échec d'un système

NOUVEAU épisode dans la crise structurelle de la Fédération française de ski (FFS) : un communiqué du président, Bernard Chevallier, a annoncé, le 4 mai, la démission du directeur technique national (DTN), Jean-Pierre Puthod. Nommé à ce poste en juin 1987, celui-ci a refusé de voir ses fonctions limitées à celles de directeur du ski alpin.

France depuis 1984, avant les Jeux olympiques de Calgary. Quand, à la fin de cet hiver, l'entraîneur helvétique annonça qu'il ne demandait pas le renouvellement de son contrat, Jean-Pierre Puthod parut avoir gagné. En fait de guerre, il n'avait remporté qu'une bataille. Son action avait suscité, dans les disciplines nordiques et artistiques, des réactions de rejet. Toutefois, la plus grosse erreur de DTN a été de vouloir passer par-dessus les élus de la fédération.

Autant Jean Barthélemy avait été un président efficace, autant son successeur Bernard Chevallier est déterminé et ambitieux. Maire des Contamines (Haute-Savoie), proche de la majorité parlementaire, président du puissant Syndicat des monteurs de ski, il a géré le « patch Puthod » en politique habile. Quand le DTN s'est retrouvé en position de faiblesse, il lui a fait une proposition inacceptable : diriger seulement le secteur alpin de la fédération. Il n'y a plus guère de points communs entre les trois disciplines - alpine, nordique, acrobatique - couvertes

LES HEURES DU STADE

Table listing various sports events: Athlétisme (Super marathon), Basket-ball (Finale aller), Cyclisme (Tour d'Espagne), Escrime (Challenge Martot), Football (Championnat de France), Karaté (Championnats d'Europe), Rugby (Championnat de France), Coupe de France, Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes, Coupe d'Europe de Malines, Coupe de France, Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes, Coupe d'Europe de Malines, Coupe de France, Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes, Coupe d'Europe de Malines, Coupe de France, Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes, Coupe d'Europe de Malines.

Heureusement, l'Irlande n'est qu'à 1000 F des présidentielles.

Votez pour le car-ferry : il a baissé ses tarifs de 42% et offre un aller et retour voiture comprise à 945 F par personne en pleine saison si vous êtes deux à partir. Très bon programme, non ? Ou votez pour l'avion : avec une baisse de 49% et un aller et retour haute saison qui démarre à 1090 F, c'est un excellent candidat.



Office National du Tourisme Irlandais
9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris - (1) 42 61 84 26 - Minitel : 3616 + Irlande.
Allez loin sans aller loin.

Culture

THÉÂTRE

Marcel Maréchal joue Sganarelle Le frère de dom Juan

En 1969 Marcel Maréchal venait de prendre la direction du Théâtre du VIII^e à Lyon, invitait Patrice Chéreau à monter Dom Juan et interprétait un Sganarelle roublard... « Le discours de dom Juan fascine Sganarelle. Il lui dit : « Vous parlez comme un livre, la prochaine fois je mettrais mes raisonnements par écrit. » Il attache de l'importance aux discussions. Il est dominé par le non-conformisme de dom Juan, par sa marche vers les terrains inconnus de la pensée. Il a peur, mais il n'est pas soi-disant qu'on veut bien le dire. Simple-ment, il n'a pas les moyens culturels, matériels de manifester le même courage que l'aristocrate habitué aux privilèges. Et si dom Juan prend le temps de lui parler, essie de le convaincre, c'est peut-être qu'il a besoin de s'adresser à quelqu'un dont les modes d'accès à la connaissance sont très loin des siens. Ils ont besoin l'un de l'autre. Ils sont étroitement liés par une connivence amoureuse. En tout cas fraternelle. » Dom Juan n'est pas un mythe, c'est un être humain, fragile, qui mène une démarche suicidaire tout en désobéissant à la vie, qui se laisse traverser de toute part et Sganarelle est touché par la fragilité de cet homme capable de lui apporter des réponses... Il est plus attentif qu'il y a vingt ans ! A la limite, je pourrais dire que je poursuis un travail commencé il y a vingt ans.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Marcel Maréchal, Théâtre de la Criée du 6 mai au 18 juin.

CINÉMA

Mes amours de 68, de Goran Paskaljevic Premières armes

En 1968, en Yougoslavie, dans une petite ville, loin de Belgrade, un jeune homme pas trop beau, Peter, amorce le virage le plus serré de sa puberté, le dernier avant la ligne droite de la vie d'adulte. Il est obsédé par les filles, les femmes surtout, il suit en hâtant le voisin, lève ses examens parce que le prof de sociologie a un corps de mannequin, perd la tête à la vue des belles bronzées sur la plage qu'un flot de vagues viennoises inonde. Malheureusement, le père de Peter est un juge, gros, moustachu, borné au-delà de la caricature, récemment inscrit au parti dans l'espoir d'accélérer sa carrière, et il n'apprécie ni les nouvelles qui viennent du printemps de Prague ni la montée de la séve de son rejeton. Il l'envoie chez son cousin boulanger lui faire tomber la température, mais le gamin apprend vite à pécher la boulangère plutôt que les miches autorisées... Bref, rien de très nouveau et un humour assez gras. Une jolie scène avec un grand-père polisson qui encourage son petit-fils à la débauche et à la vie. Peter réussit son bac et aboutit à ses fins dans les bras d'une ravissante Tchèque, la veille de l'invasion de Prague par les troupes du pacte de Varsovie.

ANTIQUITES BROCANTE A LA BASTILLE 5 AU 15 MAI 1988

Antems chorégraphie de SUSAN BURIGE avec STEVE LACY

GRAND CONCOURS Ferrat EN DISQUES COMPACTS PLUS DE 1000 LOTS A GAGNER !

Communication

Polémiques autour du pluralisme audiovisuel

FR 3 et RFO répondent aux attaques de M. Mitterrand

Les directions des sociétés publiques de l'audiovisuel FR 3 et RFO réagissent vivement aux propos de M. Mitterrand les mettant en cause. Lors de son meeting au Bourget, M. Mitterrand avait attaqué « un poste national » qui « déverse tous les jours des doses de propagande dom ou rougrait dans un pays démocratique », mais qu'on pouvait toutefois oublier « car il s'agit de l'ennemi ». M. Mitterrand ayant précisé qu'il s'agissait de FR 3, la direction de la chaîne fait observer que « l'information tant régionale que nationale respecte scrupuleusement la pluralisme et l'équilibre entre les grandes familles politiques » et que « l'ensemble des professionnels a salué les efforts de FR 3 pour la création télévisuelle et les programmes culturels ».

Réunis en assemblée générale

Les journalistes de « France-Soir » protestent contre un éditorial favorable à M. Chirac

« Comment ne pas accorder sa confiance à un premier ministre qui a su rétablir l'ordre et faire respecter la loi, qui est parvenu à juguler en même temps l'inflation et le chômage, qui a abaissé les impôts et rebâti l'image de la France, qui a mené de front la libération des trois otages du Liban et celle des vingt-trois prisonniers des rebelles canadiens. » Cet éditorial paru à la « une » de France-Soir le 5 mai a provoqué les protestations d'une majorité de journalistes du quotidien de M. Robert Hersant. Réunis en assemblée générale à la demande de l'intersyndicale (CFDT, FO), ils ont adopté par 46 voix contre 23 (sur un total d'une centaine de journalistes) un texte déclinant toute

L'affaire Michel Droit La chambre d'accusation se réunira le 11 mai

L'affaire Michel Droit est à nouveau en suspens. Réunie mercredi 4 mai, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'a pas examiné au fond la demande d'annulation de la commission rogatoire déléguée le 16 mars dernier par le juge Grellier pour enquêter sur les comptes de M. Droit. Présentée par le parquet — qui demandait en même temps le désistement du dossier Valley-Radot, détenu par le juge — cette requête n'avait déjà pas pu faire l'objet d'un examen lors de la première réunion de la chambre, le 22 avril dernier, les radios parties civiles ayant eu connaissance trop tard des réquisitions du parquet pour pouvoir y répondre par écrit. En effet, devant le refus de la chambre de renvoyer l'affaire à une date ultérieure, les avocats avaient saisi le premier président de la cour — M. Pierre Drai — d'une demande de récusation. Demande qui avait eu pour effet de suspendre temporairement les débats mais que M. Drai avait rejeté. Subséquemment, les débats ont été bloqués par la procédure, le différend opposant les avocats des radios aux magistrats de la cour à propos des droits de la défense n'étant pas réglés.

La cour statuera le 11 mai prochain sur le point de savoir si les débats doivent être rouverts sans un arrêt de réouverture des débats pourrait en effet permettre à la partie civile de déposer valablement son mémoire.

MC93 BUBIGNY

ALICE CARROLL PAR LE THEATRE DE LA CHAMAILLE 3 MAI - 22 MAI 48 3111 45

Lors du conseil d'administration

M. Bouygues remercie la rédaction de TF 1 pour sa « maturité »

Réuni le 5 mai, le conseil d'administration de TF 1 a examiné la situation de la chaîne. Situation satisfaisante puisque la Une caracole toujours en tête des sondages, avec une part de marché supérieure à 40 %. Pour la direction de la chaîne, ce succès est essentiellement dû à « une politique dynamique des programmes : la création de quarante-huit émissions nouvelles depuis septembre ». M. Francis Bouygues, PDG de la chaîne, a demandé aux membres du conseil d'administration de s'associer à lui pour « remercier la rédaction et tous les collaborateurs de TF 1 pour la grande maturité dont ils ont fait preuve ». M. Bouygues a tenu à préciser que les résultats de la chaîne étaient « à ce jour équilibrés mais que l'organisation du paysage audiovisuel ne permettait pas pour le moment de décharger la capacité bénéficiaire nécessaire pour assurer un dividende en rapport avec le prix d'acquisition de la chaîne et la mise en place d'une large politique d'investissement ».

A la demande d'un responsable RPR

Saisie d'un hebdomadaire indépendantiste en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE de notre correspondant M. Amédée Adélaïde, président de l'association Pointe-à-Pitre-Renouveau, qui est également l'un des membres du comité de soutien à la candidature de M. Chirac aux Antilles, a obtenu, le 5 mai, de la cour d'appel de Basse-Terre la saisie de l'édition du 25 avril de Lendepandans, l'hebdomadaire officiel de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), principale formation indépendantiste de l'archipel. Le journal a été condamné à 5 000 francs d'amende.

M. Amédée Adélaïde avait été débouté en première instance le 27 avril par le tribunal de Pointe-à-Pitre. L'édition de Lendepandans, parue l'avant-veille du premier tour du scrutin présidentiel, avait mis en cause M. Adélaïde comme étant l'auteur des détournements d'argent évoqués dans le Canard enchaîné du 20 avril et révélés par M^{me} Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie. Un autre hebdomadaire, Sept magazine, avait également largement évoqué cette affaire, mais un accord était intervenu à la veille de sa diffusion entre M. Adélaïde et son directeur de publication pour remplacer cet article par une page de publicité. Plusieurs hommes politiques de gauche et des organes de presse locaux ont commenté cette affaire.

Fin de la grève à la Montagne. — Un accord est intervenu, jeudi 5 mai, dans le conflit qui opposait le personnel de fabrication de la Montagne à la direction du quotidien de Clermont-Ferrand (le Monde du 5 mai). Le journal était de nouveau dans les kiosques le vendredi 6 mai après deux jours de grève.

ANTALYA 1650 F* Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter. SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER. MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS : 46 34 19 79/45 42 03 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Productions Associées Terré la hache du jeu

Variétés no avaient la parole

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE TELEMECANIQUE

FRAMATOME FAIT UNE OFFRE SERIEUSE

PARLONS CLAIR

TELEMECANIQUE et FRAMATOME, leaders mondiaux dans leur domaine d'activités, ont bâti ensemble un projet industriel ambitieux.

Le projet a reçu le soutien massif de la Direction et du Personnel de TELEMECANIQUE (Referendum du 19-4-1988).

FRAMATOME vous propose de prendre 100 % des actions TELEMECANIQUE à 4 500 F par action.*

C'EST CLAIR

L'offre de FRAMATOME est la meilleure et la plus sûre, pour vous, car elle vous protège du risque de réduction.

SCHNEIDER ne vous garantit de prendre que 710.000 actions. Or, 1.129.000 actions** environ peuvent encore être apportées à l'offre. Il existe donc un risque important de réduction.

**FAITES VOS COMPTES et
APPORTEZ VOS TITRES A FRAMATOME.**

NOUS OFFRONS AU MARCHÉ 6,2 MILLIARDS DE FRANCS.

SCHNEIDER N'OFFRE QUE 3,9 MILLIARDS DE FRANCS

SCHNEIDER le sait bien puisqu'il a déposé le 23 mars 1988 une nouvelle surenchère dont l'examen a été différé par la Chambre Syndicale des Agents de Change...

RESTONS CLAIR



LE FUTUR EN TÊTE.

* Une note d'information présentée conjointement par FRAMATOME et LA TELEMECANIQUE ELECTRIQUE (visa COB N° 88-63 du 26.02.88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.
Les termes de la surenchère de FRAMATOME ont fait l'objet d'un avis n° 88-649 de la Chambre Syndicale des Agents de Change en date du 21.03.88.
Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre de titres présentés est inférieur à 610.000, FRAMATOME se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

** Solde d'actions susceptibles d'être apportées : 1.129.000 actions environ (1.626.000 — 352.000 (Coparec) — 145.000 (Cofitel) — 1.129.000)

média-finance • PUBLICIS CONSTELLATION

صكزامن الأصل

ACTIONNAIRES DE TÉLÉMÉCANIQUE

LE JUSTE PRIX : 5.500^F

**SCHNEIDER vous offre 1.000 Francs de plus que Framatome.
Dans tous les cas de figure, notre offre est la meilleure pour les actionnaires.**

L'offre de SCHNEIDER à 5.500 F porte sur 710.000 actions sans restriction alors que Framatome peut renoncer s'il n'obtient pas au moins 610.000 actions.

Nous détenons déjà 352.000 actions. Les titres susceptibles d'être apportés à notre offre ne dépasseront pas 900.000 actions*. Votre risque de réduction est donc très faible.

De plus, SCHNEIDER conserve la possibilité de vous racheter au même prix de 5.500 F tout ou partie du solde restant soit 190.000 actions au maximum (900.000 - 710.000).

*NOMBRE TOTAL D'ACTIONS TÉLÉMÉCANIQUE : 1 626 000

A DÉDUIRE :

Actions déjà détenues par Schneider (Coparc)	352 000
Actions Télémechanique de Cofitel	145 000
Actions détenues par Télémechanique elle-même	14 000
Actions du Fonds Commun de Placement Télémechanique	128 000
Actions souscrites par les salariés dans le cadre du Plan d'options d'actions Télémechanique	34 500
Actions détenues par le Conseil de Surveillance de Télémechanique	8 500
Actions en déshérence (estimation 2%)	32 500
Actions détenues par des personnes physiques et morales affiliées de Framatome dont la CCE (estimation)	43 500

Total des actions à déduire: 758 000

Reste un solde de: 868 000

SCHNEIDER

Pour une alliance Merlin Gerin Télémechanique

Économie

Économie

PROTECTION SOCIALE

En France : les comptables en défaut

Le régime général de la Sécurité sociale vient à nouveau de commettre une bonne surprise. Les rentrées de cotisations enregistrées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS) au 31 mars étaient supérieures de 3,5 milliards de francs aux prévisions de décembre 1987. Déjà, aux tout premiers jours de 1988, on avait constaté un gain de l'ordre de 2,5 milliards de francs par rapport aux prévisions sur la fin de l'année 1987 (le Monde du 13 janvier). Cette nouvelle amélioration permettra à la trésorerie du régime général de passer le premier semestre à des avances de la Caisse des dépôts, alors que les comptes prévisionnels de décembre annonçaient des déficits d'environ 3 milliards de francs entre le 12 et le 15 juin, et à nouveau vers les 12 et 28 septembre.

Ces gains correspondent à une baisse des cotisations non versées sur l'année, - passés en 1987 de 1,99 % du total à 1,82 % : une baisse de 15 centièmes de point qui représente des millions de francs et traduit l'amélioration de la santé des entreprises. Mais ils sont dus surtout à une progression de la masse salariale : celle-ci augmente actuellement au rythme de 4,3 %, alors que les comptes de décembre étaient fondés sur un chiffre de 3,6 %.

L'évolution porte en effet à la fois sur les rémunérations - ce qui pourrait résulter d'une simple avance électorale - des revalorisations de salaire - et à moindre degré sur les effectifs, qui semblent croître légèrement, sur un rythme annuel d'environ 0,1 %, alors que les comptes de la nation prévoyaient une baisse de 0,2 %.

Semer le doute

Déjà les experts des comptes de la Sécurité sociale estiment, comme ceux de l'UNEDIC, que les effectifs salariés ont légèrement progressé (d'environ 0,1 %) en 1987, contrairement aux conclusions de l'INSEE (le Monde du 16 avril 1988). Les rentrées enregistrées au premier trimestre 1988 laissent penser que le mouvement continue, notamment dans les petites entreprises, sous l'effet des mesures d'aide à l'embauche des jeunes : 40 % des remboursements de cotisations à ce titre concernent des établissements de moins de dix salariés, alors que ceux-ci ne représentent que de 17 % de la masse des cotisations.

En tout état de cause, le constat contredit les calculs des comptables nationaux, qui, paradoxalement, viennent en mars dernier de réviser à la baisse leurs prévisions pour 1988, ramenant de 3,6 % à 3,3 % la croissance de la masse salariale en 1988 !

Considérable en chiffres absolus (8 milliards de francs), la différence avec les prévisions ne représente qu'une variation de 1,7 % du total des cotisations - cela illustre une fois de plus la faiblesse relative des mouvements annuels au regard de l'énormité des sommes perçues et versées par le régime général. Par comparaison, on peut signaler que le gain constaté sur l'impôt sur le

Une légère remontée des dépenses d'assurance-maladie

Le taux de croissance des dépenses d'assurance-maladie a légèrement progressé au mois de mars, selon les chiffres publiés mensuellement par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés. En moyenne annuelle, il est passé de 2,3 % en février à 2,4 % en mars.

Mais cette différence très faible résulte de deux mouvements contraires. D'une part, on constate un ralentissement des versements aux hôpitaux, qui n'ont augmenté que de 4,3 % au lieu de 4,5 % pour le secteur public, et de 3,2 % au lieu de 4 % pour le privé. En revanche, il y a une accélération des dépenses de médecine de ville : pour les honoraires médicaux, la progression est de 6,7 % contre 6,3 % en février ; pour les prescriptions, la baisse des dépenses enregistrées auparavant se ralentit (- 1,8 % contre - 2,4 % en février), notamment pour la pharmacie, la croissance des analyses biologiques restant stable (+ 6,2 %).

En fait, le premier trimestre paraît marqué par un redémarrage des dépenses de médecine de ville supérieur aux prévisions. Sur le trimestre, la progression des remboursements d'honoraires médicaux est de 12,8 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier (où, il est vrai, la morbidité avait été particulièrement faible). Pour les généralistes, la reprise d'activité (+ 7,8 % en mars) est notamment due à une épidémie de grippe qui a touché particulièrement les enfants. Mais la progression est nettement plus forte pour les spécialistes : 11,4 % en mars, après 10,3 % en février.

revenu en 1987 dépasserait d'une quinzaine de milliards de francs les prévisions de la loi de finances.

Néanmoins, cette différence irrite fort les experts des comptes de la Sécurité sociale, qui fondent leurs prévisions sur les chiffres des comptes de la nation. Ces rectifications répétées en cours d'année finissent, estiment-ils, par jeter le doute sur la valeur de leurs comptes prévisionnels, aussi bien chez les partenaires sociaux et les responsables politiques que dans le grand public. Elles peuvent laisser croire que les choses s'arrangent toujours et qu'il suffit d'attendre pour que, la croissance et le temps aidant, l'équilibre se rétablisse.

Les experts mettent en cause le système de prévision de la comptabilité nationale : celui-ci enregistre mal l'effet des primes périodiques (au fin d'année) et les évolutions à court terme, en particulier celles des petites entreprises. Or c'est là que se produisent les mouvements aujourd'hui (la croissance des cotisations est deux fois plus élevée dans celles de moins de dix salariés que dans celles de plus de quatre cents) ; c'est là qu'on embauche.

Le souci paraît justifié, même à court terme : si réjouissant soit-elle, l'amélioration des rentrées de cotisations ne suffira vraisemblablement pas à résoudre les difficultés du régime général à la fin de 1988. Difficultés que la trésorerie d'abord, les besoins du régime pourraient dépasser les 10 milliards de francs dès le début de décembre et attein-

dre les 15 ou 20 milliards vers le milieu du mois. Difficultés pour les comptes de l'exercice 1988 ensuite : car, parallèlement, les dépenses d'assurance-maladie semblent augmenter plus vite que prévu.

Cette remontée a trois raisons : la fin de l'effet report sur 1988 de certaines mesures du plan Séguin (notamment la réduction du remboursement des médicaments à vigence bleue, qui s'est commencée qu'en février-mars 1987) ; une reprise de l'activité médicale, favorisée en partie par une épidémie de grippe ; enfin, de revalorisations d'honoraires assez importantes qui n'avaient pu être incluses dans les comptes prévisionnels de décembre. Avec quelques autres mesures de fin d'année (par exemple le plan mètres de famille), tout cela pourrait bien, sans inflation sensible, consommer la moitié du gain prévisible d'ici à la fin de l'année. Moindre (14-15 milliards de francs) que prévu (19 milliards), le déficit ne serait cependant pas négliblé.

Bref, le gouvernement, quel qu'il soit, devra prévoir de nouvelles mesures de financement sans trop tarder. Le maintien sur le second semestre 1988 du dispositif d'urgence - adopté en juin 1987 (augmentation de 0,4 point de la cotisation maladie, de 0,2 point de la cotisation vieillesse, prélèvement social exceptionnel de 1 % sur les revenus du capital), ne rapportant au maximum que 7 milliards, ne suffirait sans doute pas. Triste perspective.

GUY HERZLICH.

En RFA : les médicaments en première ligne

BONN de notre correspondant

« Chacun doit porter une part du fardeau de l'assainissement du budget de la Sécurité sociale. » M. Norbert Blum, ministre du travail du gouvernement du chancelier Helmut Kohl, portait déjà le sien en venant présenter à la presse son projet de réforme du financement de l'assurance-maladie en République fédérale d'Allemagne : un rapport de plus de quatre cents pages pesant 1,9 kilo, où l'on trouve le détail des mesures destinées à contenir la croissance exponentielle des coûts dans ce secteur.

En 1987, les mille trois cent dix-neuf caisses d'assurance-maladie de RFA ont dépensé au total 123 milliards de deutschemarks (11,3 % de plus qu'en 1986 et presque l'équivalent de la moitié du budget fédéral (270 milliards de deutschemarks). Entre 1960 et 1987, les dépenses de santé ont été multipliées par 14, alors que les salaires quinquuplaient (2). En moyenne, les assurés sociaux ouest-allemands payent une cotisation correspondant à 13 % de leur salaire brut, et les employeurs une part équivalente.

Le ministre du travail a décidé de prendre à bras-le-corps ce problème, et de risquer l'impopularité non seulement auprès des usagers, mais aussi des puissants lobbies pharmaceutiques et des professions médi-

cales, qui se sont agrégées pendant plusieurs décennies en puisant dans la manne mise à leur disposition par les caisses d'assurance-maladie. Ce qui était supportable en période d'expansion continue du « miracle économique » allemand ne l'est plus lorsque l'activité est stagnante, le chômage en hausse, et surtout lorsque la structure démographique est en déséquilibre du fait de la proportion de plus en plus grande de personnes âgées, grosses consommatrices de soins et ne versant qu'une cotisation minimale. Des projections apocalyptiques indiquent que dans cent ans l'ensemble du produit national brut de la RFA serait englouti dans les dépenses de santé.

« Bons de maladie »

Non sans un certain courage, M. Norbert Blum a décidé d'élargir quelque peu les mailles du « filet de protection sociale » créé par Bismarck à la fin du siècle dernier et qui n'avait cessé, au fil du temps, de se perfectionner. Le système du « tiers payant » est, par exemple, généralisé : muni de son carnet de « bons de maladie » délivrés par sa caisse, le patient ne débourse rien pour sa consultation médicale, et les médicaments qui lui sont prescrits lui sont délivrés par le pharmacien contre un ticket modérateur forfaitaire de 2 deutschemarks, quel que soit le prix de la spécialité.

Le plan de M. Blum vise à économiser 14 milliards de dépenses en année pleine, dont la moitié serait consacrée à diminuer le taux des cotisations sociales, et l'autre à améliorer la prise en charge des grands malades et invalides soignés à domicile. La principale modification proposée concerne le taux de remboursement des médicaments. Celui-ci se fera dorénavant sur la base de la spécialité la moins chère existant dans un groupe de médicaments. Pendant une période transitoire jusqu'en 1990, les autres spécialités seront soumises à un ticket modérateur de 3 deutschemarks, et, au-delà de cette date, le coût supplémentaire sera payé par l'assuré.

Cette mesure a été vivement combattue par l'industrie pharmaceutique, qui avait pris l'habitude de substituer régulièrement de nouveaux produits aux anciens, avec une substantielle augmentation de prix, ou de changer les conditions-modes pour pousser à la consommation. M. Blum a tenu bon, estimant qu'il « n'y avait pas de raison de faire porter à l'assurance-maladie le paiement de médicaments chers quand ceux qui sont bon marché sont aussi efficaces ». En revanche, il a dû céder au lobby des pharmaciens d'officine sur la rémunération de leurs services.

Le ministère avait songé à payer la marge bénéficiaire du pharmacien forfaitairement par emballage vendu, quel que soit le prix du produit. Cette petite révolution a fait long feu devant la levée de boucliers des pharmaciens, qui craignaient une réduction importante de leurs revenus. Le gouvernement a senti qu'il y avait dans cette grogne des commerçants en blouse blanche un danger politique : cette corporation, dans sa grande majorité favorable aux chrétiens-démocrates, avait commencé une campagne de dénigrement du gouvernement auprès de sa clientèle, particulièrement auprès des personnes âgées.

Taxis et pompes funèbres...

Deux autres corporations ont réussi à faire partiellement reculer M. Blum : celles des chauffeurs de taxi et des entrepreneurs de pompes funèbres. Les premiers s'insurgèrent contre le projet de suppression du remboursement des trajets entre le domicile d'un malade et les centres de consultation, qui était garanti à tous les patients, même lorsqu'ils étaient en état de se déplacer par leurs propres moyens. Le projet prévoit simplement de ne pas rembourser les trajets en taxi dont le montant serait inférieur à 20 deutschemarks. Ainsi pourra se perpétuer un usage maintenant bien établi dans les campagnes, où l'on profite de la consultation hebdomadaire du grand-père ou de la grand-mère chez le médecin à la ville pour aller faire ses courses aux frais de la caisse d'assurance-maladie.

Le ministère envisageait également de supprimer le « forfait obsèques » de 2 300 deutschemarks accordé à chaque assuré social qui passait de vie à trépas. C'était une mesure prise juste après la guerre, dans une période de difficultés économiques, pour assurer des enterrements décentes aux gens dont le patrimoine avait été détruit par la guerre. Les patrimoines se sont reconstruits, mais le « forfait obsèques » était devenu une institution intouchable. Les entrepreneurs de pompes funèbres ont gagné, à force de pressions, un sursis : les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1938 conserveront cet avantage. Les autres devront penser, avant de quitter ce monde, à mettre de côté les sommes qui leur éviteront l'humiliation de l'enterrement des pauvres.

Le projet de réforme doit maintenant subir l'épreuve du Parlement. Le Parti social-démocrate a déjà fait connaître son opposition à un plan jugé par lui profondément antisocial, mais on peut compter aussi sur le porte-parole des professions médicales et paramédicales, nombreux dans la majorité conservatrice, pour mener le combat au nom des intérêts de leurs mandants. M. Blum, qui bénéficie du soutien du chancelier, devra travailler dur à la tribune du Bundestag s'il ne veut pas se retrouver en bout de course avec un projet dénature.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Un deutschemark vaut environ 3,4 francs.

(2) En RFA, selon les dernières statistiques de l'OCDE, 78,1 % des dépenses de santé sont prises en charge par des systèmes publics, contre 71,2 % en France.

TWA

567^F

Pour découvrir l'Amérique dans tous ses Etats.

Découvrir les USA, c'est pouvoir en parcourir tous les états au gré de son humeur. TWA vous offre cette liberté. En effet, votre billet transatlantique TWA vous donne accès au Twestpass TWA. Le Twestpass[®], c'est un forfait composé de 3 coupons minimum d'un coût unitaire de 567 F. Chaque coupon vous permet de relier deux villes de votre choix, quelle que soit la distance qui les sépare.

Et TWA dessert plus de 100 villes américaines. Sauter de la Nouvelle Orléans à la Californie, de Las Vegas à la Floride, de Boston au Colorado et même, pour un tout petit supplément, à Hawaï ou aux Caraïbes, c'est vraiment l'Amérique. C'est vraiment TWA. Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages ; à Paris, TWA au 16 (1) 47.20.62.11 ; en province, notre agent général Worldship.

TWA

Pour le meilleur de l'Amérique.

*Achat de billet 7 jours à l'avance. Validité 60 jours. 3 coupons minimum, 12 coupons maximum - Coupon complémentaire au-delà de 3: 500 F.

Le Monde

UN NUMERO EXCEPTIONNEL

LUNDI 9 MAI DATE MAR

TOUS LES RESULTATS DU SECOND TOUR

SUPPLEMENT SPECIAL

ET DES PAGES D'EXCLUSIVITE POUR LES CADRES

20.15

LE MONDE

6000 ELEC

Le Simco

Marchés financiers

Dow Chemical porte à 5% sa participation dans Montedison

Une OPA se prépare-t-elle sur le groupe milanais Montedison? Rien n'est moins sûr, mais les manœuvres singulières auxquelles se livre actuellement Dow Chemical...

NEW-YORK, 6 mai

Nouveau recul
En deux séances, mercredi et jeudi, les gains enregistrés en début de semaine à Wall Street ont été effacés, les investisseurs devenant de plus en plus nerveux à l'approche de la publication des statistiques américaines...

PARIS, 6 mai

Attentisme
Jour « J » moins decaz, vendredi, à la Bourse de Paris, où, d'une façon générale, les investisseurs ont jugé préférable de se réfugier dans l'attente...

PARIS:

Table with columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Marché des options négociables le 5 mai 1988

Table with columns: VALEURS, PRIX exercice, Options d'achat, Options de vente. Shows option prices for various stocks.

MATIF

Table with columns: COURS, Échéances, PRIX D'EXERCICE. Shows MATIF market data.

Table with columns: CHANGES, BOURSES, INDICES. Shows exchange rates and stock indices.

Table with columns: LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES. Shows interbank foreign exchange market data.

Table with columns: TAUX DES EUROMONNAIES. Shows Euro currency rates.

Table with columns: VALEURS, Cours du 4 mai, Cours du 5 mai. Lists stock prices for NY market.

LONDRES, 5 mai

Après une évolution en dents de sautoir durant une grande partie de la séance, la Bourse de Londres a terminé la journée de jeudi en baisse...

TOKYO, 6 mai

Après trois jours fébriles en raison de la « Golden Week », la Bourse de Tokyo a ouvert ses portes sur une baisse assez sensible...

FAITS ET RÉSULTATS

Brigitteone a acquis 96 % du capital de Firestone. - Le japonais Bridgestone a annoncé, le 6 mai, avoir acquis 96 % des actions ordinaires des pneumatiques américains Firestone...

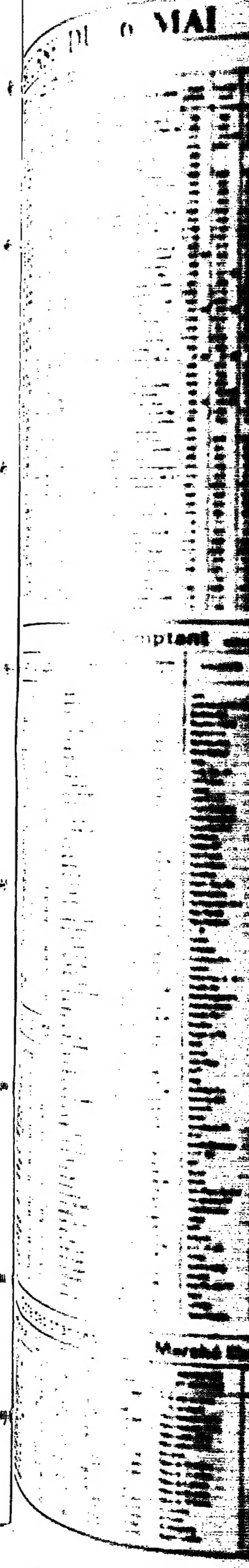
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOVABAIL. Les actionnaires de SOVABAIL, Siemil du groupe SOVAC, réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 3 mai 1988...

PLACEMENT A. SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE. Situation au 31 mars 1988. SICAV MONORY CEA...

PLACEMENT J. SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE. Situation au 31 mars 1988. SICAV monétaire investie en réméré...

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES. LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87. SINORG G CAM. SERVEUR. Tél. (1) 45-38-70-72



Handwritten text at the bottom center: 50 كذا من الأصل

صحة من الأهل

Marchés financiers

BOURSE DU 6 MAI

Cours relevés à 14 h 55

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Réglement mensuel and various stock indices.

Comptant (selection)

SICAV (selection)

5/5

Comptant and SICAV tables listing various financial instruments, their values, and market movements.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates (Cote des changes) and gold market prices (Marché libre de l'or).

Table for gold market prices (Marché libre de l'or) with columns for gold prices and other market data.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Legend for market symbols: o: coupon détaché - o: offert - * : droit détaché - d: demandé - p: prix précédent - * : marché coté

PARIS:

Vertical text and graphics on the left margin, including 'BULLETIN D'ABONNEMENT' and other publication-related text.

BULLETIN D'ABONNEMENT

